

Porter à connaissance de l'État Commune de Pérouse

Photo de la commune

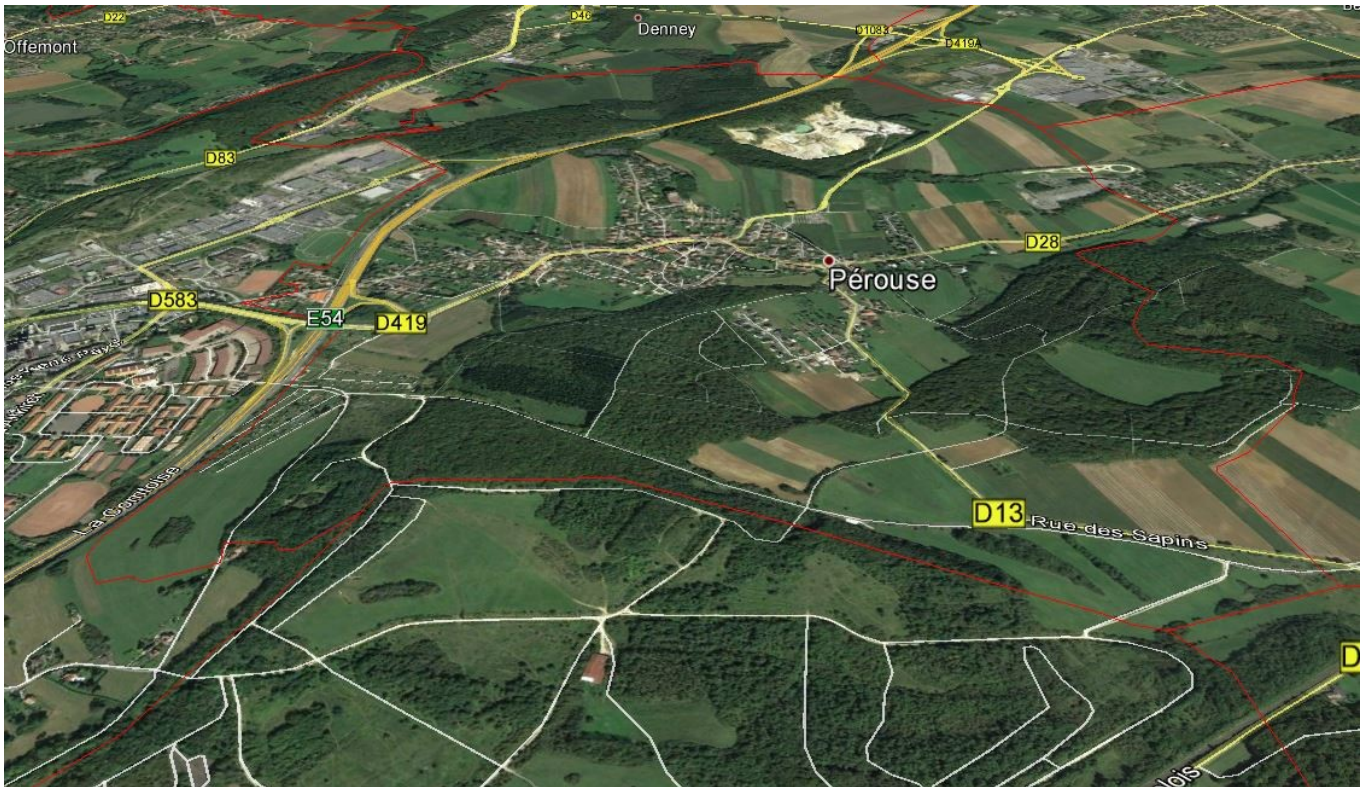


Table des matières

1. Préambule.....	6
1.1. Le porter à connaissance.....	6
1.2. Le PLU.....	6
1.3. Les fondements du PLU.....	7
1.4. Les documents s'imposant au PLU.....	8
1.4.1. Le PLU dans la hiérarchie des normes.....	9
1.4.2. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).....	10
1.5. La procédure d'élaboration d'un PLU.....	11
1.6. La numérisation du PLU approuvé.....	12
1.6.1. Intérêt de cette démarche.....	12
1.6.2. La standardisation des données.....	12
1.7. Le contenu du PLU.....	12
1.7.1. Le rapport de présentation.....	13
1.7.2. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).....	13
1.7.3. Les orientations d'aménagement et de programmation.....	14
1.7.4. Le règlement (articles L. 151-8 et R. 151-9 à R. 151-16).....	14
1.7.5. Les annexes (article L. 151-43 et R. 151-51 à R. 151-53).....	14
1.8. Surface de plancher.....	15
1.9. Le zonage du PLU.....	16
1.9.1. Les zones urbanisées dites zones U.....	16
1.9.2. Les zones à urbaniser dites zones AU.....	16
1.9.3. Les zones agricoles dites zones A.....	17
1.9.4. Les zones naturelles et forestières dites zones N (articles R. 151-24 et R. 151-25).....	17
1.9.5. Constructibilité en zones A et N (hors STECAL).....	17
1.9.6. Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL).....	18
1.10. Modernisation du contenu du PLU.....	18
1.10.1. Les atouts du nouveau PLU.....	18
1.10.2. Que contient ce décret ?.....	18
1.10.3. Quand s'applique-t-il ?.....	19
2. Les principales politiques de l'État à intégrer dans le PLU.....	19
2.1. La limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.....	19
2.1.1. Dispositions générales.....	19
2.1.2. La limitation de la consommation foncière dans le PLU.....	19
2.1.3. Objectifs du SCOT.....	20
2.1.4. La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers	21
2.1.5. Agriculture.....	22
2.1.6. Dispositions relatives à la forêt.....	24
2.2. La mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitat.....	25
Caractéristiques de l'habitat.....	26
2.2.1. Logements sociaux.....	27
2.2.2. Objectifs du SCOT en termes d'habitat et de logement.....	28
2.2.3. L'accueil des gens du voyage.....	28
2.3. Le commerce.....	29
2.3.1. Le commerce dans le PLU.....	29
2.3.2. L'aménagement commercial dans le SCOT.....	30
2.4. Le développement des communications numériques.....	30
2.5. La diminution des obligations de déplacements.....	31
2.5.1. Plan de déplacement urbain.....	31
2.5.2. Les déplacements.....	31

2.5.3.	Stationnement (L. 151.30 à L. 151.37).....	33
2.6.	La protection des milieux naturels et de la biodiversité.....	33
2.6.1.	Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).....	34
2.6.2.	Les zones humides.....	35
2.6.3.	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).....	38
2.6.4.	Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE).....	39
2.6.5.	Continuités écologiques.....	39
2.6.6.	Le réseau Natura 2000 et l'évaluation environnementale.....	43
2.6.7.	Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).....	46
2.6.8.	L'état initial de l'environnement.....	48
2.7.	La protection et la gestion de la ressource en eau.....	50
2.7.1.	La loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992.....	50
2.7.2.	La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006.....	50
2.7.3.	Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).....	50
2.7.4.	L'assainissement.....	50
2.7.5.	Les eaux pluviales.....	52
2.7.6.	La ressource en eau potable.....	53
2.8.	La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine.....	54
2.8.1.	Les entrées de ville.....	54
2.8.2.	Le paysage et le patrimoine bâti.....	55
2.8.3.	Le patrimoine archéologique.....	58
2.9.	La prévention des risques, des nuisances et des pollutions.....	61
2.9.1.	Le risque inondation :.....	61
2.9.2.	Les catastrophes naturelles.....	61
2.9.3.	Le transport de matières dangereuses – TMD.....	62
2.9.4.	Le risque industriel.....	67
2.9.5.	Le risque incendie.....	67
2.9.6.	Le risque sismique.....	68
2.9.7.	Le retrait gonflement des argiles.....	68
2.9.8.	Les mouvements de terrain.....	70
2.9.9.	Le risque minier.....	70
2.9.10.	Les nuisances sonores.....	72
2.9.11.	Les périmètres de réciprocité vis-à-vis des exploitations agricoles.....	75
2.9.12.	La qualité de l'air.....	76
2.9.13.	Les émissions de gaz à effet de serre (GES).....	77
2.9.14.	SRCAE, SRE, PCAET.....	78
2.9.15.	Les déchets.....	79
2.9.16.	La pollution des sols.....	80
2.10.	La politique énergétique.....	81
3.	Le financement des équipements publics.....	82
3.1.	Généralités.....	82
3.2.	La taxe d'aménagement.....	83
3.2.1.	Champ d'application.....	83
3.2.2.	Taux d'imposition.....	83
3.3.	Le versement pour sous-densité (VSD).....	83
4.	Les servitudes d'utilité publique.....	84
5.	Informations complémentaires.....	84
5.1.	Barrages, digues.....	84
5.2.	Association.....	85
6.	Les études disponibles concernant la commune, les liens vers des sites utiles.....	87
7.	Les pièces jointes.....	90
8.	Table des illustrations.....	90

Ce document se présente ainsi :

- les éléments réglementaires,
- les informations propres à la commune,
- les enjeux de l'État sur la commune,
- les orientations du DOO du SCOT.
- les dispositions du SDAGE

1. Préambule

1.1. Le porter à connaissance

Par délibération du 9 décembre 2016, vous avez prescrit la révision de votre document d'urbanisme. Conformément aux articles L. 132-1 à L. 132-3 du code de l'urbanisme, le préfet doit porter à la connaissance de la commune le cadre législatif et réglementaire à respecter, ainsi que les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants.

L'article R. 132-1 du code de l'urbanisme précise que le porter à connaissance (PAC) inclut les éléments à portée juridique tels que les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable, le plan pluriannuel régional de développement forestier, les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national.

La commune de Pérouse n'est pas concernée par une directive territoriale d'aménagement et de développement durables.

Les servitudes d'utilité publique vous sont communiquées en annexes numéro 10 (voir également page 83).

Le schéma régional de cohérence écologique a été adopté par le préfet de région le 2 décembre 2015 (voir paragraphe spécifique page 39).

Le plan régional de l'agriculture durable a été approuvé par le préfet de région le 31 juillet 2012. Vous pouvez le consulter sur le site internet de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) à l'adresse suivante :

<http://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/PRD-Franche-Comte>.

(voir également page 22)

Le plan pluriannuel régional de développement forestier a été approuvé par le préfet de région le 01 août 2012. Il est consultable sur le site internet de la DRAAF :

<http://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/PPRDF-Franche-Comte>

Le porter à connaissance fournit également les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Il s'agit d'un document public dont tout ou partie peut être annexé au dossier d'enquête publique.

1.2. Le PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU), est un document d'urbanisme élaboré sur la totalité du territoire communal qui regroupe l'ensemble des règles d'urbanisme applicables sur la commune.

Le PLU est un outil de définition et de mise en œuvre, à l'échelle de la commune, des politiques publiques relatives à l'aménagement et au développement durables, à l'environnement, l'habitat et les déplacements.

Le PLU présente, à l'appui d'un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et de l'état initial de l'environnement, le projet d'aménagement et de développement durables retenu par la municipalité.

Le PLU est un document public faisant l'objet d'une concertation avec la population et opposable aux tiers après enquête publique.

1.3. Les fondements du PLU

L'article L. 101-1 du code de l'urbanisme définit le rôle des collectivités publiques à l'égard des territoires :

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

L'article L. 101-2 du code de l'urbanisme fixe les objectifs des documents d'urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

L'article L. 101-3 :

« La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions.

La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation du sol sur l'ensemble du territoire français, à l'exception des collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle Calédonie et des Terres australes et antarctiques françaises, conformément aux dispositions spécifiques régissant ces territoires. »

1.4. Les documents s'imposant au PLU

Les articles L. 131-1 à L. 131-5 du code de l'urbanisme présentent les différents documents qui s'imposent au PLU.

Article L. 131-1

« Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L. 172-1 ;

2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;

3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;

4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;

6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;

7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;

8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;

9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;

10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ;

11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement ;

12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4. »

Article L. 131-2

« Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales ;

2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;

3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;

4° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;

5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement. ;

6° Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière. »

Article L. 131-3

« Lorsqu'un des documents énumérés aux 1° et 3° à 11° de l'article L. 131-1 ainsi qu'aux 2° à 5° de l'article L. 131-2 est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma de secteur, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible avec ce document ou prendre en compte ce dernier dans un délai de trois ans, et pour le schéma régional d'aménagement,

de développement durable et d'égalité des territoires, lors de la première révision du schéma de cohérence territoriale qui suit son approbation. »

Article L. 131-4

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L.112-4.»

Article L. 131-5

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.»

Article L. 131-6

« Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 131-4 il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :

1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ;

2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un schéma de mise en valeur de la mer ou d'un plan de déplacements urbains ;

3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient. »

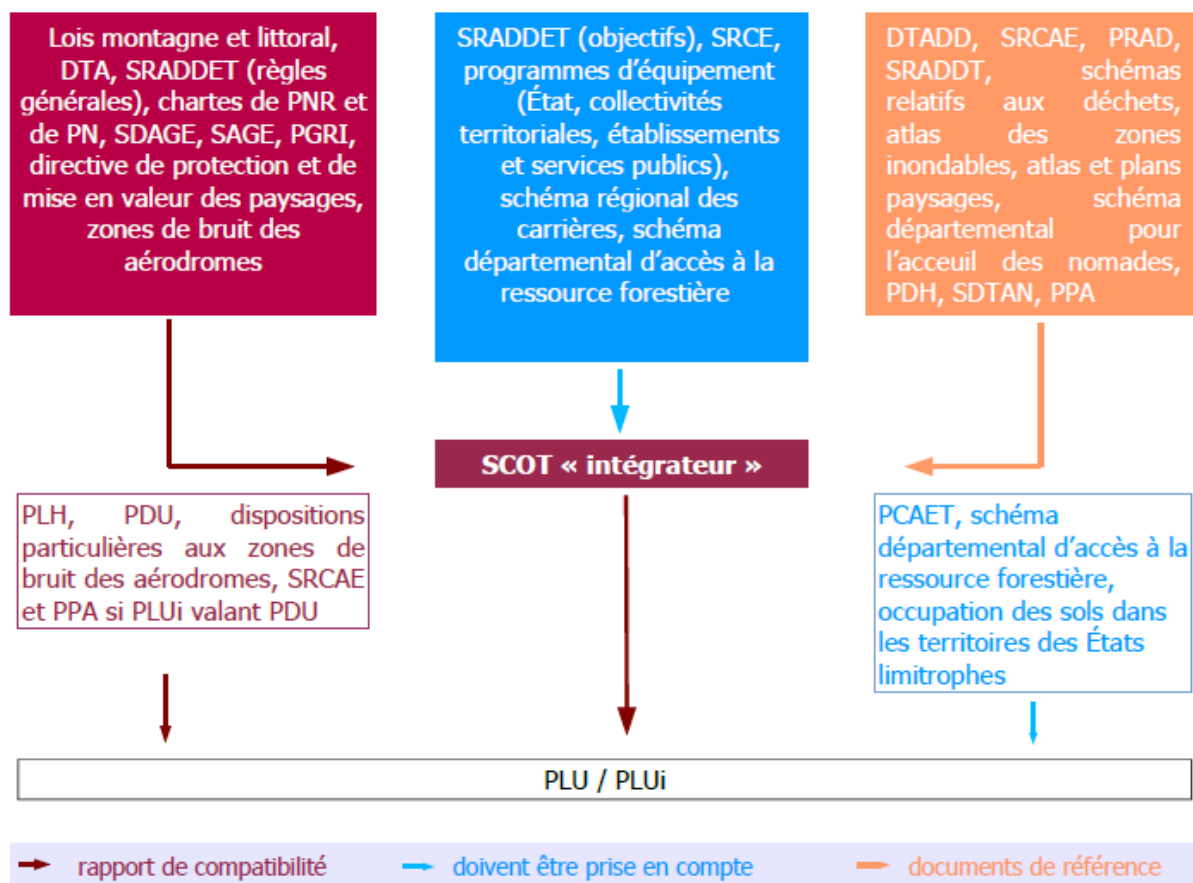
1.4.1. Le PLU dans la hiérarchie des normes

Le schéma ci-après reprend les éléments développés dans les articles L. 131-1 à L. 131-6 du code de l'urbanisme concernant le département du Territoire de Belfort.

La notion de compatibilité implique pour le PLU de ne pas empêcher l'application des documents supérieurs, de ne pas contrevenir à leurs aspects essentiels.

La notion de prise en compte est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, le PLU doit intégrer les documents d'ordre supérieur par le biais du SCOT dit « *intégrateur* ».



1.4.2. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Le SCOT est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement.

Le SCOT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Dans le Territoire de Belfort, un SCOT a été élaboré à l'échelle départementale.

Le SCOT approuvé est consultable à partir du lien suivant : <http://www.scotbelfort.autb.fr/>.

4 axes principaux peuvent être dégagés :

- Le renforcement des infrastructures, l'implantation des équipements publics, économiques et commerciaux dans les espaces stratégiques que sont le cœur urbain, l'espace médian et l'espace frontalier ;
- L'organisation d'un territoire organisé et solidaire autour de pôles identifiés qui privilégie l'urbanisation et l'accueil d'équipements commerciaux,
- Le développement territorial économe en espaces naturels, agricoles et forestiers au travers du respect, par les PLU, d'une limite d'extension à 15 % de l'emprise urbaine existante, de

superficies maximales à respecter pour les zones d'urbanisation immédiates externes à l'emprise urbaine ;

- La prise en compte de la valeur paysagère et patrimoniale du territoire, la préservation de la biodiversité (TVB) et la gestion durable des ressources.

Le PLU devra être compatible avec le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCOT du Territoire de Belfort approuvé le 27 février 2014.

La compatibilité du PLU avec le SCOT devra être démontrée dans un paragraphe spécifique du rapport de présentation.

1.5. La procédure d'élaboration d'un PLU

La commune annonce tout d'abord son intention d'élaborer ou de réviser le document et indique comment elle a l'intention de mener la concertation (délibération du conseil municipal, qui fait l'objet de mesures de publicité et de certaines notifications), conformément à l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme.

Elle élabore ensuite le document, en associant notamment toutes les personnes mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 à L. 132-11 du code de l'urbanisme, de sa propre initiative ou à leur demande. C'est durant cette phase d'études, qui n'est soumise à aucun formalisme particulier, que prennent place la concertation, l'association des personnes publiques et le débat en conseil municipal sur les grandes orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Lorsque les études sont achevées et le dossier constitué, la commune clôt la concertation et en tire le bilan, puis arrête le projet de PLU par une délibération du conseil municipal.

Commence ensuite une phase de recueil d'avis, avec d'abord la consultation des personnes publiques associées à la révision du PLU qui auront trois mois pour exprimer leur avis ; puis l'enquête publique, qui dure au moins un mois, recueille les observations de toute personne intéressée.

Le commissaire enquêteur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions motivées, à la suite de quoi la commune déterminera les transformations qu'elle souhaite apporter au projet de PLU pour tenir compte des avis des personnes publiques et des observations recueillies lors de l'enquête publique (nota : si ces transformations sont importantes ou n'émanent pas des pièces et observations issues de l'enquête publique, elles nécessitent l'arrêt d'un nouveau projet de PLU et la réalisation d'une nouvelle enquête publique après une nouvelle consultation des personnes publiques associées).

Le PLU sera alors opposable immédiatement après sa transmission au Préfet et la réalisation des mesures de publicité. Ce dernier dispose d'un délai de deux mois pour exercer son contrôle de légalité.

Par ailleurs, le conseil municipal devra procéder à une analyse des résultats de l'application du PLU : *« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, [...], le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération [...] sur l'opportunité de réviser ce plan. [...] »* (L. 153-27 du code de l'urbanisme). »

Cette analyse se basera sur les indicateurs définis par le rapport de présentation, en application des articles R. 151-1 et R. 151-2 du code de l'urbanisme.

Une fiche reprenant les principales étapes de la procédure d'élaboration/ révision du PLU ainsi qu'un logigramme du déroulement de la procédure sont disponibles sur le site internet des services de l'État dans le territoire de Belfort à l'adresse suivante :

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme/Planification-et-documents-d-urbanisme/Fiches-pratiques-pour-l-elaboration-des-documents-d-urbanisme>.

1.6. La numérisation du PLU approuvé

Le gouvernement modernise la gestion des documents d'urbanisme et en facilite l'accès en créant un « guichet unique » ou Géoportail de l'Urbanisme sur internet.

L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 impose aux autorités compétentes de transmettre à l'autorité gestionnaire du portail les informations nécessaires dans une version dématérialisée et selon des standards de numérisation des documents.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les documents d'urbanisme approuvés, numérisés au standard CNIG, sont mis en ligne, de préférence sur le Géoportail de l'urbanisme.

À compter du 1^{er} janvier 2020, la publication dans un recueil administratif (formalité qui s'ajoute à celles de l'affichage et de la transmission au contrôle de légalité) rendant le document d'urbanisme exécutoire sera remplacée par la publication sur le Géoportail de l'urbanisme. Les documents seront ainsi rendus publics, disponibles et accessibles à tous.

Vous trouverez en annexe 1 une plaquette informative rappelant les échéances et les obligations qui s'y rapportent.

Il convient de prévoir, comme l'indique le cahier des charges type rédigé par les services de l'État en Franche-Comté, dans le cadre de la révision de votre PLU, la numérisation du futur document d'urbanisme. Afin d'anticiper l'échéance de 2020, il est fortement recommandé de publier le document d'urbanisme sur le géoportail dès son approbation.

1.6.1. Intérêt de cette démarche

Au-delà des facilités apportées par cette mise en ligne, elle permet de :

- centraliser des informations sur le territoire pour une meilleure connaissance (Connaissance patrimoine, occupation du sol, servitudes, visualisation rapide et simple des données, croisement de données, amélioration de l'instruction des autorisations de construire, etc.) ;
- interroger les données d'un territoire pour mieux le comprendre, améliorer la prise de décision et la communication vers le citoyen (consultation du cadastre, du document d'urbanisme, des servitudes, des zones urbaines et d'activités, localisation des équipements et services publics, etc.) ;
- respecter les dispositions de la directive Européenne Inspire en matière d'environnement (mise en ligne des documents numérisés pour tous les usagers et échanges de données avec les autres autorités publiques).

1.6.2. La standardisation des données

Les échanges de données ne peuvent se faire qu'en respectant un certain nombre de règles permettant de structurer et homogénéiser les données géographiques.

Pour les documents texte, les formats informatiques de restitution suivants sont privilégiés : PDF, Word, OpenOffice.

Les fichiers graphiques devront être structurés en une base de données géographiques exploitables par un outil SIG et interopérable. À cette fin, l'ensemble des fichiers (texte et graphique) sera conforme au « standard de données PLU et POS » validé par conseil national de l'information géographique (CNIG).

Les modèles de format de numérisation des plan locaux d'urbanisme et des cartes communales sont téléchargeables sur le site du CNIG : http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732.

1.7. Le contenu du PLU

Le contenu du PLU est fixé par les articles L. 151-1 à L. 151-3 du code de l'urbanisme. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

1.7.1. Le rapport de présentation

Il doit permettre de présenter la démarche de la commune, d'expliquer et de justifier les orientations stratégiques et les choix de développement de la collectivité. Son absence ou l'insuffisance des éléments d'information et des justifications qu'il comporte peut-être sanctionnée par le juge administratif.

Conformément à l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme, le rapport « *explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

Les articles R. 151-1 et R. 151-2 précisent le contenu du rapport de présentation, et l'article R.151-4 indique que le rapport de présentation doit identifier les indicateurs d'évaluation des résultats de l'application du PLU.

Il est important de souligner que la révision du document d'urbanisme communal nécessite de réaliser un bilan du POS ou du PLU actuellement opposable, de construire un parti d'aménagement au regard des éléments du diagnostic et non pas en fonction du document d'urbanisme pré-existant ; les orientations de ce dernier peuvent en effet se révéler peu pertinentes au vu des besoins et des secteurs à enjeux.

Il convient de porter une attention toute particulière à la qualité et au caractère complet du diagnostic, car cet élément permet de faire émerger les enjeux de la commune et constitue la base sur laquelle l'équipe municipale va construire son projet.

L'explication des choix retenus par la commune pour construire son parti d'aménagement constitue un élément essentiel du rapport de présentation (L. 151-4, R. 151-1 et R. 151-2 du code de l'urbanisme).

1.7.2. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Il définit :

« 1° *Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*

2° *Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles. » (L. 151-5)

Il fait l'objet d'un débat au sein du conseil municipal deux mois au moins avant l'arrêt du projet de PLU.

Le PADD comprend l'ensemble des éléments mentionnés au L. 151-5. Tous les champs doivent donc obligatoirement être abordés.

1.7.3. Les orientations d'aménagement et de programmation (articles L. 151-6 et L. 151-7 et R. 151-6 à R. 151-8) :

Dans le respect des orientations définies par le PADD, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

L'article L. 151-7 ajoute que les orientations d'aménagement et de programmation « *peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.* »

1.7.4. Le règlement (articles L. 151-8 et R. 151-9 à R. 151-16)

Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à 101-3.

Le règlement écrit est divisé en 3 thèmes :

- I. affectation des sols et destination des constructions,
- II. qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère,
- III. équipements, réseaux et emplacements réservés .

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, le règlement ne peut plus fixer ni coefficient d'occupation du sol (COS), ni taille minimale de parcelle.

1.7.5. Les annexes (article L. 151-43 et R. 151-51 à R. 151-53)

Elles constituent un recueil regroupant les contraintes affectant l'occupation et l'utilisation du sol autres que celles issues du plan local d'urbanisme pour une meilleure information du citoyen.

Figurent en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants, prévus par le code de l'urbanisme :

R. 151-52 :

« *1° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article L. 111-16 ne s'applique pas ;*

2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6 ;

3° Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 113-16 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;

4° Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;

5° Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article L. 121-28 ;

6° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12 ;

7° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;

8° Les zones d'aménagement concerté ;

9° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010 ;

10° Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L.331-14 et L. 331-15 ;

11° Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L.331-36 ;

12° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L.332-11-3 ;

13° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1. ;

14° Les périmètres de projet prévus à l'article L. 322-13. »

R. 151-53 : « Figurent également en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants :

1° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article L. 712-2 du code de l'énergie ;

2° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime ;

3° Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier ;

4° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles L. 321-1, L. 333-1 et L. 334-1 du code minier ;

5° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;

6° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;

7° Les bois ou forêts relevant du régime forestier ;

8° Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;

9° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;

10° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement. ;

11° Le règlement local de publicité élaboré en application de l'article L. 581-14 du code de l'environnement ;

12° Les périmètres des biens inscrits au patrimoine mondial et de leur zone tampon mentionnés à l'article L. 612-1 du code du patrimoine. »

1.8. Surface de plancher

La réforme de la surface de plancher a été adoptée par ordonnance n°2011-1539 du 16 novembre 2011 et est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Conformément aux objectifs fixés à l'article 25 de la loi « Grenelle II », la surface de plancher se substitue à la fois à la surface hors œuvre brute (SHOB) et à la surface hors œuvre nette (SHON).

La surface de plancher est à présent l'unique référence pour l'application de l'ensemble des règles d'urbanisme nécessitant auparavant un calcul des surfaces des constructions en SHOB ou en SHON.

La surface de plancher s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs.

Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les conditions dans lesquelles pourront être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10 % des surfaces de plancher des immeubles collectifs.

Le règlement du PLU devra donc, si nécessaire, faire référence à la surface de plancher.

1.9. Le zonage du PLU

Le projet de l'équipe municipale aboutit à la délimitation de différentes zones sur l'ensemble du territoire de la commune.

1.9.1. Les zones urbanisées dites zones U

Elles sont des secteurs déjà urbanisés et des secteurs où les équipements ont une capacité suffisante pour desservir les constructions.

Dans de telles zones une autorisation d'occuper le sol ne saurait être refusée pour insuffisance de réseaux ; dans une telle éventualité, le demandeur pourrait se retourner contre la commune qui ne peut légalement classer en zone urbaine des terrains non desservis sans avoir l'intention de les aménager.

1.9.2. Les zones à urbaniser dites zones AU

L'article R. 151-20 du code de l'urbanisme, qui définit les zones à urbaniser, distingue deux types de zones selon leur desserte par les réseaux :

« Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.»

En conséquence, il importe que, pour chaque zone AU de votre PLU, d'une part le rapport de présentation définisse l'état des équipements en périphérie immédiate de la zone induisant la capacité de la zone à être urbanisée, et que, d'autre part lorsque ceux-ci sont suffisants, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement prévoient les conditions de la réalisation des équipements internes à la zone, qui s'effectuera soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit progressivement, par tranches successives.

Par ailleurs, la localisation des zones AU ne doit pas contribuer à l'étalement urbain de la commune ni à une consommation excessive d'espace.

De plus, la détermination de ces zones doit être motivée par l'intérêt général et non par une somme d'intérêts particuliers.

Le non-respect de ces éléments peut être sanctionné par le juge administratif.

1.9.3. Les zones agricoles dites zones A

Elles sont, selon les articles R. 151-22 et R. 151-23, « [...] *des secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.*

Peuvent être autorisées, en zone A :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. »

La zone A correspond à une véritable zone d'activité économique pourvue de bâtiments (techniques et/ou de fonction) nécessaires à l'exploitation. Le règlement devra être suffisamment strict pour assurer la protection de ces zones et autoriser uniquement les constructions nécessaires à l'exploitation agricole.

1.9.4. Les zones naturelles et forestières dites zones N (articles R. 151-24 et R. 151-25)

Elles regroupent les secteurs, équipés ou non, de nature très variée.

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

L'existence de ces trois catégories de zones naturelles nécessitera de justifier avec soin les motifs du classement dans le rapport de présentation, et d'identifier en zone N indiciée les secteurs à forte valeur, permettant ainsi d'adapter le règlement selon la spécificité de la zone.

1.9.5. Constructibilité en zones A et N (hors STECAL)

a) Les constructions nécessaires à des équipements collectifs

En zone agricole et naturelle, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs.

b) Le changement de destination (L. 151-11)

Dorénavant, en zones agricoles aussi bien qu'en zones naturelles, le règlement peut désigner **tous les bâtiments** pouvant faire l'objet **d'un changement de destination**, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole ni la qualité paysagère du site.

• Les changements de destination devront être soumis :

- en zone agricole A : à l'avis conforme de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF). La CDPENAF devra se prononcer dans un délai de 1 mois à compter de sa saisine. À défaut, son silence vaudra avis favorable.

- en zone naturelle N : à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS). La CDNPS devra se prononcer dans un délai de 2 mois à compter de sa saisine. À défaut, son silence vaudra avis favorable.

c) L'extension des bâtiments d'habitation (article L. 151-12)

- **Tous les bâtiments existants à usage d'habitation** situés en zone A ou N qu'ils soient remarquables ou non, peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement doit préciser la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement seront soumises à l'avis simple de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

- Les autres bâtiments existants situés en zone A ou en zone N ne peuvent faire l'objet d'aucune extension, sauf s'il s'agit de constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ou à des constructions et installations nécessaires aux services publics d'intérêt collectif (CINASPIC).

1.9.6. Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)

L'article L. 151-13 autorise, « [...] à titre exceptionnel, la délimitation, dans les zones naturelles, agricoles ou forestières de STECAL dans lesquels peuvent être autorisées :

a) Des constructions ;

b) Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

c) Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire ».

La définition de ces secteurs est soumise à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (voir page 21).

1.10. Modernisation du contenu du PLU

1.10.1. Les atouts du nouveau PLU

Le décret relatif à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme a été publié le 29 décembre 2015. Ce décret s'attache à proposer aux élus, de nouveaux outils, au service de leur compétence de planification et d'urbanisme, pour les accompagner et les soutenir dans leur mission.

Son enjeu principal consiste à répondre à un besoin général de clarification, de mise en cohérence et de lisibilité des règles d'urbanisme, pour en faciliter l'utilisation et la traduction opérationnelle. Ce décret réaffirme le lien entre le projet de territoire, la règle et sa justification, par la traduction des objectifs structurants auxquels doit répondre le PLU :

- le renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale,
- la maîtrise de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental, paysager et architectural.
-

Les nouveaux PLU qui intégreront cette réforme disposeront d'outils mieux adaptés aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes mais aussi aux évolutions dans le temps de leur territoire. Ils pourront répondre au plus près aux aspirations des habitants et favoriser la qualité de leur cadre de vie, grâce à une assise réglementaire confortée.

Il s'agit ainsi de redonner du sens au règlement du plan local d'urbanisme et de passer d'un urbanisme réglementaire à un urbanisme de projet.

1.10.2. Que contient ce décret ?

Il conforte les outils actuels et offre de nouvelles possibilités à appliquer, à la carte, en fonction de chaque projet de territoire.

Afin de mieux traduire le projet d'aménagement et de développement durables, le nouveau règlement est désormais structuré en 3 chapitres qui répondent chacun à une question :

- l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
- les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?
- les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

1.10.3. Quand s'applique-t-il ?

Le décret entre en vigueur le 1er janvier 2016 et permettra une application progressive avec droit d'option pour les collectivités.

Pour les procédures d'élaboration ou de révision générale en cours initiées avant le 1er janvier 2016, les dispositions issues du décret s'appliqueront uniquement si une délibération du conseil communautaire ou du conseil municipal se prononçant en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU intervient au plus tard lors de l'arrêt du projet. Les collectivités qui sont en cours de procédures d'élaboration ou de révision générale peuvent donc bénéficier du nouveau contenu du plan local d'urbanisme si elles le souhaitent ou attendre la prochaine révision générale sans qu'un délai ne soit imposé.

Les collectivités se lançant dans une élaboration ou une révision générale de leur PLU après le 1er janvier 2016 intégreront l'ensemble du contenu modernisé du PLU.

Les PLU dont le contenu est issu des dispositions en vigueur avant la réforme et qui font ou feront l'objet de procédures de modification, de mise en compatibilité ou de révision allégée (lancées avant ou après le 1er janvier 2016) continuent à appliquer les dispositions des articles réglementaires en vigueur au 31 décembre 2015 jusqu'à leur prochaine révision générale.

<http://www.logement.gouv.fr/plan-local-d-urbanisme-intercommunal-plui-et-plan-local-d-urbanisme-plu>

Votre commune ayant prescrit la révision de votre document d'urbanisme par délibération du 9 décembre 2016, l'usage du contenu modernisé du règlement est obligatoire.

2. Les principales politiques de l'État à intégrer dans le PLU

2.1. La limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

2.1.1. Dispositions générales

Le thème de l'économie d'espace est au cœur du dispositif réglementaire visant les documents de planification depuis la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain. Les deux lois issues du Grenelle de l'environnement, comme la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, ont renforcé ce souci de la prise en compte de l'économie de l'espace dans les PLU.

La lutte contre l'étalement urbain et la gestion économe du foncier est un des axes majeurs de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014.

2.1.2. La limitation de la consommation foncière dans le PLU

Le **PADD** doit définir des orientations générales en matière de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de restauration des continuités écologiques. Il doit également fixer des objectifs chiffrés de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le **rapport de présentation** doit présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la commune lors de ces dix dernières années. Ce bilan s'accompagne de la justification des objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le PADD au regard, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques.

Le rapport de présentation doit également contenir une analyse de « *la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.* » (article L.151-4 du code de l'urbanisme).

Il comprend un inventaire des capacités de stationnement ouvertes au public et des possibilités de mutualisation de ces espaces.

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové renforce le **contrôle de l'ouverture à l'urbanisation des zones d'urbanisation différée** : lors de la modification d'un PLU pour l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, la commune doit prendre une délibération motivée afin de « *justifier l'utilité de l'ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.* » (article L. 153-38 du code de l'urbanisme).

Afin de limiter la consommation d'espace et pour tenir compte de sa situation particulière, la commune devra éviter l'étalement urbain, mener un travail sur les espaces non urbanisés à préserver, les potentialités de construction à l'intérieur du tissu bâti. Elle veillera également à favoriser par un règlement adapté, l'émergence de formes urbaines économes en foncier.

Par ailleurs, le règlement peut imposer, dans des secteurs qu'il délimite au sein des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions (article L.151-26 du code de l'urbanisme).

La recherche d'une meilleure densité pourra s'appuyer sur les modalités prévues aux articles L. 151.26 à L. 151.29 du code de l'urbanisme.

La DREAL a développé des outils cartographiques permettant d'observer les phénomènes de consommation d'espace.

Un premier outil permet de visualiser les dynamiques d'urbanisation communale de l'ensemble des communes de Franche-Comté. Le second montre l'évolution de la tâche urbaine.

Ces deux outils sont disponibles sur le site internet de la DREAL :

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/outils-dynamique-d-urbanisation-r821.html>

Une fiche pratique sur la consommation d'espace a été rédigée par la DREAL Franche-Comté en partenariat avec les 4 DDT. Cette fiche, consultable sur le site de la DREAL Franche-Comté : http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_PLU_02_validee_cle78cabd.pdf est une aide à la réflexion sur la consommation d'espace dans les PLU.

2.1.3. Objectifs du SCOT

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCOT aborde la limitation de la consommation d'espace sous plusieurs angles.

L'item C.1.3. du DOO donne des objectifs aux PLU pour une localisation qualitative de l'habitat qui vise à limiter l'étalement urbain. Le PLU doit ainsi être compatible avec les principes suivants :

- proposer une urbanisation phasée du centre vers la périphérie de la commune,
- privilégier les projets d'urbanisation dans l'emprise urbaine,
- analyser le potentiel urbanisable de l'emprise urbaine (terrains libres, locaux d'activités, équipements publics, ...),

- localiser les zones d'habitat à proximité des services et transports en commun,
- éviter les formes de développement en « doigt de gant »,
- ne pas développer les hameaux existants.

Le SCOT du Territoire de Belfort construit son projet autour d'un polycentrisme équilibré (objectif B). Il définit dans ce cadre des communes pôles destinés à accueillir la principale partie des créations de logements et des équipements commerciaux.

La situation de la commune au sein de ce système doit être regardée dans le cadre du PLU.

Afin de parvenir à une économie de l'artificialisation à 10 ans, le SCOT fixe des objectifs de limitation de l'artificialisation des espaces naturels, agricoles et forestiers à l'horizon de dix ans en indiquant des surfaces maximales à urbaniser sous 10 ans par commune suivant leur situation (ville-centre, pôle, commune rurale).

Comme rappelé dans le chapitre précédent, en application de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme), des objectifs de modération de la consommation d'espace sont fixés dans le PADD pour l'ensemble des zones urbanisables (zones U non construites, zones d'urbanisation immédiate AU et zones d'urbanisation future 2AU) après analyse de sa consommation foncière sur la décennie précédente et fixation d'objectifs d'accueil de population et de logements sur la commune.

Ainsi, les objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace du PADD doivent au maximum correspondre à la surface fixée par le SCOT (pour les zones AU d'urbanisation immédiate ouvertes sous 10 ans).

La commune de Pérouse n'est pas considérée comme une commune pôle par le SCOT. Pour être compatible avec le SCOT, la surface ouverte à l'urbanisation ne pourra excéder 3 ha.

2.1.4. La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Conformément à l'article L. 153-17 du code de l'urbanisme et l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche, en présence d'un SCOT approuvé, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) peut être consultée, à sa demande, sur le projet de PLU arrêté.

La commission se prononce alors, dans un délai de 3 mois, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières.

La commune de Pérouse est couverte par le SCOT du Territoire de Belfort approuvé le 27 février 2014.

La CDPENAF du département a décidé lors de la réunion de la commission du 07/01/16 de se saisir pour avis de l'ensemble des révisions des documents d'urbanisme. Il conviendra donc de transmettre pour avis à la CDPENAF votre projet de PLU arrêté (voir ses coordonnées paragraphe 5.2).

Comme cela a été rappelé précédemment, la CDPENAF devra également se prononcer sur la délimitation éventuelle de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, ainsi que, le cas échéant, sur les dispositions du règlement précisant la localisation et les conditions d'implantation des extensions aux bâtiments existants à usage d'habitation en zones A et N.

De plus, les plans locaux d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être approuvés qu'après avis de la Chambre d'agriculture, et le cas échéant de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée, et du centre national de la propriété forestière (R. 153-6 du code de l'urbanisme).

Ainsi, si le PLU de Pérouse conduit à une réduction des surfaces des zones agricoles, ce dernier sera soumis à l'avis de la Chambre d'agriculture.

Les productions sous Signes d'identification de la Qualité et de l'Origine listées ci-après sont susceptibles d'être concernées par le projet de PLU.

Désignation du SIQO ^(*)	Délimitation parcellaire	Opérateurs présents
AOC/AOP Munster	sans objet	non recensés
IGP Emmental français Est-Central	sans objet	non recensés
IGP Gruyère	sans objet	non recensés

IG* AOC/AOP : Appellation d'Origine Contrôlée/Protégée ; IGP : Indication Géographique Protégée ; IG : Indication Géographique

Aussi, l'Institut national de l'origine et de la qualité (de Colmar) devra donner son avis sur le PLU arrêté.

2.1.5. **Agriculture**

Dispositions relatives à l'agriculture

La nécessité de diminuer la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers a été affirmée dans l'exposé des motifs de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 22 juillet 2010 :

*« Afin d'assurer sa pérennité, il est important d'assurer le développement durable de l'agriculture, de la forêt et des territoires, et de préserver le capital de production de l'agriculture, notamment le foncier agricole. En effet, l'enjeu de sa préservation est crucial, d'autant plus que le rythme annuel de consommation des terres agricoles s'accélère. Il a plus que doublé depuis les années soixante, passant de 35 000 hectares de terres agricoles consommés chaque année, à 75 000. Il devient urgent de mettre en œuvre une véritable politique de préservation du foncier agricole en France, en se fixant comme **objectif de réduire de moitié le rythme de consommation des terres agricoles d'ici 2020.** »*

Ces orientations sont confortées par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014.

La loi n° 99-574 du 9 juillet 1999, dite loi d'orientation agricole, fixe les orientations au niveau national en matière de maintien et de pérennisation de l'agriculture, en liaison avec le souci environnemental et social.

Conformément à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, le PLU « *détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable l'équilibre entre :*

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ; »*

Un travail d'analyse de l'activité agricole de la commune s'impose.

Le constat doit permettre l'identification des enjeux territoriaux de protection des espaces naturels et du développement agricole en caractérisant la dynamique agricole du secteur.

Ce travail d'analyse est demandé par le DOO du SCOT : « *tout document d'urbanisme comprend une étude des activités agricoles et sylvicoles existantes et de leur évolution prévisible à dix ans et pour de longues périodes (C.5.1.).*

Cette étude est destinée :

- à évaluer le fonctionnement des exploitations,*
- à préciser les besoins en foncier pour les intégrer au projet de PLU (classement en zone A et N). »*

Le SCOT identifie cinq zones agricoles à enjeux et définit pour chacune d'entre elles des orientations spécifiques. La commune de Pérouse se situe dans la zone n°4 « zone périurbaine Est », les orientations spécifiques du DOO du SCOT sur ce secteur sont de ne pas compromettre le développement des exploitations agricoles installées dans les communes de cette zone.

En effet, cette zone pourtant soumise à une pression foncière urbaine, est marquée par un dynamisme agricole. Ce secteur s'avère stratégique en matière de développement des circuits de proximité : transformation et vente directe, point de vente collectifs. Le potentiel agronomique de la zone est élevé, favorisant la production maraîchère.

La qualité agronomique des terres de la zone périurbaine Est doit être prise en compte lors de l'élaboration des documents de planification locaux afin de minimiser l'impact de l'artificialisation des espaces agricoles pour la filière agricole du secteur.

Ainsi, le document d'urbanisme de Pérouse devra intégrer à l'étude portant sur l'activité agricole, une analyse de la valeur agro-pédologique des terrains à urbaniser, ainsi qu'un diagnostic de leur valorisation économique, à partir des éléments de l'Atlas de la valeur des terres agricoles.

Données communales sur l'agriculture

Sur la commune de Pérouse, 14 exploitations exploitent une surface agricole utile – SAU de près de 171 ha.

Parmi les entreprises agricoles qui exploitent sur Pérouse, 7 sont des exploitations collectives (GAEC) principalement laitières dont le siège social est situé dans les communes limitrophes (Denney, Bessoncourt, Chevremont) et qui couvrent 54 ha de SAU. Les autres exploitations sont des élevages laitiers allaitant individuels ou professionnels (3 EARL et 4 exploitations individuelles) avec des SAU en céréales de petites tailles (moins de 10 ha). Une exploitation agricole individuelle ayant son siège d'exploitation sur la commune a déclaré en 2016 exploiter sur la commune 2 ha de prairies et 31 ha de céréales.

Pour information, de 1998 à 2010, le nombre d'exploitation ayant leur siège d'exploitation sur la commune est passé de 9 à 1; de même la SAU exploitée est passée de 138 ha à 28 ha.

L'utilisation des terres agricoles de la commune de Pérouse se traduit globalement pour moitié en prairies (pâturages permanents) et pour l'autre moitié en cultures de céréales ou autres.

La commune de Pérouse présente des terres de très bonne qualité agro-pédologique au Sud et à l'Est de la commune (faible valeur au Nord et au Sud Est) selon l'atlas des terres agricoles du département. Aux extrémités du ban communal (au Nord, Est, Sud et Sud-Ouest), les îlots agricoles exploités sont de taille conséquente et de configuration plutôt fonctionnelle.

Deux outils peuvent être utilisés dans le cadre de ce diagnostic agricole : l'atlas de la valeur des terres agricoles (voir ci-dessous) et le plan régional de l'agriculture durable (PRAD).

Atlas de la valeur des terres agricoles

La direction départementale des Territoires (DDT) du Territoire de Belfort a réalisé un atlas de la valeur des espaces agricoles, à l'échelle des parcelles. Afin de se doter de cet outil, les services départementaux de l'État ont travaillé en partenariat avec l'Université de Franche-Comté, et en concertation avec les représentants des collectivités locales (Conseil départemental, Grand Belfort Communauté d'Agglomération) et de la profession agricole.

L'un des premiers objectifs de l'Atlas de la valeur des espaces agricoles est de faire apparaître ces espaces sur les cartes du département, afin de mettre en évidence leur importance dans l'équilibre du territoire. Les espaces agricoles considérés dans cette étude proviennent de diverses sources de données.

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Publications/Atlas-cartographique/SIG-Atlas/Agriculture>

Des renseignements complémentaires sur cet atlas sont disponibles sur le site internet de la préfecture du Territoire de Belfort.

Plan régional de l'agriculture durable (PRAD) :

Le PRAD, consultable sur le site internet de la DRAAF Franche-Comté, comporte un diagnostic de l'agriculture franc-comtoise.

La construction du Plan Régional d'Agriculture Durable s'articule autour de 4 axes dont le premier est tourné vers les territoires. Cet axe comporte 3 objectifs :

- développer l'attractivité des territoires ruraux, espaces de vie et de production : développement de l'emploi, accès aux services et accueil ;
- conforter la place de l'agriculture ;
- raisonner la consommation de l'espace.

Les objectifs de cet axe déclinés dans le PRAD peuvent être déclinés dans le PLU pour favoriser la préservation de l'agriculture et la consommation raisonnée des terres.

La préservation du foncier agricole est donc une urgence et un enjeu fort pour le maintien d'une agriculture durable. Le foncier agricole en périphérie des villes notamment est indispensable au développement des circuits courts. C'est également un élément essentiel au maintien des continuités écologiques et à la préservation de la biodiversité.

2.1.6. Dispositions relatives à la forêt

Dispositions générales :

En application de l'article R.153-6 du code de l'urbanisme, si le PLU conduit à une réduction des espaces forestiers, il ne pourra être approuvé qu'après avis du centre national de la propriété forestière.

Le DOO du SCOT prévoit dans son point C.4.1. que les entités naturelles forestières soient maintenues dans leur grande masse, en cas de réduction leur lisière doit être reconstituée.

Les massifs forestiers à enjeu en matière de biodiversité et paysage peuvent être classés en espace boisé classé (EBC) dans le PLU afin de préserver leur vocation forestière. « *Toutefois, le classement en EBC sera à définir avec prudence et de manière concertée notamment avec la profession agricole* ».

Les enjeux en matière agricole et forestière sont liés et devront être traités de manière parallèle.

Forêt soumise au régime forestier :

La forêt communale de Pérouse relève du régime forestier (article L. 211-1 du code forestier) et est donc gérée par l'Office National des Forêts.

En application de l'article R. 151-53 7° les bois et forêts soumis au régime forestier doivent figurer en annexe au PLU en complément des servitudes d'utilité publique.

En application de l'article L. 212-1 du Code Forestier, les règles de gestion sont précisées dans le document d'aménagement forestier (document consultable en mairie). Celui-ci a été approuvé par arrêté du préfet de région en date du 18 décembre 2001 et a été établi pour la période 2001-2020.

La forêt s'étend sur 136,05 ha en trois massifs distincts.

Il est important de rappeler que la forêt publique remplit plusieurs fonctions :

- production de bois d'œuvre (bois de construction, d'ameublement), de bois d'industrie (pâte à papier, panneaux de particules), de bois d'énergie (bois de feu) ;
- fonction environnementale : c'est le milieu de vie pour la faune et la flore mais également un corridor écologique qui permet la migration des espèces ;
- fonction sociale : cadre de vie (aspect paysager), lieu de détente (randonnées, cueillette...) , préservation de la qualité de l'eau ;
- fonction de protection contre l'érosion ou le ravinement pour les forêts de montagne.

La forêt de Pérouse a essentiellement des rôles de production de bois même si les autres fonctions sont également présentes.

Le PLU est l'occasion de réfléchir à l'espace de transition entre la forêt et le milieu urbanisé. Une simple juxtaposition n'est pas très fonctionnelle et, à ce titre, une réflexion pourrait être engagée sur les lisières forestières afin d'éviter un recul de la forêt. Ainsi la forêt pourrait être entourée d'une zone tampon de trente à quarante mètres de large, pour éviter les risques de chutes accidentelles d'arbres ou de branches ainsi que les nuisances (problèmes d'éclaircissement, chenaux bouchés par les feuilles).

Il est également recommandé de clôturer l'arrière des terrains des constructions jouxtant la forêt pour éviter les risques lors de l'exploitation forestière et limiter les accès à la forêt.

L'étude du PLU peut en outre être l'occasion de s'intéresser à la desserte forestière et donc à l'accès aux massifs forestiers. A ce titre, il convient aussi souvent que possible de mutualiser les voiries agricoles et forestières et d'éviter de créer une zone d'habitat le long d'une route d'accès au massif forestier compte tenu des nuisances ultérieures. De même, ces voies d'accès aux massifs forestiers ne doivent pas voir leur emprise réduite ou leur tonnage limité.

Également, les forêts soumises au régime forestier sont protégées. À ce titre, tout défrichement y est interdit et un renouvellement des peuplements est prévu après coupe. Les classer en Espaces Boisés Classés (EBC) apporte des contraintes supplémentaires et impose des formalités pour les coupes mais aucune plus-value sur la protection contre le défrichement. Il convient de s'assurer que la protection retenue par le classement en EBC est bien adaptée aux objectifs recherchés.

Vous trouverez en annexe 2 un plan des forêts relevant du régime forestier et situées sur le ban de la commune de Pérouse ainsi que les principales dessertes du massif forestier.

- Forêt privée : Il n'existe pas sur Pérouse de groupements forestiers (forêts privées de superficies supérieures à 25 ha).

2.2. La mixité sociale, la diversité et la qualité de l'habitat

Le PLU « *détermine les conditions permettant d'assurer (...) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat (...)* » (L. 101-2 du code de l'urbanisme).

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au renouvellement urbain (SRU) affirme, notamment dans l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation, la nécessité d'assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité.

« La politique d'aide au logement a pour objet de favoriser la satisfaction des besoins en logements, de promouvoir la décence du logement, la qualité de l'habitat, l'habitat durable et l'accessibilité aux personnes handicapées, d'améliorer l'habitat existant et de prendre en charge une partie des dépenses de logement en tenant compte de la situation des familles et des ressources des occupants. Elle doit tendre à favoriser une offre de logement qui, par son importance, son insertion urbaine, sa diversité de statut d'occupation et de répartition spatiale, soit de nature à assurer la liberté de choix pour toute personne de son mode d'habitation. »

La loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement national pour le logement (ENL) constitue le volet principal du Pacte national pour le logement.

Elle comporte un ensemble de mesures juridiques, fiscales et financières destinées à augmenter l'offre de logements, favoriser l'accession sociale à la propriété et améliorer la qualité de l'habitat des foyers les plus modestes.

Elle comprend en particulier un important dispositif en direction des collectivités territoriales afin de les inciter, directement ou indirectement, à développer leur politique de construction de logements. En vertu de l'article L. 131-4, le PLU doit être compatible avec le programme local de l'habitat (PLH).

La commune de Pérouse est couverte par le PLH de l'ex-communauté d'agglomération Belfortaine (CAB). Le PLH 2016-2021 a été approuvé le 03/12/2015 et est exécutoire au 01/01/2016.

Les 4 axes forts de ce PLH sont :

- Optimiser une stratégie intercommunale de l'habitat, en repensant une gouvernance interne et externe ;
- Analyser et évaluer pour une plus grande efficacité de l'action publique, en renouvelant l'approche de l'agglomération en matière d'observation (passer de l'observation à l'analyse), en pérennisant et en développant un réseau des acteurs de l'habitat et en informant la population ;
- Développer de manière équilibrée et durable l'offre résidentielle, en développant une action foncière et lutte contre l'étalement urbain, en poursuivant le renouvellement urbain des quartiers prioritaires, en produisant et en territorialisant une offre nouvelle et en co-construisant une politique de peuplement équilibrée dans le cadre des attributions des logements sociaux ;
- Renforcer l'attractivité résidentielle de l'agglomération, en requalifiant le parc privé, en proposant un habitat en adéquation avec les capacités financières des ménages, en maintenant un parc social de qualité et attractif, en adaptant l'habitat au vieillissement et en offrant aux publics spécifiques un habitat approprié.

Les dispositions du PLU de Pérouse devront être compatibles avec celles du PLH communautaire et notamment en termes d'objectifs liés aux communes péri-urbaines Nord : 27 logements /an sur la période 2016-2021 pour les 7 communes concernées (dont Pérouse) dont 28 % de logements locatifs sociaux.

Caractéristiques de l'habitat

Sur l'ensemble du nombre de logements (495) : 93,5 % sont des résidences principales, moins de 2 % (données exactes secrétisées) sont des résidences secondaires et logements occasionnels (source Filocom 2015).

La commune de Pérouse ne compte actuellement aucun logement locatif social ou très social (ni du parc public, ni du parc privé conventionné ANAH). (Données Ecolo web – extraction avril 2017) .

Par ailleurs, le parc de logements présente les particularités suivantes (Filocom 2015) :

- **une majorité de logements individuels : 73,4%** des résidences principales sont individuelles. Ce pourcentage est plus important que celui du département (46,8%), de l'ex-Communauté de l'Agglomération Belfortaine (36,2%).
- **des propriétaires occupants des résidences principales fortement majoritaires** (à 77,1%), proportionnellement plus nombreux qu'au sein de l'ex- CAB (47,8%), qu'au niveau départemental (54,9%) .

Un taux de vacance des logements peu important : La secrétisation de cette donnée ne nous permet pas de donner un chiffre exact. Cependant, Filocom affiche un taux de vacance compris entre 4% et 6% (contre 9,8 % dans le département, 10,7 % au sein de l' ancienne CAB).

2.2.1. Logements sociaux

Compte tenu de sa population, la commune n'est pas soumise aux obligations liées à la loi solidarité urbaine (pourcentage minimum de logements sociaux pour les communes d'au moins 3 500 habitants – article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation).

Située dans le périmètre du Grand Belfort (ex-CAB), elle est toutefois soumise à l'inventaire SRU, ce qui permet d'actualiser chaque année à la fois le nombre de résidences principales (source DGFIP) de la commune et le nombre de logements sociaux qui y sont recensés.

Concernant la création de logements locatifs, notamment sociaux : Il paraîtrait intéressant de réfléchir à la création de tels logements (malgré le peu de commerces à Pérouse, cette commune dispose d'une école maternelle et élémentaire et est correctement desservie par le transport en commun Optymo) :

- pour contribuer à proposer une solution locative aux personnes aux revenus modestes, voire très modestes (aucune offre à ce jour), d'autant plus que 37,8% des ménages sont éligibles au parc social < à 100% des plafonds HLM ;
- pour attirer dans la commune des populations plus jeunes : 39,9% des personnes de référence des ménages fiscaux ont plus de 60 ans (38,7% au sein de l'ex-CAB et 39,3% pour le département). A Pérouse, la moyenne d'âge des personnes de références des ménages est de 51 ans (55 ans dans le département, 54 ans sur le périmètre de l'ex-CAB).

Concernant la création de logements locatifs très sociaux : l'offre en ce domaine est également inexistante alors que 15,6% des ménages sont éligibles au parc très social < à 60% des plafonds HLM (contre 13,1 % à Eloie, 28,9% sur le périmètre de l'ancienne CAB et 25,9 % sur le département).

L'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation et le décret n°2013-671 imposent à la commune d'avoir un parc de logements comportant au moins 20 % de logements sociaux.

Sont considérés comme logements locatifs sociaux, l'ensemble des logements conventionnés (y compris, donc, une partie du parc privé), la totalité du parc HLM construit avant la réforme du financement du logement de 1977 (le conventionnement a été instauré en 1976), ainsi que le patrimoine de certaines sociétés non HLM mais dont la vocation était de produire et gérer du logement social (sociétés issues des activités minières, sociétés immobilières des DOM). Les places de logements-foyers conventionnés et de Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) sont prises également en compte (3 places = 1 logement)

Le dénombrement de ces logements fait l'objet d'une procédure contradictoire annuelle entre le préfet et les communes concernées. Les bailleurs, personnes morales, visés par la loi ont pour la première fois au 1er juillet 2001 produit un inventaire des logements sociaux dont ils sont propriétaires ou gestionnaires.

Rappelons qu'un logement « social » est :

- loué pour un prix modéré à des personnes ayant des revenus modestes ou moyens qui ne peuvent supporter des coûts trop importants pour se loger, à noter les aides à la personne (AL et APL) qui viennent atténuer le poids des loyers ;
- financé par des subventions (État, Région, Département, EPCI, communes), des prêts privilégiés (caisse des Dépôts et consignations, banques, collecteurs 1 % logement) et des avantages fiscaux dans le cadre d'une convention avec l'État ;
- construit en accord et en collaboration avec la commune, par un bailleur social (Office HLM, SA HLM, SEM, OPAC,...) qui en plus de son expérience peut apporter des fonds propres pour compléter le financement.

Pour mémoire, il convient de signaler que 2/3 des ménages français sont en dessous des plafonds de ressources et peuvent donc prétendre à un logement social.

Un logement très social du parc public est réservé à des personnes à faibles revenus, des retraités ou jeunes ménages peuvent notamment y prétendre. La création éventuelle de ce type de logements devra autant que possible prendre en compte la proximité des commerces de proximité et des réseaux de transport en commun.

2.2.2. Objectifs du SCOT en termes d'habitat et de logement

Le DOO du SCOT fixe des objectifs de création de logements sur 10 ans par intercommunalité. Ces logements doivent être construits au minima à 50 % dans les pôles de l'intercommunalité, le reste étant réparti entre les autres communes.

La commune de Pérouse fait partie de la 2^e couronne Nord de la communauté d'Agglomération du Grand Belfort (ex-CAB). Le SCOT prévoit pour cette communauté d'agglomération, la création de 4340 logements dont 600 dans la 2^e couronne Nord.

En matière de mixité sociale, le DOO du SCOT prévoit :

«- Là où elles se justifient, les actions publiques de renouvellement urbain, de diversification résidentielle, de requalification ou de transformation du patrimoine locatif social, sont inscrites en priorité dans la logique d'offre de logements de la commune ou du secteur opérationnel défini.

- Objectif de mixité sociale : le document d'urbanisme crée les conditions foncières et réglementaires pour atteindre la meilleure proportion possible de logements sociaux parmi les créations de logements. »

Pour cela, la commune a la possibilité dans les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) :

- soit de « délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe » (article L. 151-15 ;

- soit d'instituer « des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit » (article L. 151-41).

Ces outils permettront au PLU de répondre aux demandes de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme en termes de mixité sociale et de diversité de l'habitat.

2.2.3. L'accueil des gens du voyage

La loi dite Besson du 31 mai 1990 introduit des dispositions spécifiques pour l'accueil des gens du voyage.

La loi relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage du 5 juillet 2000 a modifié le dispositif départemental d'accueil des gens du voyage prévu à l'article 28 de la loi Besson. Elle renforce ainsi ses dispositions relatives au schéma départemental et aux obligations des communes.

Cette loi s'est traduite par l'adoption d'un premier schéma départemental d'accueil des gens du voyage, cosigné par l'État et le Conseil Général approuvé le 31 mars 2003. La révision de ce schéma a été approuvée le 11 juin 2013.

Ce schéma définit dans quel cadre l'obligation imposée aux communes de plus de 5 000 habitants de réaliser ou de participer à la réalisation des aires d'accueil peut être satisfaite. Cette obligation est assortie d'un délai de deux ans à compter de la signature du schéma pour répondre à leurs obligations, le préfet pouvant ensuite se substituer à elles au-delà de ces deux ans pour réaliser les aires.

Ce schéma n'impose aucune obligation particulière pour la commune de Pérouse.

Mais l'accueil des gens du voyage concerne aussi toutes les communes ou communautés de communes qui doivent satisfaire à l'obligation de permettre la halte de courte durée des gens du voyage sur des terrains qu'elles leur indiquent pendant une durée minimum (48h).

2.3. Le commerce

2.3.1. Le commerce dans le PLU

L'article L. 101-2 du code de l'urbanisme définit, notamment dans son troisième alinéa, les principes d'aménagement que vise à atteindre l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme. C'est au sein de cet alinéa que sont visés les équipements commerciaux et les activités économiques en ce sens que les documents d'urbanisme doivent prévoir : « *des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes (...) d'activités économiques, (...) ainsi que (...) d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile* ».

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic qui doit répertorier les besoins en termes de commerce (L. 151-4 du code de l'urbanisme). Pour établir ce diagnostic, il est possible de réaliser une étude du tissu commercial et de son insertion dans son environnement urbain.

Le PADD arrête des orientations générales en matière d'équipement commercial.

Les OAP « *peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces.* » (L. 151-7 du code de l'urbanisme).

Le règlement peut « *identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif* » (article L. 151-16 du code de l'urbanisme).

De plus, en vertu de l'article R. 151-37 4° du code de l'urbanisme, les règles d'urbanisme peuvent être différenciées selon les destinations dont le commerce fait expressément partie.

Par ailleurs, la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a modifié l'article L.111-19 du code de l'urbanisme et impose aux projets soumis à une autorisation d'exploitation commerciale (énumérés à l'article L. 752-1 du code du commerce) qu'ils intègrent :

- Sur tout ou partie de leurs toitures, et de façon non exclusive : soit des procédés de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit d'autres dispositifs aboutissant au même résultat ;

- Sur les aires de stationnement : des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

NB : L'article L. 111-19 précité s'applique – dans sa version modifiée par la loi biodiversité – depuis le 1^{er} mars 2017 et sur l'ensemble du territoire.

2.3.2. L'aménagement commercial dans le SCOT

Le DOO comprend des dispositions qualitatives et géographiques pour l'implantation des commerces.

Le DOO prévoit l'implantation des commerces dans des lieux différents (communes pôles, ZACOM, ville centre, ...) en fonction de leur destination suivant le tableau suivant :

Localisation Niveau de rayonnement	commune hors pôle	micro-centre et pôle local	pôle structurant	pôle structurant de Delle	pôles de l'agglomération belfortaine	Belfort	ZACOM
proximité	X (< 300m ²)	X	X	X	X	X	
semi-proximité		X	X	X	X	X	X
fort rayonnement				X		X	X

La définition des niveaux de rayonnement et la situation de la commune (pôle, ...) figure au sein du DOO.

Par ailleurs, le DOO prévoit des dispositions qualitatives pour l'implantation des commerces. Le PLU doit être compatible avec ces principes :

- dans toutes les communes, le centre est prioritaire pour l'implantation de commerces,
- les commerces nécessitant des besoins fonciers conséquents peuvent être implantés dans d'autres parties de la commune,
- en zone urbaine ou mixte, les PLU prévoient des conditions satisfaisantes de fonctionnement du commerce, des mesures locales sélectives des activités de commerces et services peuvent être définies,
- dans le cas d'implantation en périphérie urbaine, des orientations doivent être prises en matière de circulation,
- les commerces respectent des préoccupations de qualité environnementale (gestion économe de l'espace, gestion des eaux pluviales, ...).

2.4. Le développement des communications numériques

En quelques années, l'internet et ses usages se sont imposés tant auprès du grand public que des professionnels. Avec l'apparition de services nouveaux nécessitant des débits toujours plus élevés, les besoins augmentent constamment et l'accès au très haut débit est devenu indispensable pour l'attractivité des territoires.

La loi du 17 décembre 2009, relative à la lutte contre la fracture numérique, dite loi Pintat, incite fortement les collectivités à établir un schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN). Cet outil porté par les collectivités est un outil de cadrage à l'échelle départementale, voire interdépartementale, visant à définir en concertation avec tous les acteurs un projet d'aménagement numérique pour le territoire.

Les dispositions de la loi Grenelle II introduisent un volet « aménagement numérique » dans les documents d'urbanisme et conduisent à y intégrer les orientations des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN).

Ainsi les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière de développement des communications électroniques (L. 101-2 du code de l'urbanisme).

Le projet d'aménagement et de développement durables du PLU arrête les orientations générales concernant le développement des communications numériques retenues pour l'ensemble de la commune (L. 151-5 du code de l'urbanisme).

Le règlement peut, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, définir des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques et les imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements (L151-40 du code de l'urbanisme).

Le syndicat mixte de l'Aire Urbaine a réalisé un SDTAN. Celui-ci a été décliné à l'échelon du département et validé par le Conseil Départemental du Territoire de Belfort en juin 2012.
Il conviendra d'en intégrer les dispositions dans le volet « aménagement numérique » du PLU.

2.5. La diminution des obligations de déplacements

Plusieurs lois (LOTI, LOADT, LAURE, « Voynet », SRU et Grenelle 1) ont renforcé la mise en cohérence des politiques d'urbanisme et de transports/ déplacements aux différentes échelles du territoire.

Les lois Grenelle 2 et ALUR vont plus loin en visant la « *diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile* » (art L. 101-2 du code de l'urbanisme) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il existe une interaction directe entre urbanisme et déplacements.

Le PLU est un outil de planification qui permet de déterminer les conditions permettant d'assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales en tenant compte en particulier :

- d'une répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;
- de la diminution des obligations de déplacements et du développement des transports alternatifs.

2.5.1. Plan de déplacement urbain

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le plan de déplacement urbain (PDU). Un plan de déplacement urbain doit être institué dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Pour le Territoire de Belfort, le syndicat mixte des transports en commun (SMTc) a fait le choix de passer du « *plan* » au « *contrat* » et d'échanger le concept de « *déplacements* » contre celui de « *mobilité durable* », ce qui élargit le sujet aux usagers et aux territoires.

Le contrat de mobilité peut être consulté sur le site du syndicat mixte de transports en commun : <http://www.smtc90.fr/index.php/contrat-de-mobilite>.

Cette démarche, qui ne s'inscrit pas dans une démarche réglementaire, est donc plus contractuelle et élargie au concept de mobilité durable.

Ses objectifs, proches de ceux d'un PDU, sont essentiellement :

- remettre en cause l'étalement urbain, le morcellement de l'espace naturel et l'allongement continu des trajets ;
- diminuer la circulation automobile pour assurer un équilibre durable entre besoin de mobilité et facilité d'accès d'une part, protection de l'environnement et de la santé, d'autre part.

2.5.2. Les déplacements

Les déplacements liés à l'emploi

En 2013, 87,6 % des actifs (au sens INSEE) de Pérouse travaillent en dehors de la commune :

- 56,7 % dans une autre commune du Territoire de Belfort
- 19,8 % dans un autre département de la région (de l'ex région Franche-Comté),
- 8,5 % dans une autre région (notamment le Haut-Rhin),
- 2,6 % travaillent hors de France (Suisse ou Allemagne).

Le taux de motorisation des ménages, qui s'établit à 93,9 % en 2013, est élevé.

Comparativement, en 2013, 82,2% des ménages du Territoire-de-Belfort sont équipés au minimum d'une voiture et 34,9 % d'au moins deux voitures.

Les transports collectifs (source site internet Optymo)

La commune de Pérouse est intégrée au ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité, sur lequel l'autorité organisatrice de la mobilité est le syndicat mixte des transports en commun du Territoire de Belfort (SMTC).

Elle est desservie par la ligne 24 (Belfort – Vézelois - Morvillars) du service Optymo (réseau principal suburbain) avec environ 2 bus par heure (le trajet depuis Belfort est de l'ordre de 11 minutes), ainsi que par plusieurs lignes secondaires :

- la ligne Belfort Rougemont par Leval (ligne 32 du lundi au samedi, avec 3 circulations par jour dans chaque sens),
- la ligne Belfort Menoncourt (ligne 33 du lundi au samedi, avec 3 circulations par jour dans chaque sens),
- la ligne Belfort Montreux-Château (ligne 34 du lundi au samedi, avec 3 circulations par jour dans chaque sens, et la ligne 92 dimanche et fêtes, avec 2 circulations dans chaque sens),
- et la ligne Belfort Gare TGV par Bretagne (ligne 35 du lundi au samedi, avec 3 circulations par jour dans chaque sens). Il y a deux arrêts de bus dans la commune (Cerisiers et Pérouse).

La commune bénéficie également des services de :

- transport scolaire vers différents établissements d'enseignement secondaire de Belfort (collège Vauban et lycée Follereau notamment), assuré par un bus spécifique,
- transport des personnes à mobilité réduite (PMR) qui est un service spécialisé et personnalisé, effectué de porte à porte.

Aucune piste cyclable n'est recensée dans la commune.

Il convient dans la mesure du possible de favoriser la diversification des modes de déplacements (renforcement des modes actifs et alternatifs à la voiture), de sécuriser les déplacements et favoriser l'accessibilité pour tous.

Une attention particulière sera ainsi portée à la lisibilité des espaces publics, visant notamment à assurer la sécurité des circulations piétonnes, et à la hiérarchisation des voies en fonction des usages (transit, liaison, desserte).

Compte tenu de la proximité du centre de l'agglomération belfortaine (environ 3 km), les réflexions pourront utilement porter sur les moyens de promouvoir l'utilisation des transports en commun et sur les conditions du développement des modes actifs.

Pour permettre à la municipalité de prendre véritablement en compte la politique des transports et déplacements dans son PADD, cette dernière devra se baser sur un diagnostic complet du fonctionnement des déplacements au sein de la commune (structuration urbaine, accessibilité des services et équipements, modes de déplacement utilisés ...) et analyser l'intégration de la commune dans le tissu environnant (liaisons avec les différents bassins de vie, adéquation entre le développement urbain et le système de déplacement actuel, ...).

À partir de ce diagnostic, seront établies dans le PADD, des orientations générales concernant les transports et les déplacements (L. 151-5 du code de l'urbanisme).

Ainsi, le règlement du PLU :

- peut préciser le tracé des voies de circulation (automobiles, piétonnes et/ou cyclistes) (article L. 151-38),
- peut fixer des emplacements réservés pour la réalisation de voies en particulier (L. 151-39).

Le DOO du SCOT fixe un objectif d'anticipation des usages et des attentes aux documents d'urbanisme en matière de transport (B.2.). Pour cela, le PLU doit :

- prendre des mesures en faveur des transports en commun comme la recherche de proximité entre équipements, services, habitats et accès à ces modes de transport,
- faire figurer sur les plans de zonage, les stations actuelles et futures,
- mettre en continuité les réseaux de déplacements doux communaux avec les réseaux départementaux.

2.5.3. Stationnement (L. 151.30 à L. 151.37)

Le diagnostic doit également contenir « *un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités* » (L. 151-4 du code de l'urbanisme).

Le règlement dispose d'outils permettant une traduction des orientations générales du PADD en termes de transports et déplacements.

Ainsi, le règlement du PLU :

- doit fixer les obligations minimales en matière de stationnement pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux (article L. 151-30 du code de l'urbanisme),
- peut prévoir la densification des secteurs desservis par les transports en commun ou proches des équipements collectifs (article L. 151-26 du code de l'urbanisme). Cela répond au double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre la consommation de l'espace,
- peut fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés lorsque les conditions de desserte par les transports en communs le permettent (L. 151-32 du code de l'urbanisme),

Le DOO du SCOT demande de réfléchir au stationnement privé et public dans le cadre de la révision du PLU et de l'intégrer au règlement.

2.6. La protection des milieux naturels et de la biodiversité

La préservation de la biodiversité est un des objectifs de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II. Il s'agit d'assurer un bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant les espèces et les habitats.

La protection de la nature est principalement mise en œuvre au travers d'inventaires du patrimoine naturel, mais comporte également des outils réglementaires spécifiques de protection et de gestion de ces espaces.

La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages est entrée en vigueur le 10 août 2016. Cette loi intègre de nouvelles dispositions, des principes et des sanctions favorables à la protection du patrimoine naturel. Concernant le PLU, la loi biodiversité a eu trois effets notables :

1) Elle réaffirme l'existence des « espaces de continuités écologiques ».

La loi biodiversité facilite la mise en place des « espaces de continuités écologiques » dans les PLU. Ces espaces naturels peuvent désormais être protégés en étant classés dans la catégorie « espaces de continuité écologiques ». Cette classification offre à ces espaces de nombreuses protections, à titre d'exemple, le PLU pourra imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables.

2) Elle impose la végétalisation des toitures de certains établissements commerciaux (voir détail au chapitre « 2.3.1 Le commerce dans le PLU »).

3) Elle permet la création de servitudes dans les PLU pour de futurs espaces verts.

La loi biodiversité ajoute un dernier alinéa à l'article L.151-41 du code de l'urbanisme. Ce dernier prévoit que dans les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU), le PLU pourra instituer des servitudes

indiquant « (...) la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements ».

2.6.1. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau en affirmant que l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général. La loi a mis en place des outils de planification décentralisée pour faciliter la mise en œuvre de cette politique :

- les SDAGE, Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux, élaborés pour chacun des grands bassins hydrographiques français par les comités de bassin.
- les SAGE, élaborés à une échelle plus locale (bassin versant d'une rivière, système aquifère, ...), lorsque cela est nécessaire, par une Commission Locale de l'Eau.

Pérouse est concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 et le programme de mesures associé.

La commune est également incluse dans le périmètre du SAGE prescrit sur le bassin versant de l'Allan.

Le 20 novembre 2015, le comité de bassin a adopté le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 et a donné un avis favorable au Programme de mesures qui l'accompagne. Ces deux documents ont été arrêtés par le Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 et sont entrés en vigueur le 21 décembre 2015 consécutivement à la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la République française. Ils fixent la stratégie 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Le SDAGE est disponible auprès de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et sur le site :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/sdage2016/docs-officiels.php>

Conformément à l'article L. 131-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec le SDAGE par le biais du SCOT.

Vous trouverez ci-dessous les orientations fondamentales (OF) du SDAGE.

La réalisation au niveau régional d'une fiche sur les principaux enjeux du SDAGE dans les documents de planification est en cours de production.

Les dispositions détaillées peuvent être consultées sur le site internet précité.

OF n°0 : S'adapter aux effets du changement climatique

OF n°1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.

OF n°2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques.

OF n°3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.

OF n°4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

OF n°5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.

OF n°6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.

OF n°7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.

OF n°8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

2.6.2. Les zones humides

Définition

L'une des principales orientations du SDAGE est la protection des zones humides. Ces dernières ont une valeur patrimoniale (au titre de la biodiversité, des paysages et des milieux naturels) et hydrologique (au titre de la régulation des débits, la diminution de la pollution des eaux) qui impose d'arrêter leur régression, voire de les réhabiliter.

Les notions de régulation hydrique et d'épuration de l'eau jouent un rôle important en Franche-Comté fragilisée sur ces aspects du fait de la nature karstique d'une bonne partie de son sous-sol.

Cadre réglementaire

Le SDAGE inscrit en orientation fondamentale n°6 la préservation et la restauration du fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides en :

- agissant sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques (orientation fondamentale 6A)
- préservant, restaurant et gérant les zones humides (orientation fondamentale 6B).

Les politiques d'aménagement doivent prendre en compte les espaces de bon fonctionnement des différents milieux aquatiques et humides.

La disposition 6B-02 du SDAGE rappelle à cet effet que le SCOT et les PLU « *prévoient, dans leur projet d'aménagement et de développement durable des territoires et leur document d'orientation et d'objectifs, les mesures permettant de respecter l'objectif de non dégradation des zones humides et de leurs fonctions et de les protéger sur le long terme. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces* »

Le classement d'une zone humide en secteur urbanisable est incompatible avec le SDAGE.

Toutes les possibilités doivent être étudiées pour ne pas porter atteinte aux zones humides selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (se référer à la doctrine du ministère de l'écologie du 06 mars 2012).

En l'absence d'autres possibilités, l'urbanisation d'une zone humide peut exceptionnellement être prévue. Des mesures compensatoires doivent alors être définies dans le cadre du PLU.

La séquence « éviter, réduire, compenser » impose le raisonnement suivant

- Éviter : Le choix de la localisation des infrastructures et des aménagements doit être étudié et défini de manière à éviter au maximum la destruction des zones humides (stratégie d'évitement) et de leurs bassins d'alimentation.
- Réduire : Le choix de la localisation des infrastructures et des aménagements doit démontrer que ses impacts sur les zones humides et leur bassin d'alimentation ont été réduits au maximum.
- Compenser : Lorsque le choix de la localisation des infrastructures et des aménagements ne peut éviter et réduire ses impacts sur les zones humides et cela de manière clairement justifiée, la surface détruite doit être compensée par les dispositions fixées par le SDAGE et par la loi sur l'eau.

Selon les préconisations du SDAGE ces mesures compensatoires doivent prévoir sur un même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

Le DOO du SCOT reprend ces éléments en précisant dans son point C.5.2. le fait que « *les documents d'urbanisme préservent de l'artificialisation et de l'imperméabilisation des sols, les espaces en lit mineur des cours d'eau, les zones d'expansion de crues, les réservoirs biologiques (notamment les zones humides) pour maintenir le bon fonctionnement des milieux aquatiques à fonction de réservoirs de biodiversité et de continuités écologiques. Des mesures compensatoires doivent être proposées lors de la dégradation par une imperméabilisation de ces milieux au titre de la loi sur l'eau.* »

Déclinaison dans le PLU

Une partie du territoire de la commune est recensée en zone humide par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Franche-Comté (voir carte ci-après). Par ailleurs, le conseil départemental réalise un inventaire des zones humides dans le département. Vous pouvez vous mettre en contact avec ses services pour savoir si des premiers éléments d'étude peuvent vous être communiqués.

Dans le cadre du PLU, la recherche de zones humides s'effectuera à deux échelles et selon deux modalités différentes, avec pour socle commun la mobilisation systématique des différents inventaires ou données à disposition ou mobilisable qui permettent de bénéficier d'un premier niveau d'information et d'éviter de multiplier inutilement les diagnostics et les coûts afférents.

Ces éléments de connaissance, issus de l'ensemble des inventaires passés ou en cours, sont synthétisés dans une base de données régionale, gérée dans le cadre de l'animation régionale en faveur des zones humides, et diffusée au travers du portail de diffusion de l'information sur la biodiversité franc-comtoise, Sigogne. Cette base contient à la fois des données à portée réglementaire (périmètres de zones humides) et des données de milieux humides. Elle est mise à jour régulièrement et permet également une actualisation de certains périmètres plus anciens.

À l'échelle du ban communal :

Des investigations générales sont à mener à l'échelle du territoire communal, basées sur des observations visuelles de terrain (notamment aspect de la végétation) et sur les éventuels éléments apportés par la collectivité. Ces investigations permettront de compléter les inventaires existants. Les zones humides ainsi délimitées devront figurer sur les cartes de synthèse des sensibilités environnementales du PLU et feront l'objet d'un report graphique (trame spécifique) sur les plans de zonage.

Aux abords et à l'intérieur des espaces urbanisés :

Il est recommandé de conduire la recherche de zones humides **sur l'ensemble des zones U et AU du PLU**. Dans les zones déjà bâties (U et dents creuses), l'expertise doit être menée dans les secteurs présentant un potentiel constructible.

Pour l'expertise, il est recommandé de se baser sur l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 qui précise les critères de définition et de délimitation des zones humides ; une zone est ainsi considérée comme humide en fonction de critères relatifs aux sols ou à la végétation présente.

L'utilisation de ces critères est recommandée par souci de cohérence avec le code de l'environnement qui soumet à autorisation ou déclaration les projets de construction qui seraient situés en Zone Humide.

A titre d'information pour la taille des surfaces à expertiser, tout projet détruisant plus de 10 ares de zones humides devra faire l'objet d'un dossier loi sur l'eau avec mesures compensatoires.

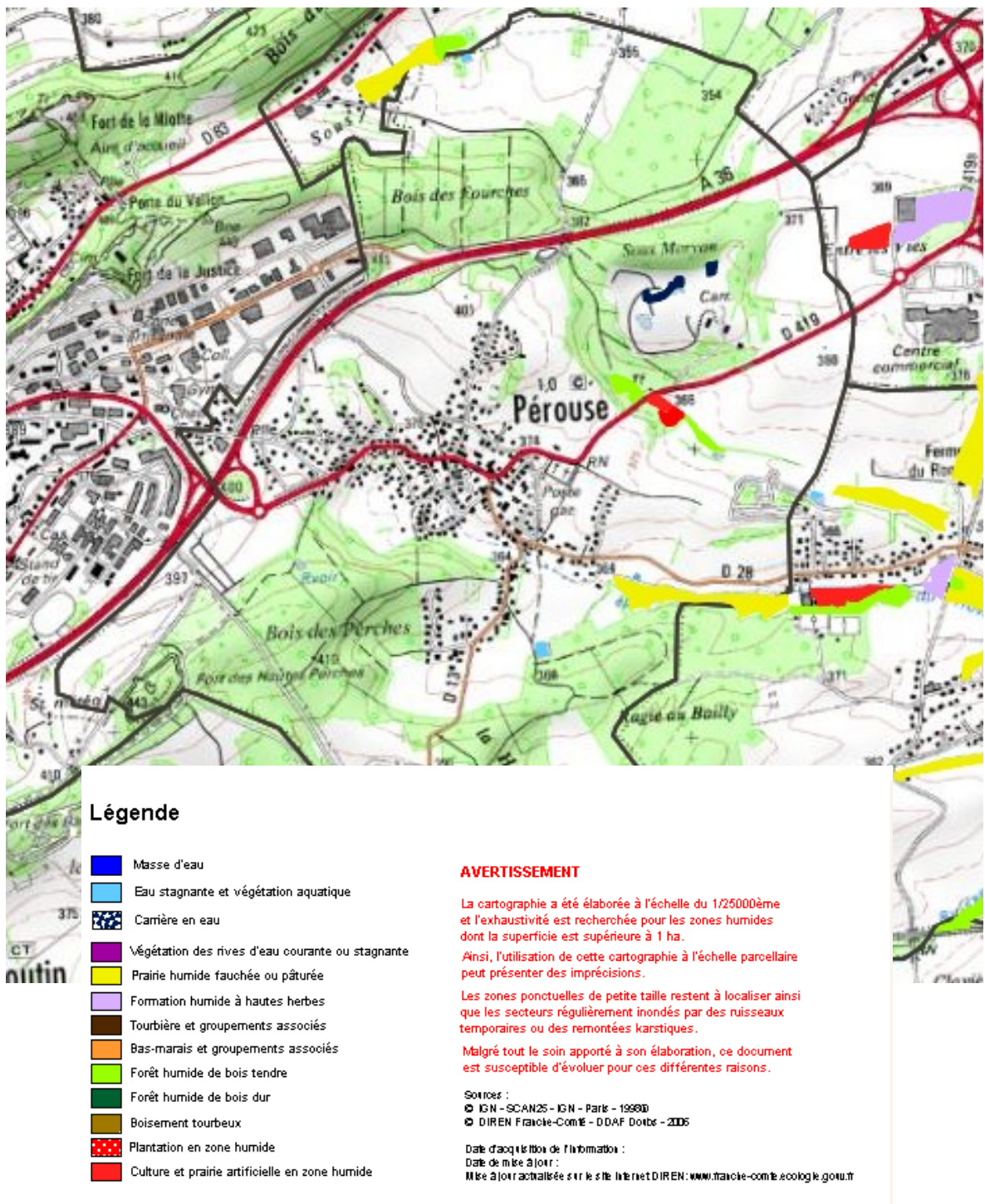


Illustration 1: Carte des zones humides issue de l'inventaire de la DREAL

2.6.3. Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

Le SDAGE 2016-2021 préconise la mise en place d'un SAGE sur le bassin versant de l'Allan. Le périmètre du SAGE inclut les 102 communes du Territoire de Belfort et en partie le Doubs et la Haute-Saône.

La responsabilité de la procédure du SAGE Allan est confiée au préfet du Territoire de Belfort. L'établissement public territorial de bassin Saône – Doubs (EPTB) a été désigné comme structure porteuse assurant l'animation.

Les documents du SAGE sont les suivants :

- le plan d'aménagement et de gestion durable des eaux et des milieux aquatiques (PAGD), non opposable aux tiers. Les documents de planification en matière d'urbanisme (SCOT, en l'absence de SCOT PLU/PLUi et carte communale) et les schémas départementaux de carrière doivent être **compatibles** ou rendus compatibles dans un délai de 3 ans après approbation du SAGE
- le règlement, opposable aux tiers. Ce dernier relève du principe de **conformité**.

La stratégie du SAGE a été définie le 26 janvier 2015, autour de quatre enjeux majeurs, chacun déclinés en objectifs:

- 1 – l'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau :
 - sécuriser l'alimentation en eau potable et concilier les différents usages de l'eau,
 - valoriser les ressources actuellement mobilisées et les pratiques économes en eau,
 - faire coïncider durablement besoins et ressources.
- 2 – l'amélioration de la qualité de l'eau :
 - réduire les pollutions diffuses,
 - réduire les pollutions ponctuelles,
 - améliorer les connaissances et identifier les pollutions.
- 3 – la prévention et gestion des risques inondation :
 - réduire la vulnérabilité en adaptant l'aménagement du territoire au risque inondation,
 - réduire les effets de l'aléa sur le territoire,
 - améliorer la gestion du risque inondation.
- 4 – la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides :
 - préserver et restaurer les cours d'eau, en particulier en matière de morphologie et de continuité,
 - préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides

Le projet de SAGE a été validé le 6 décembre 2016 et l'avis du comité de bassin a été rendu le 27/03/2017. L'enquête des collectivités s'est finalisée début juillet et l'enquête publique devrait se dérouler au cours de l'automne 2017.

Une fois le SAGE approuvé, toutes les décisions de l'administration et des collectivités et en particulier le SCOT et par son intermédiaire le PLU devront être compatibles ou rendues compatibles à son plan d'aménagement et de gestion durable et ses documents cartographiques.

Pour toute information complémentaire , <http://www.eptb-saone-doubs.fr/Allan-SAGE> et <http://www.gesteau.fr/sage/allan>

2.6.4. Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

"[...]Le schéma de cohérence territoriale prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique [...]" (L. 131-2 du code de l'urbanisme)

Ces schémas visent :

- à définir des corridors écologiques permettant la liaison entre les espaces importants pour la préservation de la biodiversité ;
- à permettre la migration d'espèces sauvages et contribuer à faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces indigènes de la faune et de la flore sauvage ;
- à développer le potentiel écologique des cours d'eau et masses d'eau et de leurs abords.

Le SRCE de Franche-Comté a été approuvé par délibération du Conseil régional en assemblée plénière du 16 octobre 2015, et adopté par arrêté du Préfet de Franche-Comté le 2 décembre 2015.

Le dossier est consultable notamment sur le site de la DREAL Bourgogne Franche-Comté : <http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-de-coherence-ecologique-de-a6083.html>

La sous-orientation B3 du plan d'action stratégique du SRCE concerne plus particulièrement les documents d'urbanisme : « limiter l'artificialisation des milieux naturels liée à l'étalement urbain et développer des projets de nature en ville ».

Les SCOT et PLU existants devront prendre en compte le SRCE dans les trois ans.

2.6.5. Continuités écologiques

La question des continuités écologiques devra faire l'objet d'une analyse particulière pour répondre aux objectifs de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme qui demande que les « *plans locaux d'urbanisme [...] déterminent les conditions permettant d'assurer [...] la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques[...]* ».

Le rapport de présentation devra contenir ces éléments de diagnostic ainsi que les mesures prévues par la municipalité pour protéger les milieux naturels et la biodiversité sur le territoire communal.

Conformément à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables doit définir les orientations générales de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

De plus, les orientations prises dans le PADD devront être traduites concrètement dans le PLU en particulier à travers le règlement (graphique et écrit) et les OAP.

Le règlement du PLU permet par le biais de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme :

- la localisation, dans les zones urbaines, des espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques,
- de fixer des emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques,
- d'identifier et localiser des éléments à protéger pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques,
- de définir des règles imposant un coefficient de biotope : part minimale de surface non imperméabilisées ou éco-aménageables afin de contribuer au maintien de la biodiversité en ville.

Le SRCE de Franche-Comté identifie des éléments de la trame verte et bleue régionale.

Ces derniers devront être affinés et complétés dans le cadre du PLU.

L'état initial de l'environnement devra sur le territoire de la commune et ses abords :

- Identifier les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques par sous-trames (forestières, aquatiques, herbacées,...) afin de définir la Trame Verte et Bleue ;
- Identifier les obstacles et possibilités de franchissement ;
- Croiser la Trame Verte et Bleue et les projets d'aménagement du territoire.

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques (art. L151-41 du code de l'urbanisme).

A toutes fins utiles, vous trouverez à l'adresse suivante la fiche pratique de traduction de la Trame Verte et Bleue dans les PLU :

http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_PLU_01_cle7611a7.pdf

Pour la commune de Pérouse, Sur la commune, le SRCE identifie notamment :

- un corridor écologique de la sous-trame des milieux herbacés permanents à remettre en bon état ;
- un réservoir de biodiversité et un corridor de la sous trame des milieux xériques ouverts ;
- des corridors locaux ou régionaux de la sous-trame mosaïque paysagère.

NB : la cartographie du SRCE est à l'échelle 1/100 000^{ème}. Ce niveau de définition, qui est réglementaire, a des conséquences sur le niveau d'utilisation de la donnée décrite, autrement dit sur la précision des éléments de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques). Un zoom donne des indications, mais il convient de prendre cette échelle de conception en considération. Les représentations des réservoirs et des corridors ne sont donc pas précises à l'échelle communale et leur tracé exacte reste à déterminer localement lors de l'élaboration du document d'urbanisme, en particulier celui des corridors qui est issu d'une modélisation (alors que les réservoirs sont majoritairement basés sur des zonages environnementaux déjà existants tels que réserves, arrêtés de protection de biotope, sites Natura 2000, ZNIEFF, ...).

Dans le cadre de l'élaboration du SCOT, une étude a été menée sur la trame verte et bleue à l'échelle du département. Cette étude est intégrée au DOO.

Les documents d'urbanisme doivent tenir compte des mesures et préconisations pour la préservation de la trame verte et bleue (orientation C.4.2 du DOO) identifiées dans ce cadre et affiner les éléments de cette étude à l'échelle communale.

Pour la commune de Pérouse, l'étude trame verte et bleue du SCOT identifie plusieurs secteurs en tant que réservoirs de biodiversité de la trame des pelouses sèches. Également un corridor écologique de la trame des forêts traverse la commune.

Les actions suivantes sont indiquées par le DOO et le catalogue d'action du SCOT :

- maintien du continuum forestier sur l'ensemble des massifs forestiers de la commune ;
- aménagement de pelouses sèches sur la carrière ;
- conserver des bosquets autour de la carrière ;
- planter des haies entre la station d'épuration et la zone boisée au Sud de la carrière (pour la continuité écologique, le corridor de la trame des forêts passant à cet endroit) ;
- conserver des bosquets et planter des haies dans la pointe Sud du territoire (zone de prairie et de culture) ;
- conserver des milieux ouverts dans la pointe à l'Est du territoire (entre la zone urbanisée et le bois des Perches) ;
- mettre en place une gestion durable sur la prairie enclavée à l'intérieur du massif forestier du bois la Haute Taille – Ragie de Bailly.

Nota : les mesures ayant été cartographiées à l'échelle départementale, leur délimitation est à affiner lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Préservation ou restauration d'éléments boisés

- A 7 - Conserver des haies
- ▨ A 8 - Planter des haies
- A 9 - Conserver des bosquets
- A 10 - Conserver une ripisylve
- A 11 - Planter une ripisylve
- A 12 - Maintenir un continuum forestier

Maintien d'espaces ouverts en herbe

- ▨ A 13 - Aménager des pelouses sèches
- A 14 - Conserver des milieux ouverts en herbe
- A 15 - Conserver des prairies

Eaux courantes

- A 16 - Améliorer la libre circulation des espèces aquatiques et c

Gestion durable des réservoirs de biodiversité

- ▨ A 18 - Désigner en ENS
- ▨ A 19 - Poursuivre le plan de gestion de l'ENS
- ▨ A 20 - Mettre en place une gestion durable

Mesures visant la réduction des obstacles

-)(Créer un passage à faune
- Maintenir un environnement perméable avec la faune
- ✕ Maintien du continuum forestier

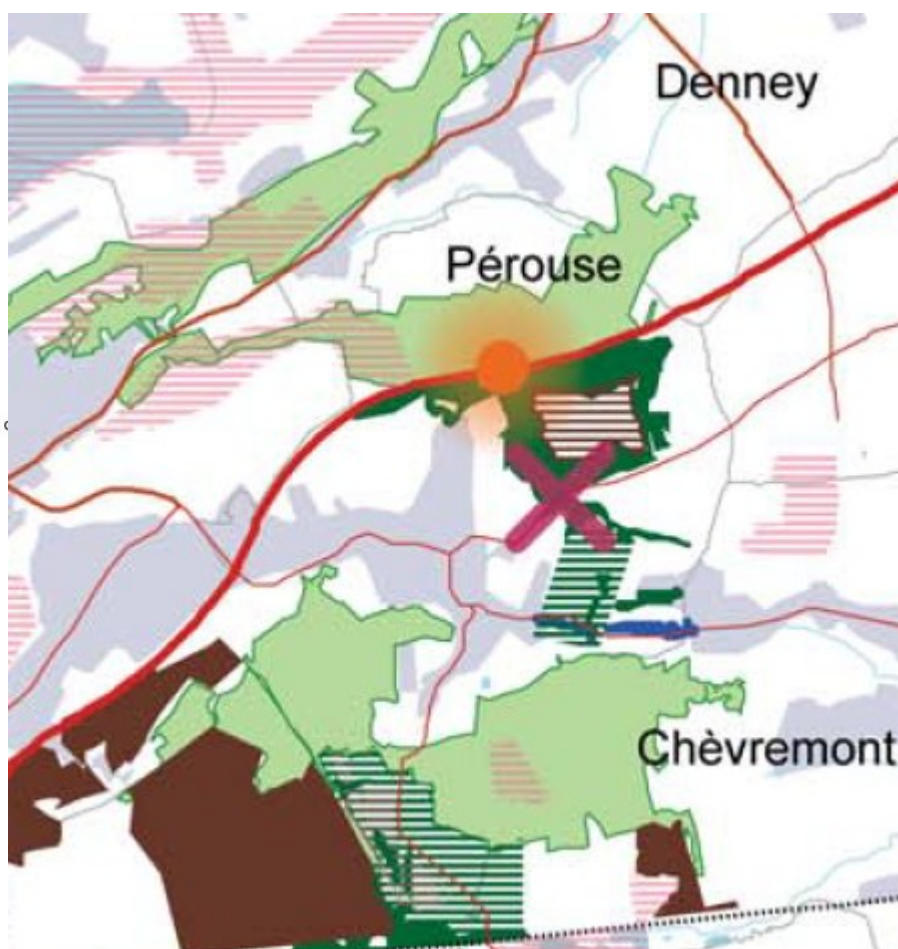


Illustration 2: Mesures de conservation et de développement de la trame verte et bleue - source DOO du SCoT

PORTER A CONNAISSANCE PLU DE PEROUSE mai 2017
Trame verte et bleue SCOT Territoire de Belfort 2012

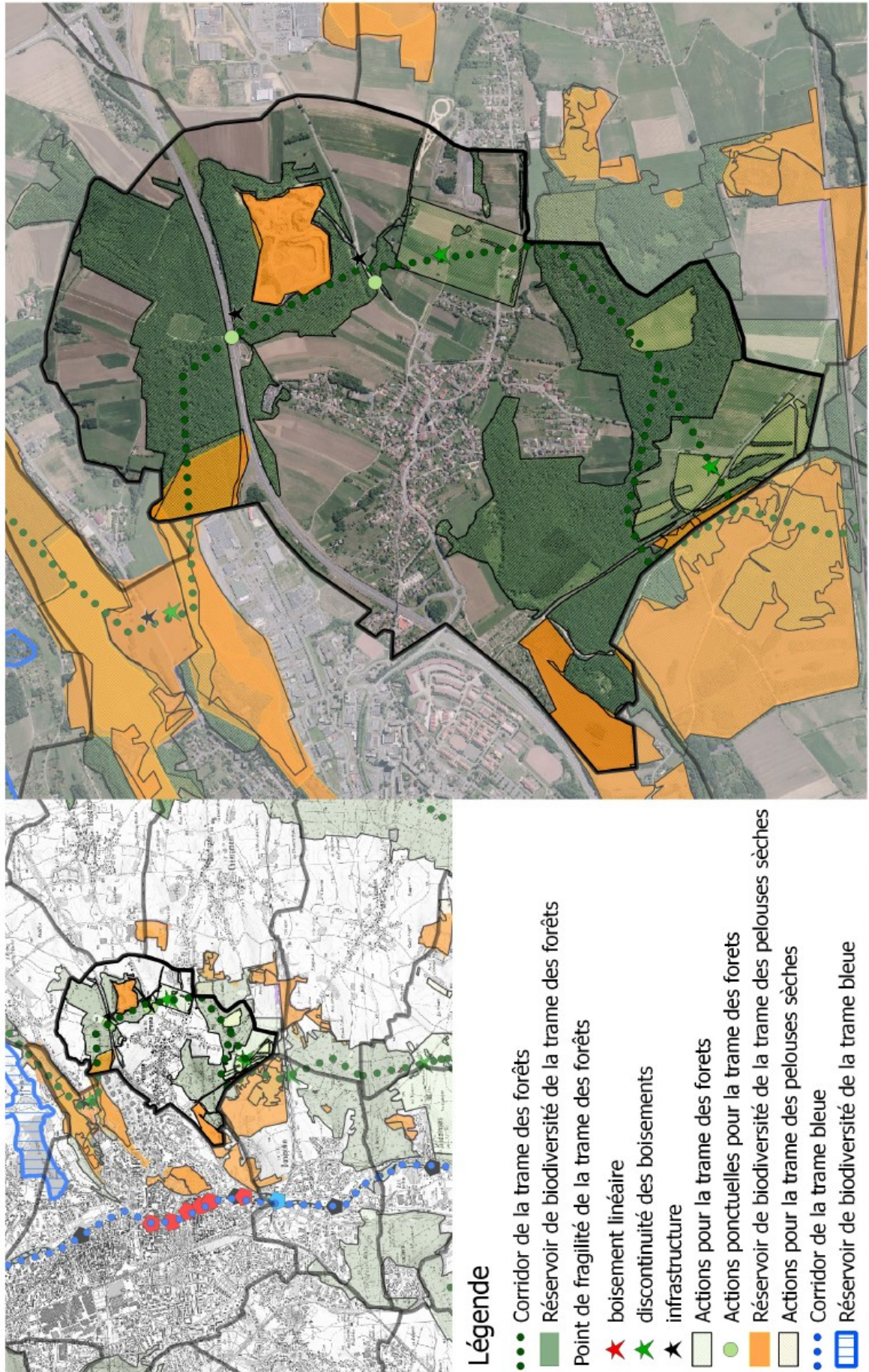


Illustration 3: Traduction de la trame verte et bleue issue du SCOT

2.6.6. Le réseau Natura 2000 et l'évaluation environnementale

Pour protéger la biodiversité, l'Union européenne a développé un réseau européen d'espaces naturels, appelé "Réseau Natura 2000". Les sites Natura 2000 sont désignés par chaque pays membre de l'Union européenne. Ils sont sélectionnés pour la rareté ou la fragilité de leurs habitats ou de leurs espèces. Les habitats et les espèces à protéger sont référencés par la directive européenne "Habitats, faune, flore" (1992) et la directive "Oiseaux" (1979).

Dans les zones de ce réseau, les États membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable, les types d'habitats et d'espèces concernés. Le document d'urbanisme de la commune doit respecter les principes énoncés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme qui prévoient expressément la protection des espaces naturels et la préservation des écosystèmes.

Le décret 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a élargi le champ d'application de l'évaluation environnementale. Le nouvel article R. 104-1 du code de l'urbanisme issu de ce décret fixe la liste des documents d'urbanisme soumis de manière systématique à la procédure d'évaluation environnementale et les documents soumis au terme d'un examen dit « au cas par cas ».

La commune de Pérouse ne compte pas de site Natura 2000.

Le PLU de votre commune pourra être soumis à la procédure d'évaluation environnementale à l'issue d'un examen dit au « cas par cas » réalisé par l'autorité environnementale (article R. 104-28).

Vous trouverez page suivante une carte des sites Natura 2000 du Territoire de Belfort.

Saisine de l'autorité environnementale :

Il vous appartiendra de saisir l'autorité environnementale (préfet de département – R. 104-21 du code de l'urbanisme) dans les conditions prévues par le nouvel article R. 104-28 du code de l'urbanisme. L'objet de cette saisine est de déterminer si le projet de PLU est, au regard de la sensibilité environnementale du territoire et du projet de développement envisagé, de nature à nécessiter une évaluation environnementale complète.

Cet examen dit du « cas par cas » est réalisé par l'autorité environnementale dans un délai de deux mois suivant la réception des éléments nécessaires transmis par le maître d'ouvrage. Les éléments à transmettre à l'autorité environnementale sont :

- une description des caractéristiques principales du document,
- une description des caractéristiques principales de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document,
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

La grille de renseignement est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/cas-par-cas-modalites-pratiques-du-depot-de-la-r957.html>

Ces éléments, sont à transmettre à l'autorité environnementale rapidement après le débat relatif aux orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD). À ce stade de la procédure, le projet est suffisamment avancé pour que les informations données soient précises tout en permettant encore des évolutions rendues éventuellement nécessaires par la démarche d'évaluation environnementale.

Après examen du projet de PLU et de ses incidences sur l'environnement au regard notamment des critères définis par l'annexe II de la directive 2001/42/CE, l'autorité environnementale décide de soumettre ou non le PLU à évaluation environnementale dans un délai de deux mois maximum suivant la réception du dossier de saisine. La décision de l'autorité environnementale est publiée sur son site internet et notifiée à la personne publique responsable du PLU. Cette décision doit être jointe au dossier d'enquête publique. Il faut noter que l'absence de réponse de l'autorité environnementale dans le délai imparti vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.



Zones Natura 2000 dans le Territoire de Belfort

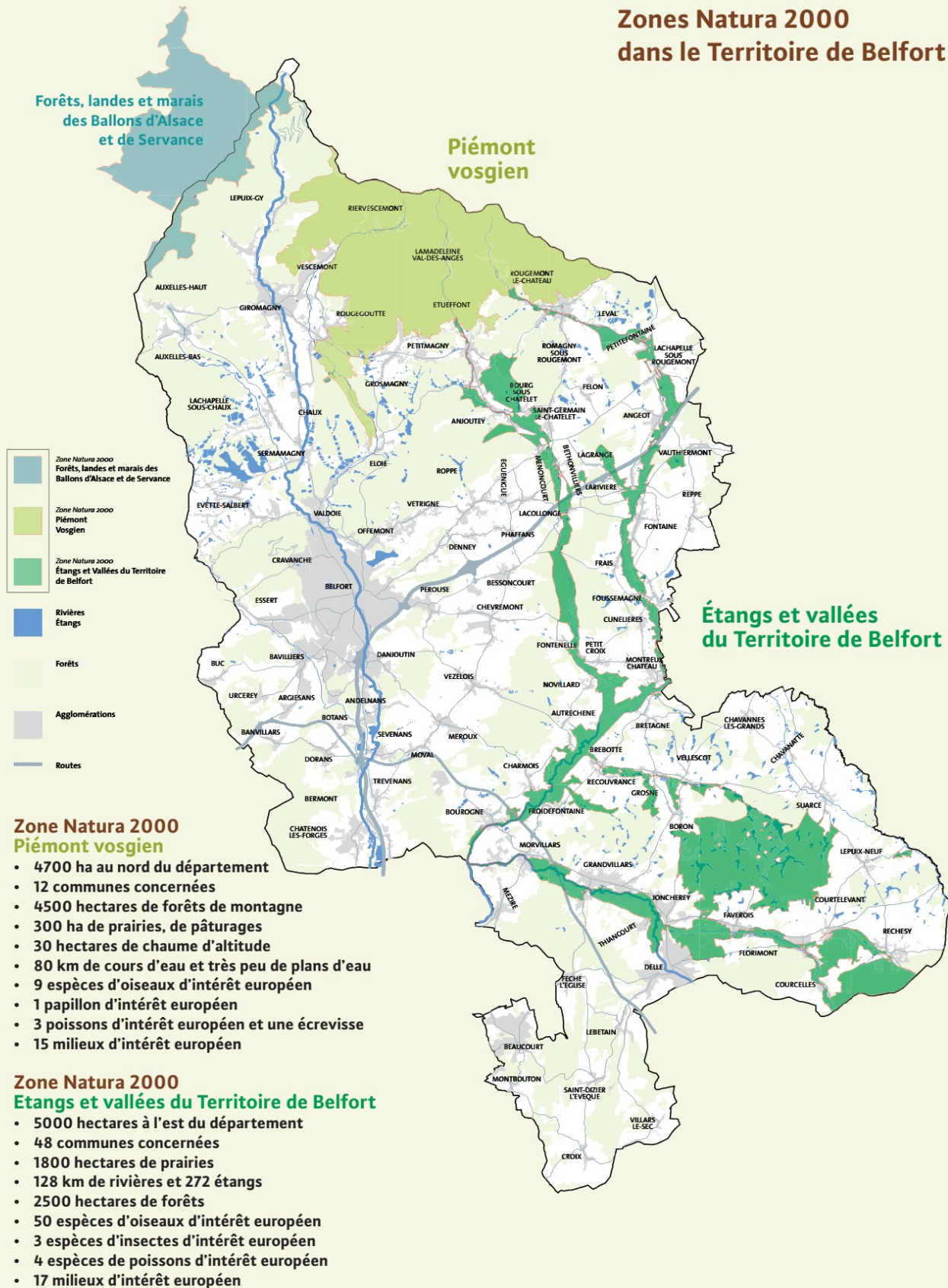


Illustration 4: Carte des zones Natura 2000 du Territoire de Belfort (Source CD 90)

Dispense de l'évaluation environnementale :

Dans le cas d'une décision de dispense d'évaluation environnementale émise par l'autorité environnementale, la procédure d'élaboration du PLU se poursuit sans modification du cadre réglementaire.

Réalisation d'une évaluation environnementale :

Dans le cas d'une décision de l'autorité environnementale imposant la réalisation d'une évaluation environnementale ou en l'absence de réponse de l'autorité environnementale, le dossier de PLU et notamment le rapport de présentation doivent être complétés conformément aux attendus de l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme à savoir :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

Avis de l'autorité environnementale :

Conformément à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale du PLU est alors soumise à l'avis de l'autorité environnementale (mission régionale d'autorité environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (MRAe) Bourgogne-Franche-Comté) qui dispose d'un délai de trois mois pour rendre son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le document. Cet avis simple doit être joint au dossier mis à l'enquête publique. Il sera par ailleurs également publié sur le site internet de l'autorité environnementale. En l'absence de réponse dans ce délai de trois mois, l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

Concrètement l'avis de l'autorité environnementale pourra être sollicité dans les mêmes formes et délais que l'avis de l'État prévu à l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme, en adressant le dossier :

- par voie électronique, à l'adresse suivante :
ee.dreal.bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr
en cas de dossiers électroniques volumineux (message+documents joints >3,5 Mo), cet envoi peut être effectué via la plate-forme ministérielle d'échange melanissimo
- et par courrier à la DREAL Bourgogne Franche-Comté
Service Développement Durable Aménagement
Département Évaluation Environnementale
17 E rue Alain Savary – CS 31269
25005 BESANCON CEDEX

En application de la directive européenne 2001/42 du 27 juin 2001, il appartient à la personne publique responsable du projet d'informer le public sur la façon dont les recommandations et observations de l'autorité environnementale ont été prises en compte.

Une circulaire d'application viendra prochainement compléter et préciser ce dispositif. Dans l'attente, vous trouverez en annexe 3 un document récapitulant les modalités de saisine de l'autorité environnementale.

Je vous invite également à vous référer au guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme publié en décembre 2011 par le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD).

2.6.7. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Issues de l'article 23 de la loi n°93-24 du 8 janvier 1993 dite loi « Paysage » qui dispose que l'État peut décider de l'élaboration d'inventaires locaux et régionaux du patrimoine faunistique et floristique, les ZNIEFF constituent des inventaires, aussi exhaustifs que possible, des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces végétales ou animales menacées.

On distingue deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 recensent des secteurs de superficie souvent limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées), tandis que les ZNIEFF de type 2 définissent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

La ZNIEFF est avant tout un outil de connaissance. Il n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe. Cependant, il est largement destiné à éclairer les décisions publiques ou privées et, malgré son absence de valeur réglementaire, la ZNIEFF peut constituer dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels.

La commune comporte une **ZNIEFF de type 1 « Collines de la Miotte et de la Justice »**.

Les ZNIEFF indiquent la richesse et la qualité des milieux naturels. Leur présence laisse supposer qu'il y a des espèces rares ou protégées. La destruction de ces dernières est interdite, ainsi que les activités ayant un impact sur les individus, et parfois sur les habitats nécessaires à la réalisation des cycles biologiques. Quatre habitats et 10 espèces dits déterminants y ont été recensés, motivant directement l'intérêt de cette ZNIEFF en raison de leur valeur propre. Les milieux déterminants sont soit des habitats d'intérêt communautaire, soit des habitats d'intérêt régional avec une aire de répartition limitée en région, soit des habitats hébergeant une espèce patrimoniale menacée. Sur cette ZNIEFF, ce sont les pelouses médio-européennes sur débris rocheux (code Corine 34.11), les pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides (34.32), les lisières (ou ourlets) forestières thermophiles (34.4) et les forêts mixtes de pentes et ravins (41.4). Les espèces déterminantes, qui répondent à un critère de degré de menace au niveau régional, de rareté des espèces ou de représentativité du site par rapport à la population nationale ou internationale, sont toutes des plantes sur cette ZNIEFF (*Anthemis tinctoria* L., *Dianthus deltoides* L., *Epipactis microphylla* (Ehrh.) Sw., *Hepatica nobilis* Schreb., *Limodorum abortivum* (L.) Sw., *Ophrys apifera* Huds., *Orchis simia* Lam., *Rosa villosa* L., *Thymelaea passerina* (L.) Coss. & Germ., *Viola mirabilis* L.), et notamment des orchidées.

Fiche à l'adresse : http://www.donnees.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/infos_geo/fiches_cartes/DemarInter.htm

Au-delà de ces différentes informations, la commune peut comporter des éléments écologiques à préserver, d'où la nécessité de réaliser un diagnostic écologique complet.

PORTER A CONNAISSANCE PLU DE PEOUSE Espaces naturels mai 2017

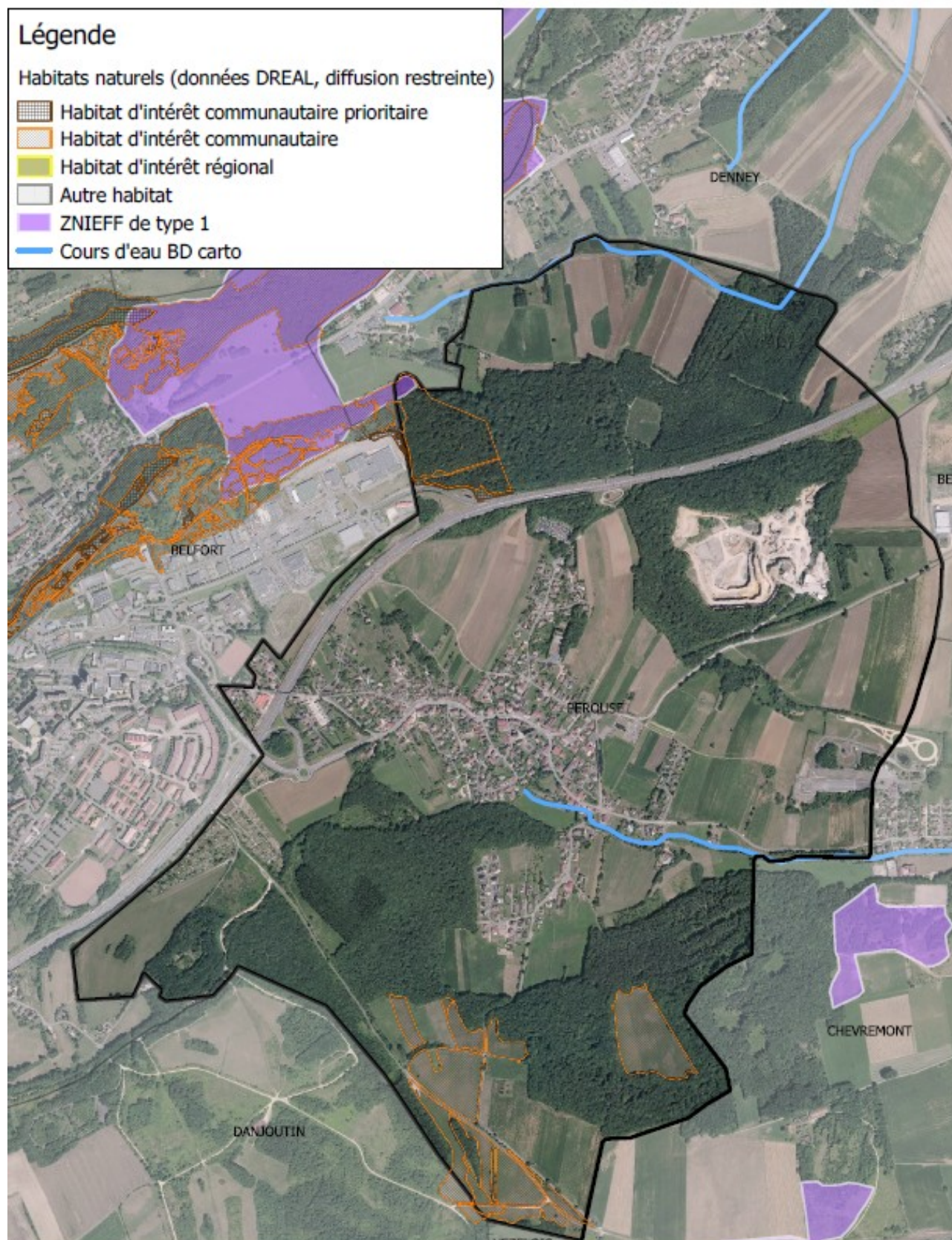


Illustration 5: carte ZNIEFF et habitats

2.6.8. L'état initial de l'environnement

En vertu de l'article R. 151-1 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation doit notamment analyser l'état initial de l'environnement et évaluer les incidences des choix du PLU sur l'environnement. Il doit également exposer la manière dont le PLU prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

L'état initial de l'environnement doit aboutir à la meilleure connaissance possible des valeurs environnementales en présence. Il doit permettre de localiser les espaces naturels, d'en apprécier leurs fonctions et leurs fragilités. Une carte de hiérarchisation des valeurs écologiques est indispensable pour éclairer la commune sur les choix qu'elle peut faire en matière d'aménagement.

Ce travail est à mener sur l'ensemble du territoire communal sans omettre l'analyse du tissu déjà urbanisé dans la logique dite de « *nature en ville* » et en prenant en compte les données supra-communales notamment pour l'approche par continuités écologiques.

Le DOO prévoit dans son point C.4.1. la valorisation de la nature ordinaire et de la nature en ville.

Les éléments de nature en ville doivent être recensés et évalués, une protection réglementaire est demandée dans le document d'urbanisme.

Les éléments de nature ordinaire qui jouent un rôle essentiel dans le maintien de la biodiversité entre espaces urbanisés et espaces naturels inventoriés ou protégés sont à valoriser au sein des documents d'urbanisme par une traduction réglementaire.

Cette demande du SCOT rejoint les objectifs de préservation de la trame verte et bleue du PLU.

La carte de hiérarchisation des valeurs écologiques sera de préférence produite sur un fond orthophoplan ; et à une échelle plus précise que le 1/25 000^{ème} aux abords des zones urbanisées de la commune (de préférence le 1/5 000^{ème}) ; elle intégrera les éventuelles zones humides.

Le rapport d'étude présentera les informations élémentaires (groupements végétaux, espèces rares) qui permettent d'aboutir à la synthèse présentant les valeurs écologiques.

La méthode d'appréciation des valeurs écologiques repose sur les critères suivants :

- diversité des espèces,
- diversité écologique, qui intègre les structures verticales (nombre de strates) et horizontales (complexité de la mosaïque),
- identification des continuités écologiques,
- rareté des espèces,
- rôle écologique exercé sur le milieu physique (maintien des sols, régulation hydrique, ...) et sur le fonctionnement de l'écosystème,
- originalité du milieu dans son contexte régional et local,
- degré d'artificialisation,
- sensibilité écologique (fragilité par rapport à des facteurs extérieurs : action de l'homme par exemple).

La méthodologie utilisée pour réaliser les inventaires de terrain devra être détaillée dans le rapport.

En même temps, une recherche des espèces végétales protégées au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement sera conduite.

Bien qu'aucune liste exhaustive ne soit établie par la réglementation pour définir le champ d'analyse de l'état initial de l'environnement, on peut retenir les thèmes environnementaux suivants :

- L'environnement physique

- La géologie (ou le sous-sol) ;
- le relief local ;
- le climat local et les gaz à effet de serre ;
- l'hydrologie, l'hydrographie ;

- L'environnement biologique

- les zones Natura 2000 situées sur le territoire couvert par le PLU ou sur un territoire proche (voir partie consacrée à l'étude des incidences Natura 2000) ;
- les zones bénéficiant d'une protection régionale, nationale ou internationale : arrêté préfectoral de protection biotope, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF),....
- les espaces et sites naturels à protéger au titre de la végétation et de la faune présentes ou de leur rôle pour le maintien de la biodiversité ;
- les corridors écologiques et les sous-trames : présentation à une échelle supra- communale, caractéristiques de ces ensembles, obstacles ou menaces au maintien des continuités ;
- les milieux aquatiques et les zones humides identifiées a minima sur les secteurs destinés à l'urbanisation et selon la méthode décrite dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié en 2009 ;
- l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers : analyse de l'impact des prélèvements fonciers, description de la méthode utilisée, nature et localisation des espaces artificialisés, destination de ces espaces (habitats, activités, infrastructures,...) ;
- l'établissement d'une carte des sensibilités écologiques (classification libre, par exemple faible, moyenne, forte, très forte,...) ;
- Les ressources naturelles
- les richesses du sous-sol (substances exploitables, eaux souterraines, ...) ;
- les richesses liées au sol (agriculture et forêt) : surfaces exploitées, types de production, espaces agricoles et forestiers à protéger notamment au titre de leur qualité agronomique, de leur fonction de maintien de la biodiversité ou autre, pressions subies ;
- l'eau potable : qualité, capacité de la ressource à répondre aux besoins futurs, les périmètres de protection des captages d'adduction en eau potable ;
- l'assainissement : capacité et capacité résiduelle des stations, efficacité des dispositifs, couverture du territoire en assainissement autonome, ;
- les énergies : le potentiel de développement des énergies renouvelables (chaufferie bois, valorisation des déchets, ...), les potentiels d'économies d'énergies fossiles par l'analyse des déplacements, l'identification de secteurs dans lesquels l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à l'obligation pour les constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées ;
- Les paysages, le patrimoine et le cadre bâti
- Les entités paysagères et les caractéristiques de ces ensembles ;
- les paysages et points de vue remarquables ;
- le patrimoine architectural ;
- les vestiges archéologiques ;
- les entrées de villes ;
- Les pollutions et nuisances : air, bruit, déchets,....
- les sites et sols pollués ;
- les sources de pollutions ou de nuisances ;
- la nature et l'importance des émissions polluantes ou des nuisances ainsi que leurs incidences sur l'environnement et la santé de la population ;
- les déchets : production, traitement, valorisation, les décharges, ...
- Les risques
- les risques naturels : inondation, sismique, l'aléa retrait-gonflement des sols argileux ;
- les risques technologiques : les ICPE existantes, les canalisations de transport de matières dangereuses ainsi que leurs périmètres de danger ;
- Vie quotidienne et environnement
- la santé : facteurs environnementaux favorables ou défavorables, air, bruit, pollutions ;
- l'accès à la nature et le tourisme lié aux espaces naturels ;
- les déplacements : modes de déplacements dits « doux », dans un souci de moindre impact environnemental, de santé publique et d'économie ;
- La participation du public

- information, formation, éducation, concertation organisée sur les choix et projets d'aménagement, d'urbanisme ;
- rôle dévolu aux associations ;
- possibilité pour le public d'intervenir directement dans la gestion de l'environnement local (étude, gestion, mise en valeur de sites, d'itinéraires de promenade, d'éléments de patrimoine, ...) ou de réaliser des actions concrètes en faveur du développement durable.

2.7. La protection et la gestion de la ressource en eau

Il importe que les politiques d'aménagement du territoire intègrent le plus en amont possible les enjeux liés à l'eau.

2.7.1. La loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992

Cette loi reconnaît l'eau comme patrimoine commun de la Nation, « *sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général* ». Elle institue un principe de gestion équilibrée de la ressource visant à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la restauration et la régénération de la ressource, les usages économiques de l'eau et la protection contre les inondations.

2.7.2. La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006

Cette loi sur l'eau et les milieux aquatiques dote la France des outils qui lui permettront de répondre aux exigences européennes et ainsi d'atteindre en 2015 le bon état des eaux et des milieux aquatiques. Elle instaure pour chaque personne physique un droit d'accès à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables et apporte une plus grande transparence au fonctionnement de service public de l'eau et de l'assainissement. Ce texte crée également le cadre prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

2.7.3. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a été approuvé par arrêté du Préfet de Région Hautes-Alpes, le 3 décembre 2015 ; ce document et le programme de mesures qui l'accompagne sont entrés en vigueur le 21 décembre 2015. Ils fixent la stratégie 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Les dispositions de ce schéma ont été détaillées page 34.

2.7.4. L'assainissement

L'objectif est la maîtrise de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales. La politique d'assainissement de la commune doit être cohérente avec la politique d'aménagement et d'urbanisme. Les informations qu'apporte le document d'urbanisme sur l'assainissement doivent attester de la préservation de la qualité de l'eau (L. 101-2 du code de l'urbanisme).

Le SDAGE prévoit également de :

- « *poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle* » (OF5-A),
- « *lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques* » (OF5-B),
- « *lutter contre les pollutions par les substances dangereuses* » (OF5-C).

Adéquation du projet avec la ressource en eau :

Le SDAGE dans son orientation 4-07 indique que « *les documents d'urbanisme doivent en particulier :* (...)

- *préconiser la limitation du développement de l'urbanisation notamment dans les secteurs saturés ou sous-équipés pour ce qui concerne les rejets (...),*

- *prendre en compte une analyse prévisionnelle des problématiques liées à (...) l'assainissement (...)* »

Le DOO prévoit que « *les documents d'urbanisme s'appuient sur la vérification des capacités d'assainissement pour assurer la gestion des eaux usées de futures zones à urbaniser* ».

L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur n'est possible que si ce dernier peut être desservi par un réseau d'assainissement collectif en capacité suffisante (R. 151-18 à R. 151-20 du code de l'urbanisme) ou assainissement par un mode non collectif protégeant la ressource en eau (L. 101-2 du code de l'urbanisme, SDAGE, SCOT).

Le PLU doit montrer l'adéquation entre le projet d'aménagement et le traitement des eaux usées mis en œuvre. Pour cela, il s'appuie sur le schéma directeur d'assainissement et le zonage d'assainissement.

Le SDAGE préconise, dans son orientation 5, que :

- les schémas directeurs [d'assainissement] existants soient révisés et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme ou en cas de non-cohérence avec les hypothèses du PLU existant,
- les zonages prévus au titre L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales soient élaborés ou mis à jour afin d'intégrer les dispositions des schémas directeurs.

Zonage d'assainissement

En application de la loi sur l'eau et notamment son article 35 portant modification du Code général des collectivités territoriales :

« les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectifs notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent et les dépenses du contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ».

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

(article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales).

La révision du PLU doit être l'occasion de mettre en œuvre ou d'actualiser ces délimitations.

Le zonage, pour être opposable aux tiers, devra être soumis à enquête publique laquelle pourra être menée de manière conjointe avec celle portant sur le PLU.

Par ailleurs, l'élaboration ou la révision d'un zonage d'assainissement est soumise à la procédure d'examen au cas par cas au titre de l'évaluation environnementale.

Le DOO du SCOT prévoit que le zonage d'assainissement soit cohérent avec le zonage du PLU et joint en annexe au PLU.

Éléments attendus dans le PLU :

Rapport de présentation :

Le zonage d'assainissement peut servir de base à l'établissement d'une partie du rapport de présentation (qui pourra être présentée sous la forme d'une annexe sanitaire « assainissement ») dont les objectifs sont les suivants :

- exposer les caractéristiques essentielles des réseaux et systèmes de traitement existants,
- justifier de la cohérence de l'urbanisation future par rapport aux choix techniques des équipements,
- définir les équipements nécessaires pour répondre au projet d'aménagement et de développement durables de la commune,
- être un document de programmation pour la réalisation des équipements prévus.

Bien qu'un volet financier ne soit pas exigé, il est néanmoins nécessaire, par souci de réalisme, de prendre en compte sommairement le coût des équipements qui sont nécessaires à l'urbanisation prévue.

Règlement :

Les conditions de réalisation de l'assainissement conforme au zonage d'assainissement devront figurer dans le règlement du PLU pour chaque zone constructible.

L'article L. 151-24 du Code de l'urbanisme précise par ailleurs que les plans locaux d'urbanisme « peuvent délimiter les zones visées à l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales ».

Annexes :

Le PLU doit comprendre en annexe « *Les schémas des réseaux (...) d'assainissement (...) existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour (...) les stations d'épuration des eaux usées (...)* » (R. 151-53 du code de l'urbanisme).

Comme précisé plus haut, le zonage d'assainissement doit également figurer en annexe au PLU.

Un zonage d'assainissement a été réalisé par la communauté de communes et approuvé par cette dernière en 2005. La commune a été classée en majeure partie en zone d'assainissement collectif, à l'exception de 2 secteurs.

Le zonage d'assainissement devra être complété si besoin, parallèlement à l'élaboration du dossier de PLU et en cohérence avec celui-ci.

Station d'épuration :

Le réseau d'assainissement de la commune de Pérouse est relié à la station d'épuration de Chévremont. Cette station d'une capacité de traitement de 4000 équivalent-habitants est déclarée conforme à partir de l'auto-surveillance de ses rejets.

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne pourra pas intervenir si la collecte et le traitement des eaux usées qui en sont issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur ou si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et des actions nécessaires à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement situés à l'aval de ces secteurs.

2.7.5. Les eaux pluviales

Comme précisé précédemment, le zonage d'assainissement peut prévoir un volet pluvial (points 3 et 4 de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités locales). Dans ce cas, le PLU doit tenir compte de ce volet.

Les orientations prises en matière de gestion des eaux pluviales peuvent trouver leur traduction dans le règlement du PLU mais aussi dans les OAP et l'inscription éventuelle d'emplacements réservés pour la création d'ouvrages de gestion.

Même en l'absence d'études générales des eaux pluviales, le PLU doit prendre en compte les contraintes d'écoulement connues et prévoir leur gestion pour les futures zones à urbaniser. Des

prescriptions générales permettant de ne pas aggraver les effets de l'imperméabilisation des sols sur le milieu naturel sont également à définir.

Afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales, le DOO indique que « *les documents d'urbanisme ne doivent pas limiter les possibilités techniques de gestion d'eaux pluviales alternatives.* » (C.5.2.)

La réglementation des documents d'urbanisme encourage également la régulation des effets du ruissellement des eaux pluviales par des aménagements adaptés et une maîtrise de l'imperméabilisation des sols.

2.7.6. La ressource en eau potable

L'orientation fondamentale n°7 du SDAGE 2016-2021 vise à « atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et anticipant son avenir ».

Cela passe notamment par le fait :

- de rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource (disposition 7-04) ; Les SCOT et, en l'absence de SCOT, les PLU doivent être compatibles avec les objectifs fixés par le PGRE - Plan de Gestion de la Ressource en Eau (volumes prélevables par usage, débit objectif d'étiage et niveau piézométrique d'alerte notamment) ainsi que les règles de partage de l'eau. Le cumul des nouveaux prélèvements ne doit pas conduire à rompre les équilibres entre usages ni aggraver les conditions d'étiage extrême en termes d'intensité et de durée.
- de mieux connaître et encadrer les forages à usage domestique (disposition 7-05).

Le PGRE :

L'objectif d'une gestion quantitative équilibrée de la ressource est de garantir de l'eau en quantité suffisante à la fois pour le bon fonctionnement des milieux aquatiques et pour les usages humains, de manière durable dans le temps, et en particulier en situation de crise sécheresse.

La Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques de 2006 précise que les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population sont des usages prioritaires. La gestion quantitative se traduit par la définition d'objectifs quantitatifs (débits minimums, hauteurs d'eau minimums, volumes maximums prélevables), et la définition de règles de partage de l'eau.

Plus d'informations à https://www.eptb-saone-doubs.fr/IMG/pdf/sage_allan_-_pgre_v2.pdf

L'alimentation en eau potable

Toutes les zones urbanisées et urbanisables devront être desservies par le réseau public d'adduction d'eau. Pour assurer cet objectif il importe que le PLU présente les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation.

À partir de cet état des lieux est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation envisagée par le PLU et les moyens mobilisables.

Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le DOO du SCOT (C.5.2.) rappelle que les documents d'urbanisme vérifient les capacités de satisfaction du besoin en eau pour l'alimentation du développement de l'urbanisation (habitat et activités à court et long terme). Outre les dispositions réglementaires liées au respect des périmètres de protection des points de captages, les documents d'urbanisme prévoient des dispositions visant à préserver les ressources potentielles et à optimiser ou économiser la consommation d'eau. »

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable.

Pour les constructions d'habitation, en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de la mairie, conformément au décret du 2 juillet 2008.

Les ressources stratégiques majeures

L'orientation fondamentale du SDAGE n° 5E-01 vise à « identifier et caractériser les ressources majeures à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ».

L'enjeu est de préserver, de la manière la plus efficace possible, les ressources les plus intéressantes pour la satisfaction des besoins en eau potable et d'assurer la disponibilité sur le long terme de ressources suffisantes en qualité et en quantité pour satisfaire les besoins actuels et futurs d'approvisionnement en eau potable des populations.

Parmi ces ressources majeures il faut distinguer celles qui sont :

- d'ores et déjà fortement sollicitées et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent ;
- peu ou pas sollicitées à ce stade mais à forte potentialité et à préserver en l'état pour la satisfaction des besoins futurs à moyen et long terme.

L'étude de délimitation des ressources stratégiques majeures pour l'alimentation en eau potable identifie des ressources stratégiques sur le secteur de Suarce, à savoir « Cailloutis du Sundgau » au sein de la zone d'étude « Sundgau-Savoireuse-Allan » L'étude correspondante est téléchargeable au lien suivant :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/usages-et-pressions/ressources-majeures/>

Le SDAGE 2016-2021 prévoit dans sa disposition 5E-01 que dans ces zones de sauvegarde, il est nécessaire de protéger la ressource en eau et d'assurer sa disponibilité en quantité et qualité suffisante pour permettre sur le long terme une utilisation pour l'alimentation en eau potable sans traitement ou avec un traitement limité (désinfection).

La protection des captages

Il n'existe pas de captage d'alimentation en eau potable, ni de périmètre de protection sur la commune.

2.8. La préservation et la mise en valeur des paysages et du patrimoine

Les documents d'urbanisme doivent notamment déterminer les conditions permettant d'assurer la qualité urbaine, architecturale et paysagère de leur territoire (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

2.8.1. Les entrées de ville

La commune de Pérouse est traversée par la RD 419, classée voies à grande circulation au vu du décret n°2010-578 du 31 mai 2010. Par conséquent, la commune rentre dans le cadre de l'application des articles L. 111-6 à L. 111-8 du Code de l'Urbanisme.

Ces articles dont l'objectif est de garantir une qualité architecturale et environnementale des entrées de ville indiquent :

Art. L. 111-6 : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.* »

Art. L. 111-7 : « *L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :*
– *aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
– *aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
– *aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
– *aux réseaux d'intérêt public. »*

Art. L. 111-8 : « *Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »*

En conséquence, si votre projet de PLU devait conduire à étendre les secteurs constructibles en dehors du périmètre actuellement urbanisé le long des voies, il devrait apporter les éléments justifiant et motivant, au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages, de nouvelles règles d'urbanisme permettant cette urbanisation.

Ceci devra trouver sa traduction dans les différentes pièces constitutives du PLU :

- le rapport de présentation devra, à partir d'une analyse de la situation existante de ces secteurs et de leurs perspectives d'évolution, exposer les options retenues et les dispositions d'urbanisme qui permettront de maîtriser le développement futur de ces secteurs, et justifier de la pertinence des moyens retenus dans le document pour mettre en œuvre ces objectifs,
- le PADD définira les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune,
- le règlement devra permettre de définir avec précision les règles applicables traduisant les options retenues, la plupart des articles étant concernés pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 111-8.

(Source : circulaire n°96-32 du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports).

Au-delà des obligations réglementaires afférentes aux entrées de ville le long des voies à grande circulation, les entrées de ville ont une valeur paysagère spécifique.

Le DOO du SCOT prévoit dans son point C.3.4. que ces secteurs, et plus particulièrement les entrées de ville aux portes de l'agglomération belfortaine, soient requalifiés.

Pour cela, une organisation en liaison avec le reste du tissu urbain doit être assurée : « *l'attention doit notamment être portée sur la limitation des linéaires, l'expression architecturale, la maîtrise de la publicité et des enseignes, l'accessibilité des piétons et modes doux, la limitation et la mutualisation du stationnement, la qualité des façades arrières et des zones de stockage, la végétalisation des voies et parking* ».

2.8.2. Le paysage et le patrimoine bâti

Dans son article 3, la loi de « protection et mise en valeur des paysages » du 8 janvier 1993 précise en particulier que le PLU doit prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution.

Le futur document d'urbanisme devra déterminer les conditions permettant d'assurer « *la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables* » (article L. 101-2 du code de l'urbanisme).

Le PADD doit en particulier définir les orientations générales des politiques de paysage.

Le règlement peut en outre « *identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation* » (article L. 151-19 du code de l'urbanisme).

L'utilisation de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme permet de sauvegarder d'une façon souple et adaptée les éléments du petit patrimoine et du paysage que la commune tient à conserver (lavoir, puits, pigeonnier, arbres isolés, talus plantés,.....)

Le fait de désigner aux documents graphiques du PLU ces éléments de patrimoine et de paysage donne une portée juridique à la protection en soumettant toute modification ou démolition à une déclaration préalable.

Valeur paysagère du territoire dans le SCOT

L'un des enjeux du SCOT est le développement d'une approche qualitative du paysage. Pour cela, un observatoire photographique du SCOT est créé depuis l'approbation du SCOT.

Le DOO encourage par ailleurs les intercommunalités à traiter la question des paysages.

Le DOO identifie quatre actions permettant de travailler la qualité paysagère :

- préserver les vues emblématiques,
- assurer l'alternance ville-campagne,
- requalifier les entrées de ville (voir paragraphe 2.8.1),
- valoriser le paysage bâti (voir ci-dessous).

Afin de préserver les vues emblématiques sur les grands paysages, le DOO prévoit dans son point C.3.2. :

- la protection des ensembles paysagers majeurs (vallées, massifs forestiers, ...) « *Leur lisibilité doit être garantie par la préservation ou la création d'ouvertures visuelles sur les horizons proches et lointains. Ces fenêtres sur les grands paysages doivent notamment être confortées à partir des axes de communication (...)* »,
- « *les hauts de versants, parties sommitales et lignes de crêtes devront être préservés de toute urbanisation nouvelle, à l'exception d'équipements publics reconnus d'utilité générale* »,
- « *les ensembles forestiers structurant les vues emblématiques ne seront pas fragmentés, ni rognés par l'urbanisation* ».

Le DOO définit également dans son point C.3.3. des mesures permettant d'assurer l'alternance ville-campagne :

- « *recherche de compacité urbaine* », « *maintien de coupures agro-naturelles entre les ensembles urbanisés* »,
- « *les franges bâties des parties urbanisées doivent être constituées en tant que limites paysagères fortes et pérennes* »,
- « *tout aménagement devra intégrer le maintien des haies et bosquets* ».

Pour être compatible avec le DOO du SCOT, le PLU devra donc au-delà du diagnostic sur le paysage, mettre en œuvre à travers le zonage et le règlement des outils à même de contribuer à préserver et mettre en valeur le paysage communal.

Patrimoine protégé au titre des monuments historiques

Aucun monument historique ne se situe sur la commune de Pérouse. Cependant, elle est concernée par une partie du périmètre de protection au titre des monuments historiques, généré par l'Habitat fortifié de Belfort, inscrit au titre des monuments historiques le 7 juin 1993, qui couvre son territoire en zone naturelle.

Le plan de cette servitude est joint en annexe 4. Elle doit être reportée dans le document d'urbanisme de la commune.

Pour rappel, les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords, sont soumis à une autorisation préalable. L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords.

Patrimoine non protégé au titre des monuments historiques

Le PLU veillera à recenser le patrimoine bâti remarquable, les éléments du petit patrimoine rural ou le patrimoine paysager valorisant le patrimoine bâti dans l'objectif de le protéger et de le mettre en valeur. A l'issue de ce recensement, le PLU pourra notamment faire usage de l'article R. 151-2-2 du code de l'urbanisme qui permet de distinguer les règles des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) entre bâti ancien et neuf.

En application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme « *le règlement du PLU peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation* ».

Le point B.3.5. du DOO du SCoT encourage la valorisation de ce patrimoine.

En application de l'article L151-23, « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.* ». Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4 du code de l'urbanisme. Il peut s'agir notamment des ripisylves, de haies ou bosquets accompagnant le bourg ou mettant en valeur des monuments ou un patrimoine remarquable.

La commune de Pérouse est dotée d'un patrimoine rural qui peut-être identifié et protégé au titre du L.151-19 du code de l'urbanisme afin de préserver les caractéristiques originelles de certains bâtiments et leurs détails architecturaux ainsi que pour mettre en valeur des espaces remarquables. Peuvent être cités :

- l'église Saint Matthieu (XIXe), construction de style néo-roman, avec un clocher en pierre calcaire, et son mobilier intérieur (bancs sculptés en bois, autel restauré, vitraux et chaire en bois...)
- le lavoir et la fontaine communaux restaurés
- le monument aux morts (1896) en mémoire de l'invasion prussienne de 1871, érigé par le sculpteur Rué, en pierre avec entourage en fer forgé
- la croix en fer forgé et la croix de mission en pierre, situées dans le cimetière
- la stèle en pierre rappelant l'emplacement de l'ancien cimetière
- le bâtiment de la mairie- école (1842), situé Grande rue, avec une toiture à pans coupés
- le bâtiment de « la Cure »

Architecture et urbanisme

A l'occasion du recensement des logements vacants et des dents creuses et, le cas échéant, des friches industrielles, en centre ancien, la possibilité de renouvellement urbain ou d'une éventuelle reconversion sera étudiée.

Le rapport de présentation du PLU doit notamment analyser la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales (article L.151-4 du code de l'urbanisme).

Le respect architectural et urbain du centre ancien pourra être envisagé par l'instauration de règles sur l'aspect des toitures et des façades. L'insaturation du permis de démolir est vivement conseillé, car elle peut permettre la préservation de certains édifices avant toute destruction préjudiciable au caractère des lieux. La mise en place de la déclaration préalable pour la pose de clôtures et des ravalements de façades est également souhaitable.

Un des enjeux porte donc sur la rénovation de ce bâti qui pourrait impacter la qualité architecturale d'origine et le comportement thermique et structurel de ce dernier.

Par ailleurs, vous trouverez en annexe 5 un extrait du cadastre Napoléonien.

Le site de l'inventaire du patrimoine fournit de bons exemples de présentation du bâti ancien (dossiers d'inventaire) : <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire.html> .

Sites classés et sites inscrits

La commune n'est concernée par aucun site classé et/ou site inscrit.

La réglementation des boisements

C'est un mode d'aménagement foncier (articles L. 126-1, L. 126-2 et R. 126-1 à R. 126-10-1 du code rural et de la pêche maritime).

Cette procédure vise à favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt et les espaces naturels. Elle permet de lutter contre les boisements anarchiques venant en concurrence avec l'agriculture, gênants pour les habitations et portant atteinte à la qualité de la ressource en eau, à la qualité des milieux naturels et des paysages.

Il s'agit de définir des règles de plantation, de re-plantation ou de semis d'essences forestières sur le territoire d'une commune en dehors des parcelles bâties. Trois types de périmètres de réglementation sont délimités : un périmètre à boisement interdit, un périmètre à boisement réglementé et un périmètre à boisement libre

Le travail sur le PLU peut être l'occasion de s'interroger sur l'opportunité de réviser ou mettre en place une telle réglementation sur la commune. La réglementation des boisements est une compétence du conseil départemental.

La commune de Pérouse n'est pas concernée par une réglementation de boisements.

Dans la même optique, le DOO du SCOT prévoit également la possibilité dans le cadre du PLU « *de défricher des espaces boisés pour retrouver un paysage ouvert et entretenu par l'activité agricole* ».

2.8.3. Le patrimoine archéologique

Vous trouverez page suivante la liste et la carte des sites ou indices archéologiques actuellement connus du service régional de l'archéologie sur le territoire communal.

À ce jour, la commune fait l'objet d'un arrêté de zone de préemption de prescriptions archéologiques n° 03/102 en date du 11 juillet 2003.

Tous les projets situés dans cette zone devront être présentés à la direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie). Lors de la saisine et après instruction des projets d'aménagement ou de construction, le service régional de l'archéologie proposera, si besoin, des prescriptions au titre de l'archéologie préventive. Ces prescriptions seront alors l'objet d'un arrêté préfectoral transmis à la personne projetant les travaux et à l'autorité administrative chargée de l'instruction du dossier.

Il conviendra de mentionner dans le règlement du PLU, au titre des informations utiles les rappels législatifs et réglementaires suivants, applicables à l'ensemble du territoire communal :

- code du Patrimoine et notamment son livre V ;
- loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n° 2002-89 du 16 janvier 2002 ;
- loi modificative n°2003-707 du 1er août 2003 et son décret d'application n°2004-490 du 3 juin 2004 ;
- loi n°2004-804 du 9 août 2004 (article 17). En application du code du patrimoine, articles L. 531-14 à 16 et R. 531-8 à 10, réglementant les découvertes fortuites, toute découverte archéologique de quelque nature qu'elle soit, doit être signalée immédiatement au service

régional de l'archéologie (DRAC tél : 03.81.65.72.00) soit directement, soit par l'intermédiaire du maire.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen et avis d'un archéologue habilité. Tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles L. 544-1 à L. 544-13 du code du patrimoine, livre V archéologie, chapitre 4, dispositions pénales.

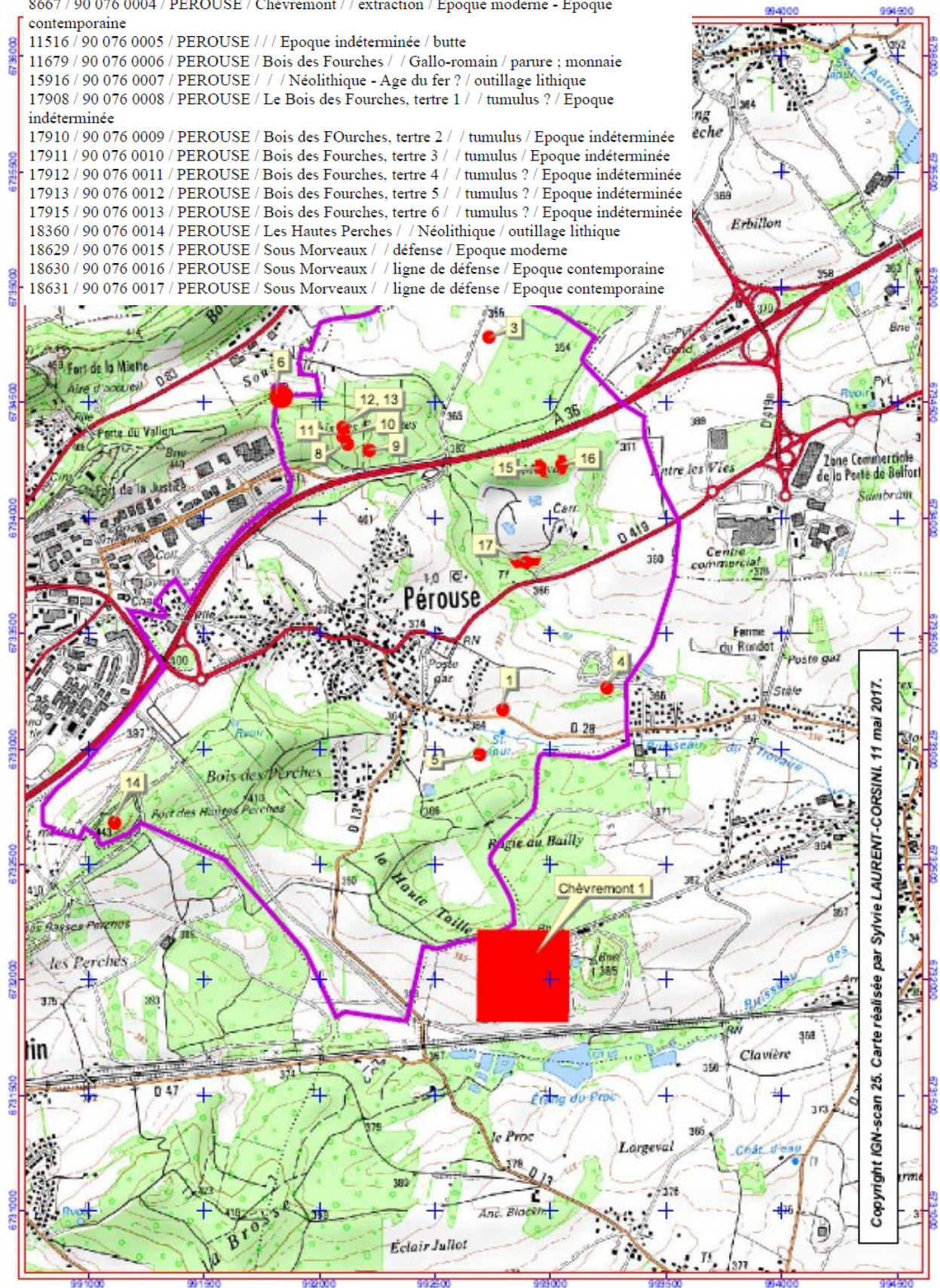
Cette mention figurera au rapport de présentation du PLU.

Informations sur la redevance d'archéologie préventive :

« Il est institué une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- *ou, dans les cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées en Conseil d'État »* (code du Patrimoine livre 5, titre 2, chapitre 4).

- 2558 / 90 076 0001 / PEROUSE / Sous la Chaussée // tumulus / Epoque indéterminée
- 2572 / 90 026 0001 / CHEVREMONT / Derrière le Bois // enceinte / Epoque indéterminée
- 2587 / 90 076 0002 / PEROUSE /// voie / Gallo-romain ?
- 3625 / 90 076 0003 / PEROUSE / Vers la Ferme de la Meche // Néolithique - Age du bronze / débitage lithique
- 8667 / 90 076 0004 / PEROUSE / Chèvremont // extraction / Epoque moderne - Epoque contemporaine
- 11516 / 90 076 0005 / PEROUSE /// Epoque indéterminée / butte
- 11679 / 90 076 0006 / PEROUSE / Bois des Fourches // Gallo-romain / parure ; monnaie
- 15916 / 90 076 0007 / PEROUSE // // Néolithique - Age du fer ? / outillage lithique
- 17908 / 90 076 0008 / PEROUSE / Le Bois des Fourches, tertre 1 // tumulus ? / Epoque indéterminée
- 17910 / 90 076 0009 / PEROUSE / Bois des Fourches, tertre 2 // tumulus / Epoque indéterminée
- 17911 / 90 076 0010 / PEROUSE / Bois des Fourches, tertre 3 // tumulus / Epoque indéterminée
- 17912 / 90 076 0011 / PEROUSE / Bois des Fourches, tertre 4 // tumulus ? / Epoque indéterminée
- 17913 / 90 076 0012 / PEROUSE / Bois des Fourches, tertre 5 // tumulus ? / Epoque indéterminée
- 17915 / 90 076 0013 / PEROUSE / Bois des Fourches, tertre 6 // tumulus ? / Epoque indéterminée
- 18360 / 90 076 0014 / PEROUSE / Les Hautes Perches // Néolithique / outillage lithique
- 18629 / 90 076 0015 / PEROUSE / Sous Morveaux // défense / Epoque moderne
- 18630 / 90 076 0016 / PEROUSE / Sous Morveaux // ligne de défense / Epoque contemporaine
- 18631 / 90 076 0017 / PEROUSE / Sous Morveaux // ligne de défense / Epoque contemporaine



DRAC Bourgogne Franche-Comté
 Site de Besançon, 7, rue Charles Nodier, 25043 BESANCON CEDEX.

Echelle : 1/20000
 0 0.2 0.4 Kilomètres

Illustration 6: Carte des sites archéologiques localisés

2.9. La prévention des risques, des nuisances et des pollutions

En application de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme doit déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. En définissant les occupations des sols, le PLU constitue un maillon important en termes de prévention et de protection des populations notamment par une action préventive consistant à éviter l'implantation de constructions et d'activités dans des zones à risque.

2.9.1. Le risque inondation :

La commune de Pérouse n'est pas concernée par un plan de prévention des risques inondation (PPRI) ou un atlas des zones inondables.

Cependant, par déclinaison de la Directive Inondation, directive européenne, et du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) 2016-2021 du bassin Rhône Méditerranée adopté le 22 décembre 2015, la commune est localisée sur un Territoire à Risque important d'Inondation : le TRI Belfort-Montbéliard.

Afin de rendre possible un développement durable des territoires exposés aux inondations en préservant leur compétitivité et leur attractivité, une Stratégie Locale de Gestion du Risque inondation (SLGRI) est élaborée pour chaque TRI. La commune est donc concernée par la SLGRI de l'Allan et de la Savoureuse, validée par arrêté interpréfectoral (25, 70 et 90) le 28 janvier 2017. Cette SLGRI est consultable sur le site de l'observatoire de l'hydrologie BFC: <http://www.hydrologie-fc.fr/2-slgri-du-bassin-de-lallan>

Au titre de la grande orientation n°2 de cette SLGRI « Réduction de vulnérabilité et aménagement du territoire », nous vous recommandons d'intégrer dans votre document d'urbanisme :

- un diagnostic de vulnérabilité face aux inondations
- l'inscription des secteurs à enjeu ruissellement
- inscription des zones naturelles contribuant à limiter l'impact des crues
- un objectif de réduction de la vulnérabilité

Par conséquent, le PLU de Pérouse devra être compatible avec les objectifs prioritaires pour réduire les conséquences négatives des inondations sur ce TRI.

2.9.2. Les catastrophes naturelles

Il est à signaler que la commune a fait l'objet d'un classement « catastrophe naturelle » (CATNAT) pour les événements suivants :

aléa	début CATNAT	fin CATNAT	arrêté	JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrains	01/08/1988	02/08/1988	07/12/1977	18/12/1988
Inondations, coulées de boue	14/02/1990	16/02/1990	16/03/1990	23/03/1990
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrains	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Le rapport de présentation devra rappeler ces événements et leurs conséquences afin d'en tirer les enseignements utiles pour la définition du projet d'aménagement de la commune.

2.9.3. Le transport de matières dangereuses – TMD

Le transport de marchandises dangereuses (TMD) regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Il existe une réglementation propre à chacun moyen de transport

→ Le TMD par route

L'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») réglemente lesdits transports sur le territoire national. Ce dernier a été modifié en dernier lieu par l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 paru au JO du 3 juillet 2015 consécutivement aux travaux de la Commission Interministérielle du Transport des Marchandises Dangereuses (CITMD) du 11 mars 2015.

Pérouse est concernée par du transport de matières dangereuses par route (A36, D419 et D28).

Contrairement aux risques fixes, aucune mesure de maîtrise de l'urbanisation n'est prévue pour protéger les espaces vulnérables des risques liés au TMD par route. Néanmoins, cette problématique peut être traitée au travers des documents d'orientation que sont le plan local d'urbanisme (PLU).

Le DOO du SCOT dans son point C.6.3. prévoit que les documents d'urbanisme prennent en considération l'ensemble des contraintes et que les réglementations en vigueur qui induisent une adaptation du bâti par rapport aux risques naturels (inondation, sismicité, mouvements de terrain) et technologiques (industriel, transport de matières dangereuses, nucléaire), figurent en annexe des documents d'urbanisme, à titre d'information.

→ Le TMD par canalisation

En raison des risques qu'elles représentent, les canalisations de transport de matières dangereuses donnent lieu à des études de sécurité.

Trois niveaux de danger pour la vie humaine sont ainsi définis conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 :

- zone des dangers significatifs avec effets irréversibles,
- zone des dangers graves avec premiers effets létaux,
- zone des dangers très graves avec effets létaux significatifs.

En application de la circulaire interministérielle du 4 août 2006 relative au porter à connaissance en matière de canalisations de transport de matières dangereuses, j'attire votre attention sur la nécessaire maîtrise de l'urbanisation dans ces zones en prenant en compte, a minima, les dispositions suivantes :

- dans l'ensemble de la zone des dangers significatifs pour la vie humaine, il convient d'informer l'exploitant de la canalisation des projets le plus en amont possible afin qu'il puisse mettre en œuvre des dispositions compensatoires éventuellement nécessaires visant à limiter les risques ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégories ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Ces informations ont fait l'objet d'un courrier de M. le préfet du 21 avril 2009 relatif aux canalisations de transport de matières dangereuses.

Pérouse est traversée par une canalisation de gaz naturel.

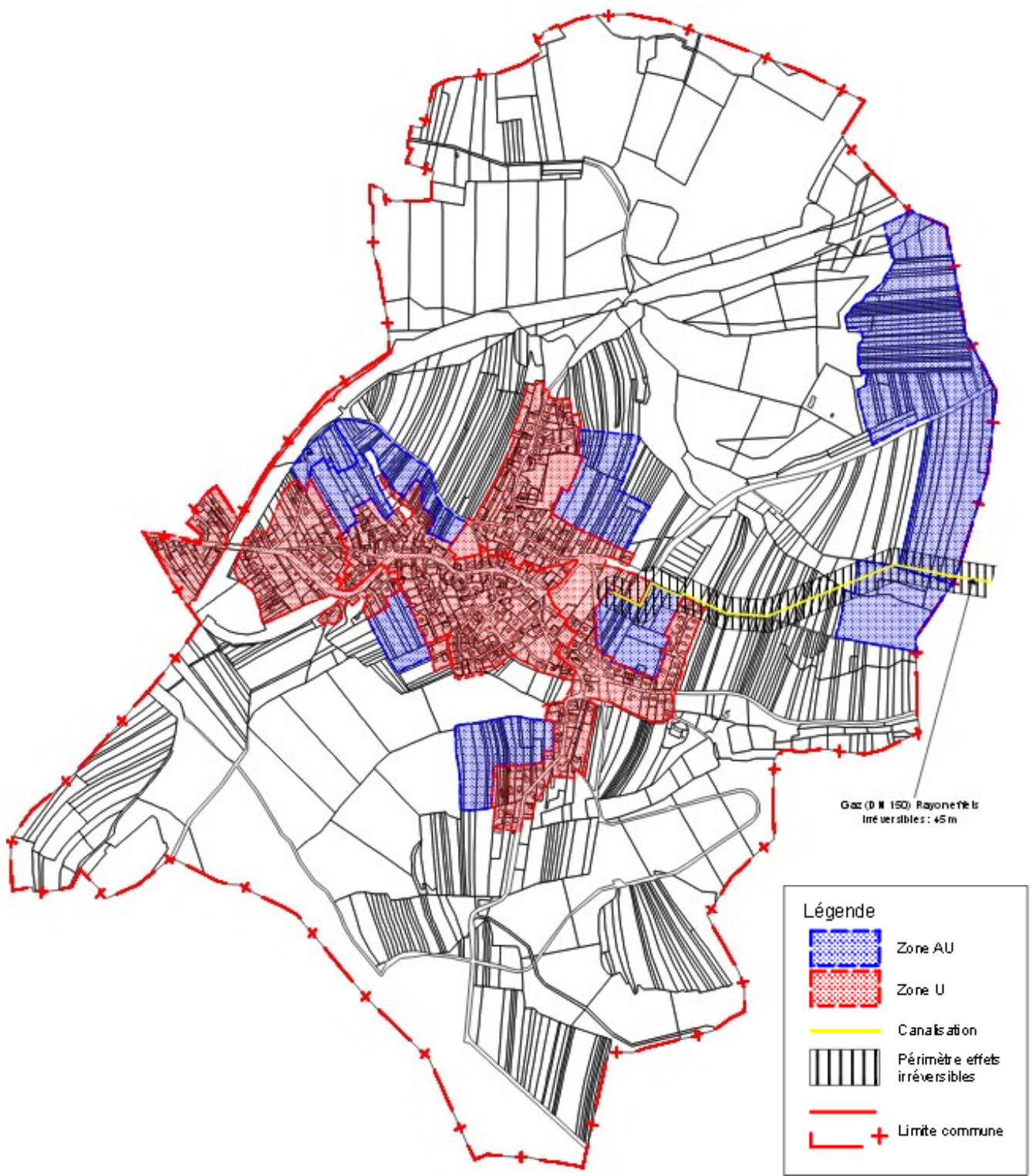
En application des articles R. 151-31 et R. 151-34 du code de l'urbanisme, le tracé des canalisations et des zones de dangers doit être représenté sur les documents graphiques du règlement, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent les canalisations et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (très graves, graves et significatifs).

Le plan de zonage fera également apparaître le cas échéant les secteurs concernés par les prescriptions pour les ERP et les IGH en zones urbaines et en zones à urbaniser (article R. 151-32 du code de l'urbanisme) et le règlement écrit devra reprendre ces prescriptions.

Le PLU devra déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention de ces risques technologiques (article L. 101-2 du code de l'urbanisme) au vu des éléments ci-dessus.

Une carte mettant en évidence l'emplacement de la canalisation et les périmètres de dangers associés figure en page suivante.

PERIMETRES EFFETS IRREVERSIBLES - PEROUSE



Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir des avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné ».

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n°3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, GRTgaz doit être informé de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement :

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par les ouvrages de GRTgaz.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité des ouvrages de GRTgaz :

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages de GRTgaz.

Par ailleurs, si l'urbanisation de secteurs proche des canalisations ne peut être évitée, il convient de se mettre en relation avec le gestionnaire de réseaux afin de connaître les mesures compensatoires possibles. Notons, que la mise en place « de dispositifs compensatoires » (essentiellement pose de dalle béton armé) permet de réduire la probabilité d'occurrence et de réduire les périmètres de dangers. Ces mesures compensatoires sont financées par le maître d'ouvrage du projet et soumises à avis de la DREAL.

À noter :

Afin de limiter l'exposition des riverains aux risques potentiels occasionnés par les canalisations de transport, de nouvelles servitudes d'utilité publiques (SUP) sont prévues par les réglementations. Ces SUP, liées à la prise en compte des risques, sont en vigueur depuis 2012 pour les canalisations nouvelles, et seront instaurées progressivement d'ici fin 2018 pour les canalisations déjà en service. (voir plaquette « maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport » annexe 6).

Par ailleurs, chaque collectivité territoriale a accès à un profil spécifique sur le site : <http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr> lui donnant droit de visualiser la liste des exploitants présents sur le territoire dont elle a la gestion, ainsi que d'accéder à la liste des consultations réalisées par les déclarants. Un courrier de la part du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie a été adressé à toutes les collectivités en début d'année 2012. Ce courrier contenait des informations sur la nouvelle réglementation ainsi que les identifiants de connexion au site.

2.9.4. Le risque industriel

Les établissements ICPE en fonctionnement sont réglementés afin d'éviter les nuisances, risques chroniques ou risques accidentels vis-à-vis des tiers. Une trop grande proximité entre les zones d'habitation et ces établissements peut toutefois complexifier la gestion des risques et limiter les possibilités d'extension de ces entreprises.

Les établissements à l'arrêt ou en cessation déclarée ont une obligation de mise en sécurité de leur site avec évacuation des déchets. Certaines activités ont pu occasionner des pollutions des sols dans le passé. La remise en état s'effectue en fonction d'un usage pré-déterminé. Tout porteur de projet sur ces terrains doit s'assurer de leur remise en état effective et de la compatibilité du projet avec l'état du site.

2 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont recensées sur la commune. Vous trouverez ci-après une extraction des bases de données relatives aux établissements soumis ou ayant été soumis à la réglementation des ICPE. La liste n'est pas nécessairement exhaustive

Nom de l'établissement	Code postal	commune	Régime	Statut Seveso
COUROUX	90160	PEROUSE	Autorisation	Non Seveso
DEMOLITION AUTO HEURTR	90160	PEROUSE	Enregistrement	Non Seveso

2.9.5. Le risque incendie

La défense extérieure contre l'incendie de la commune est assurée par la présence de 35 hydrants publics . Il n'y a pas d'hydrants privés ni de réserves naturelles ou artificielles.

Lors du dernier contrôle des hydrants publics réalisé par le syndicat des eaux de la communauté d'agglomération du Grand Belfort en 2016, plusieurs poteaux d'incendie (PI) publics ne présentaient pas les caractéristiques prévues par la norme (débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar) mais étaient tout de même bien alimentés :

- PI n° 34, situé rue des Aliziers (débit de 50 m³/h),
- PI n° 03, situé rue des Troènes (débit de 56 m³/h),
- PI n° 32, situé rue des Merisiers (débit de 56 m³/h).

Observations complémentaires :

La casse automobile située rue des Lilas est située à 250 m du premier point d'eau incendie.

La carrière Couroux située sur la RD419 en direction de Bessoncourt ne possède pas de point d'eau incendie identifié comme tel. Cependant, le site bénéficie de réserves d'eau provenant de l'exploitation de la carrière. La pérennité n'est pas assurée.

Le reste de la commune, et principalement le centre-ville, dispose d'un bon maillage des points d'eau incendie.

Ce constat ne préjuge pas d'une carence en matière de défense incendie, en particulier du fait d'un éventuel maillage du secteur concerné par d'autres hydrants. En revanche, une attention particulière devra être portée quant à la défense incendie à tout projet d'urbanisme à proximité.

J'attire en outre votre attention sur le fait que toute nouvelle extension de la commune doit posséder une défense incendie conforme aux règles édictées dans le nouveau Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) arrêté par le préfet du Territoire de Belfort en date du 20 décembre 2016 :

- Les lotissements et maisons individuelles (cas général des habitations de 1^{ère} et 2^{ème} famille) doivent être défendus par un point d'eau situé à moins de 200 mètres de la construction la plus éloignée, et ayant un débit de 30 à 60 m³/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar ou un volume de 30 à 120 m³. Les besoins sont plus importants pour les immeubles de 3^{ème} et 4^{ème} famille.
- Les bâtiments industriels et commerciaux, situés ou non en ZI, ZAC, et d'une manière générale les établissements recevant du public (ERP), doivent être défendus par au moins un poteau d'incendie normalisé implanté de 100 à 150 m du risque à défendre. Ils devront être alimentés par un réseau d'eau sous pression. En fonction de la surface de la construction et du risque généré, un débit supérieur (ou un volume d'eau complémentaire) peut être exigé (cf. Document Technique D9).

Les projets définis ci-dessus (lotissements, construction, extension, aménagement d'établissements industriels, agricoles, établissement recevant du public (ERP),...) devront faire l'objet de la part du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) d'une étude spécifique de la défense incendie ; le cas échéant l'aménagement d'un dispositif de protection complémentaire pourra être demandé.

À cet égard, il convient de rappeler que toute construction nouvelle autorisée dans un secteur dépourvu de défense incendie engagerait en cas de sinistre la responsabilité du maire de la commune, au titre de l'article L. 2225-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'existence d'un point d'eau privé à proximité d'un projet ne peut être retenue pour la défense incendie car il n'y a pas de garantie de pouvoir y accéder. Il faut pour cela que le pétitionnaire fournisse une attestation pour l'utilisation du point d'eau.

2.9.6. Le risque sismique

La commune se situe en zone de sismicité 3 (modéré), voir annexe 7.

Ce classement est issu des décrets n°2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010.

Cette information devra être rappelée dans le rapport de présentation du PLU et les dispositions générales du règlement dans un souci d'information et de prise en compte lors de la conception de constructions.

2.9.7. Le retrait gonflement des argiles

L'inventaire national du retrait-gonflement des argiles (consultable à l'adresse suivante : www.argiles.fr) fait état de l'existence de sols argileux sur le territoire de la commune. Ces sols argileux gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse et ces variations sont susceptibles de provoquer des désordres importants et coûteux sur les constructions.

Le classement se fait selon 4 niveaux d'aléas (a priori nul, faible, moyen et fort).

L'inventaire susvisé a permis d'identifier sur la commune des zones d'aléa faible et moyen (carte page suivante).

Cette information devra être rappelée dans le rapport de présentation du PLU et les dispositions générales du règlement dans un souci d'information et de prise en compte lors de la conception de constructions.

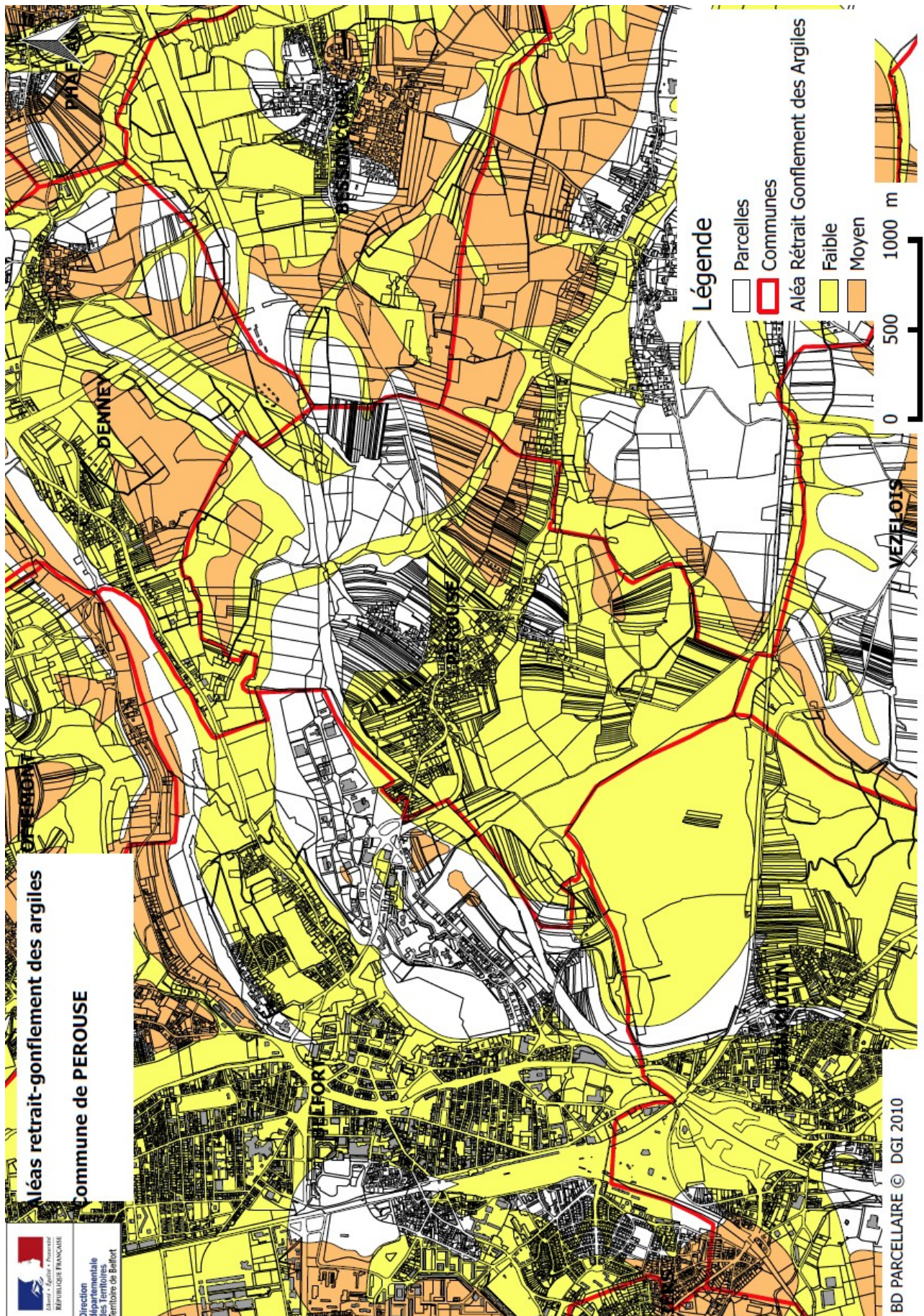


Illustration 8: Carte retrait-gonflement des argiles

2.9.8. Les mouvements de terrain

Le mouvement de terrain est un phénomène qui se caractérise par 5 types d'aléa :

- affaissement – effondrement,
- glissement de terrain,
- éboulement,
- érosion de berges,
- liquéfaction des sols.

Afin de mieux appréhender ce phénomène au niveau départemental, la DDT a mandaté le Centre d'études techniques de l'équipement de Lyon, département laboratoire d'Autun, pour mener une étude et dresser une cartographie départementale de l'aléa mouvements de terrains. Cette cartographie est consultable sur le site internet de la DDT.

Cette étude s'est appuyée sur un questionnaire envoyé à chaque collectivité et sur les inventaires des cavités souterraines et des mouvements de terrain réalisés par le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) en décembre 2006.

Pour la commune de Pérouse, trois types d'aléas sont répertoriés :

- aléa liquéfaction des sols avec des zones de tourbières et de boisements tourbeux,
- aléa glissement de terrain avec des zones marneuses sur pente moyenne,
- aléa éboulement : falaises.

Vous trouverez en annexe 8 une carte de l'aléa mouvements de terrain sur votre commune.

Le PLU devra tenir compte de la présence de ces aléas ponctuels (doline, chute de blocs, glissement de terrain, érosion de berges) et linéaires. Ces zones devront être repérées sur le plan de zonage (R. 151-31 du code de l'urbanisme. Pour ce faire, une étude de caractérisation et de dimensionnement de l'aléa pourra être réalisée. Elle définira des prescriptions adaptées qui devront être prises dans le règlement afin de prendre en compte ces aléas ponctuels (interdiction de construire, construction avec systèmes de protection et de prévention dimensionnés par une étude spécifique de l'aléa dans le cadre du PLU, ...).

Vous trouverez en annexe 8 les fiches réalisées par le CETE (CEREMA) sur les 3 types d'aléas.

2.9.9. Le risque minier

Le déclin de l'activité minière a entraîné la fermeture de nombreuses mines. Celle-ci soulève des problèmes techniques, environnementaux et juridiques d'importance. L'arrêt de l'exploitation dans les bassins miniers pose ainsi des problèmes de surveillance et de prévention des risques, en particulier celui de la gestion des eaux et des affaissements de terrains à l'aplomb de certaines anciennes mines souterraines.

Le risque minier est donc lié à l'évolution de ces cavités abandonnées et sans entretien du fait de l'arrêt de l'exploitation. Ces cavités peuvent induire des désordres en surface pouvant affecter la sécurité des personnes et des biens.

Les manifestations en surface du risque minier peuvent être de plusieurs ordres en fonction des matériaux exploités, des gisements et des modes d'exploitation (mouvements de terrain localisés ou généralisés, effondrements, etc...).

Identification des aléas

Pour le Territoire de Belfort, on distingue deux types de risques en aléa faible et moyen:

- **l'effondrement localisé ou fontis** : l'effondrement localisé, qui se manifeste en surface par un cratère de quelques mètres de diamètre, correspond aux phénomènes de fontis ou d'effondrement de tête de puits ou tête de galerie. Le fontis est l'apparition soudaine en surface d'un entonnoir de quelques mètres de rayon et quelques mètres de profondeur. Les

dimensions du fontis dépendent de l'importance du vide et de la nature des terrains qui le séparent de la surface.

Le fontis fait suite à une dégradation progressive de la voûte d'une galerie qui remonte peu à peu dans le recouvrement jusqu'à percer au jour.

- **le tassement** : désordre affectant les terrains de surface de faible ampleur tant en terme d'abaissement de terrains (ordre décimétrique) qu'en terme d'extension de la surface affectées. Les effets ne se font généralement sentir que sur les bâtiments les plus sensibles (grandes emprises, grandes hauteurs). Au-dessus de certains dépilages à faible profondeur (< à 50 mètres), même bien foudroyés, les terrains ne se recompactent pas complètement. Les zones déconsolidées par le foudroyage sont susceptibles de se compacter localement par exemple sous l'action de la circulation d'eau météorique.

L'État a entamé une démarche visant à porter à la connaissance du public les risques relatifs à l'activité minière. Dans ce contexte, une évaluation des aléas miniers a été conduite par Géodéris, expert technique de l'Etat en 2010, et a donné lieu à un rapport et des cartes d'aléas. Ces documents ont fait l'objet d'un porter à connaissance et transmis aux collectivités concernées en octobre 2013.

Par ailleurs, les principes généraux édictés par la circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels, pour une meilleure prise en compte du risque minier au stade de la planification des documents d'urbanisme (élaboration et évolution des documents d'urbanisme) et au stade des autorisations d'urbanisme, sont repris dans le tableau ci-après.

Type de mouvement de terrain	Niveau d'aléas	Principe de constructibilité
Tassement ou effondrement	Fort ou moyen	Inconstructibilité pour toute nouvelle construction
Tassement ou effondrement	faible	Inconstructibilité à l'exception des extensions et / ou annexes de superficie limitée à 20m ² et non destinée à l'habitation

Sur la commune de Pérouse, les inventaires miniers réalisés de 1998 à 2000 par le BRGM en Franche - Comté ont permis de recenser, renseigner et géoréférencer un site (voir annexe 9).

Département	Nom Commune	Num_Site	Exploitation minière				Etudes réalisées Etude détaillée d'aléas au 28/01/13
			Nom Site ou titre miniers	Nature	Résultat scanning 2008	Minières étudiées	
90	PEROUSE	90SM0053	PÉROUSE (MINE)	Minière	A	Non	NON
		90SM0030	RAGÉE-AU-BAILLY	Minière	A	Non	
		90SM0013	CHEVREMON T (1686)	Hors titre	A	Non	

L'étude Scanning, complétée après 2008 par un ensemble d'études et d'investigations complémentaires réalisées par Géodéris a permis d'écartier un risque (niveau d'aléa trop faible et /ou absence d'enjeux). Néanmoins, ces informations sont à intégrer au PLU.

2.9.10. Les nuisances sonores

La lutte contre le bruit a pour objet de « *prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement* ». article L. 571-1 du code de l'environnement

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure qui requiert une attention particulière dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

Le PLU constitue un outil de prévention en permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques afin de prévenir les impacts sur la santé.

Ces éléments sont repris dans le DOO du SCOT (point C.6.4.) qui prévoit que l'urbanisation future tienne compte des nuisances sonores existantes.

Il est ainsi possible de définir, en lien avec un bureau d'études spécialisé en acoustique, des axes de prévention susceptibles d'être mis en œuvre dans le PLU par exemple :

- les possibilités de réduction à la source des nuisances sonores (murs anti-bruits, merlons acoustiques, ...),
- la disposition des bâtiments (en particulier d'habitation) les plus proches des sources de bruit de façon à apporter une protection acoustique pour les autres bâtiments implantés (principe des bâtiments écrans),
- les possibilités d'agencement intérieur des bâtiments vis-à-vis des sources de bruits identifiées,
- les mesures d'isolation acoustique à respecter au droit des bâtiments,
- la prise en compte des contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs à proximité des zones habitées (article 3 de l'arrêté préfectoral n°200611102041 portant réglementation des bruits de voisinage dans le territoire de Belfort),
- la prise en compte des activités sensibles (discothèques, ...) au regard des zones habitées. Sur ce point, je rappelle que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

Vous pouvez consulter le guide PLU et bruit expliquant pour partie ces orientations : <http://www.environnement-urbanisme.certu.equipement.gouv.fr/guide-plu-bruit-a63.html>.

Le bruit est la résultante de sources sonores multiples mais le bruit des transports serait à l'origine de 80 % du bruit émis dans l'environnement.

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres

constitue un dispositif réglementaire préventif. Dans les secteurs déterminés, les futurs bâtiments devront présenter une isolation acoustique renforcée.

infrastructures traversant ou impactant Pérouse sont listé(es) dans l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 portant classement des infrastructures de transports terrestres :

RD 419 :

- de l'entrée d'agglomération de Pérouse jusqu'au croisement RD 13 :

Catégorie 4 / largeur du secteur affecté par le bruit : 30 mètres de part et d'autre de la voie

- de l'entrée d'agglomération de Pérouse jusqu'au carrefour du centre commercial de Bessoncourt :

Catégorie 3 / largeur du secteur affecté par le bruit : 100 mètres de part et d'autre de la voie

A 36 :

Catégorie 1 / largeur du secteur affecté par le bruit : 300 mètres de part et d'autre de la voie

Vous trouverez page suivante une carte reprenant ce classement sonore.

Conformément à l'article R. 151-53 (5°) du Code de l'urbanisme, les informations relatives au classement sonore doivent être reportées dans les annexes informatives du PLU sur un document graphique et la référence des arrêtés préfectoraux de classement sonore (ainsi que les lieux où ils peuvent être consultés), de même que les prescriptions d'isolation acoustique édictées dans les secteurs affectés par le bruit, doivent être également indiquées dans les annexes informatives. Il est également souhaitable de rappeler ces dispositions dans le rapport de présentation.

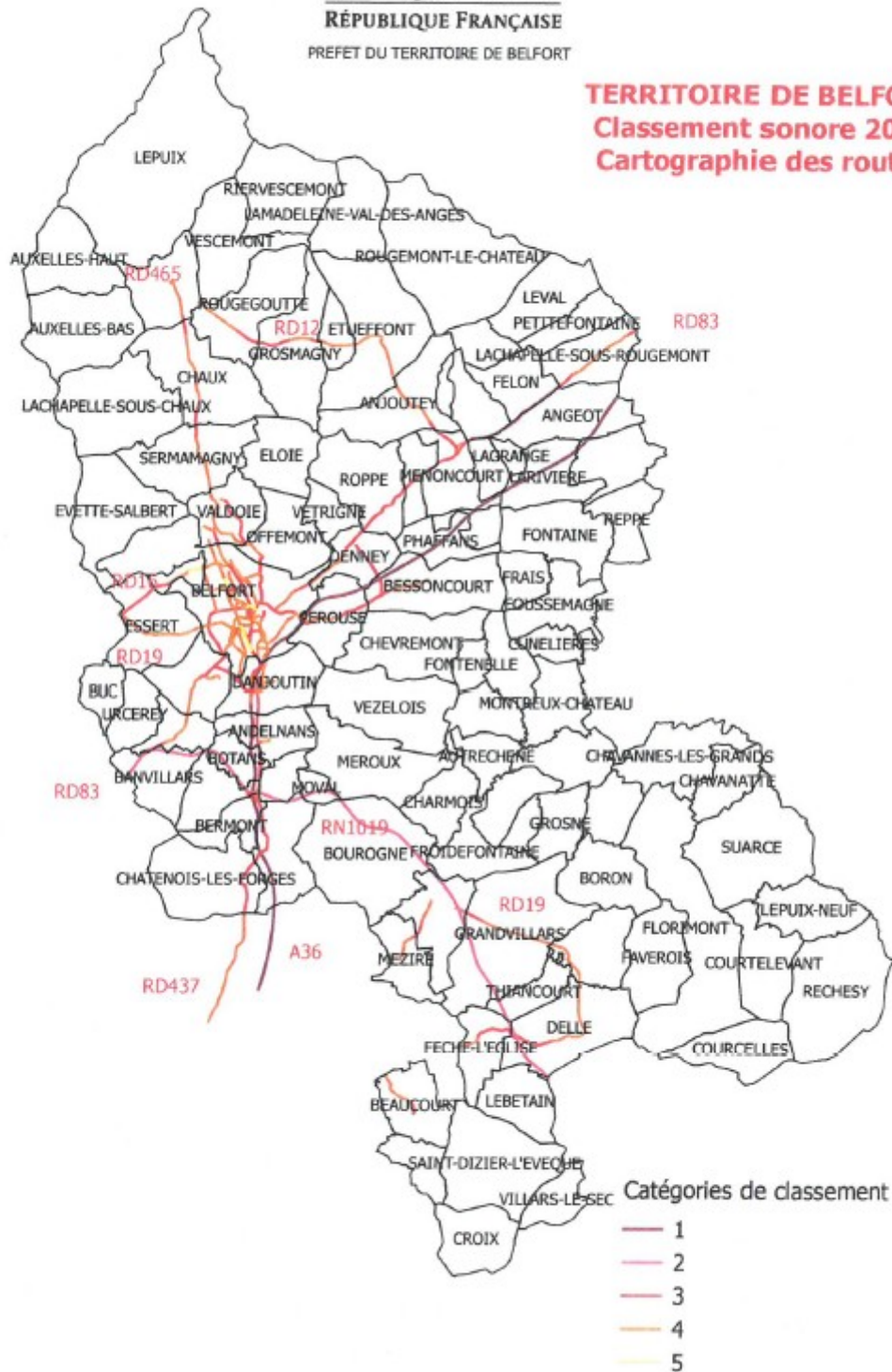


Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

TERRITOIRE DE BELFORT Classement sonore 2016 Cartographie des routes



©IGN-BDCARTO©2016
CARTE DDT 90
COPIE ET REPRODUCTION INTERDITES

Illustration 9: Carte de classement sonore des infrastructures terrestres

Cartes stratégiques de bruit et plans de prévention du bruit

de l'autoroute A 36, des routes départementales et des voies communales de Belfort :

La directive européenne 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement vise, au moyen de cartes stratégiques de bruit, à évaluer de façon harmonisée l'exposition au bruit dans l'ensemble des Etats-membres. Elle a pour objectif de prévenir et de réduire les effets du bruit dans l'environnement. Elle a été transposée en droit français et figure désormais dans le code de l'environnement.

Les cartes de bruit sont à élaborer, notamment, pour les grandes infrastructures routières empruntées par plus de 3 millions de véhicules par an.

En ce qui concerne Pérouse les cartes stratégiques de bruit de l'autoroute A36 réalisées par la préfecture du Territoire de Belfort ont été approuvées par l'arrêté préfectoral n° n°201227160002 du 27 septembre 2012 et publiées sur le site internet de l'État dans le Territoire de Belfort (<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/>), à partir duquel chacune des cartes peut être visualisée sur l'application Cartélie.

La cartographie du bruit permet une représentation des niveaux de bruit aux abords de l'infrastructure, mais également de dénombrer la population exposée et d'élaborer des plans d'action appelés plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE). Les cartes ne représentent pas des mesures de bruit aux abords de la voie mais elles représentent un niveau de gêne.

Les niveaux de bruit sont exprimés en Lden (jour, soir, nuit), indicateur de gêne donnant un poids plus fort le soir (+ 5dB (A)) et la nuit (+10dB (A)) au niveau de bruit. Ce n'est donc pas un niveau de bruit réel ou mesuré mais une indication pondérée.

Le PPBE de l'autoroute A36 a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°2014064-0003 du 5 mars 2014 et publié sur le site internet des services de l'État dans le Territoire de Belfort.

Les PPBE constituent des plans d'action, réalisés avec consultation du public. Ces documents ne sont pas opposables mais constituent des documents d'orientation dont l'objectif est la réduction des niveaux de bruit aux abords des infrastructures concernées

2.9.11. Les périmètres de réciprocité vis-à-vis des exploitations agricoles

Les installations agricoles et leurs annexes doivent respecter des distances d'éloignement vis-à-vis des immeubles voisins lors de leur implantation ou de leur extension.

Ces distances varient suivant la catégorie de l'exploitation (installation classée pour la protection de l'environnement - ICPE ou relevant du règlement sanitaire départemental - RSD) et la destination du bâtiment.

Par ailleurs, et par application du principe de réciprocité énoncé à l'article L. 111-3 du Code rural et de la pêche maritime, la même exigence d'éloignement est imposée à toute nouvelle construction vis-à-vis des bâtiments agricoles.

Ces règles d'implantation et leur réciprocité pouvant s'étendre au-delà du territoire communal, des exploitations d'élevage relevant des ICPE ou du RSD situées sur des communes limitrophes à la commune de Pérouse, peuvent entrer en compte pour la réalisation du PLU. Si tel est le cas, il sera nécessaire de connaître leur nom et leur statut pour définir les distances de réciprocité à respecter.

Dans le cadre de la révision du PLU, il convient également de prendre en compte les plans d'épandage établis pour la commune, ainsi que ceux des communes limitrophes .La chambre d'agriculture peut éditer une cartographie des épandages.

À Pérouse, le service de la protection animale de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) recense un élevage relevant du règlement sanitaire départemental :

- M. SCHELIQUET Gilbert, 3 rue des Sapins, référencé en production ovine

Certains élevages équins en particulier ne sont pas recensés.

Le diagnostic de la commune devra vérifier les informations ci-dessus et éventuellement les compléter. Le rapport de présentation devra localiser les éventuels élevages ce qui permettra d'identifier les éventuelles contraintes futures de voisinage.

Le DOO du SCOT demande à ce que « les périmètres de réciprocité autour des sites, bâtiments et espaces fonctionnels (soient) inscrits dans les PLU. Dans un souci de pérennité de l'activité agricole, des périmètres plus larges doivent être envisagés afin d'y inclure des espaces potentiels de développement des structures agricoles ». (C.5.1.)

2.9.12. La qualité de l'air

Conformément à l'article L. 220-1 du Code de l'environnement « L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie. »

À ce titre tous les documents d'urbanisme doivent concourir à maîtriser les besoins de déplacement et prévenir les pollutions et nuisances (article L. 101-2 du code de l'urbanisme).

Dans cette optique, le PLU peut notamment :

- conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (en particulier ambrsoisie et cupressacées : cyprès, thuyas, ...),
- intégrer la problématique des transports en prévoyant par exemple d'éloigner les futures zones habitées des principaux axes routiers générateurs de pollution.

Plan de protection de l'atmosphère (PPA) :

La commune de Pérouse est intégrée au PPA de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle, qui a été approuvé le 21 août 2013.

Ce document a pour objet de ramener, dans la zone concernée, la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites, et de définir les modalités de la procédure d'alerte. Pour cela, 22 actions sont définies pour réduire les émissions de particules et améliorer la qualité de l'air. (voir site internet de la DREAL Bourgogne Franche-Comté :

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-ppa-et-les-documents-d-r835.html>).

En outre, au titre de l'article L. 131-8 du code de l'urbanisme « les dispositions relatives aux transports et aux déplacements des orientations d'aménagement et de programmation et du programme d'orientations et d'actions du plan local d'urbanisme tenant lieu de plan de déplacements urbains sont compatibles [...] lorsqu'un plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article [L. 222-4](#) du même code couvre tout ou partie du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale, avec les objectifs fixés par ce plan pour chaque polluant.

Enfin, selon les termes de l'article L. 153-30 du même code « lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de déplacements urbains, il donne lieu aux évaluations et aux calculs prévus à l'[article L. 1214-8-1 du code des transports](#) lors de son élaboration et lors de l'analyse des résultats du plan prévue à l'article [L. 153-27](#) ».

Qualité de l'air intérieur, prévention du risque radon

Pérouse se situe dans une zone géographique à risque vis-à-vis du radon. Ce gaz radioactif constitue un facteur de risque de cancer du poumon et peut s'accumuler dans les bâtiments.

Conformément aux dispositions du code de la santé publique (articles L. 1333-10, R. 1333-13 à R. 1333-16), les propriétaires des lieux ouverts au public sont tenus de faire procéder à des mesures de l'activité du radon et de ses descendants. La liste des établissements concernés figure dans l'arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux modalités de gestion du risque lié au radon dans les lieux ouverts au public. Ces mesures devront être réalisées tous les 10 ans à partir de la mesure initiale et répétées chaque fois que sont réalisés des travaux modifiant la ventilation des lieux ou l'étanchéité du bâtiment au radon.

Dans ce cadre, il apparaît souhaitable d'étudier la possibilité d'imposer des dispositions, notamment constructives, visant à protéger les bâtiments du risque radon (ex : vide sanitaire ventilé, cave ventilée). Les pétitionnaires devront veiller par ailleurs au respect des prescriptions des articles 62 à 66 du règlement sanitaire départemental.

Ces éléments devront figurer dans les dispositions générales du règlement du PLU.

2.9.13. Les émissions de gaz à effet de serre (GES)

L'article L. 101-1 du code de l'urbanisme demande aux collectivités publiques d'harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace afin de réduire les émissions de GES, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles. De même, l'article L. 101-2 indique que les PLU déterminent les conditions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de maîtriser l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

L'outil GES PLU, élaboré par le CEREMA et l'ADEME, permet la comparaison de différents scénarios ou hypothèses d'aménagement lors de leur élaboration. Il a pour vocation d'aider les collectivités à s'inscrire dans cette démarche de réduction des émissions de GES.

Cette comparaison passe par l'évaluation des émissions de GES des différents scénarios d'aménagement du territoire étudiés au moment de la réflexion sur les orientations générales du PADD, sur les thématiques pour lesquelles le PLU peut avoir un impact ou disposer de leviers d'actions pour réduire les émissions de GES.

Les thématiques abordées peuvent être les suivantes :

- **les déplacements de personnes** - émissions des déplacements pour les populations nouvelles : localisation résidentielle et qualité de la desserte de ces territoires ; émissions des déplacements de la population actuelle et touristique : évolution de la mobilité de la population actuelle, rapprochement des zones d'emplois et commerciales des zones de logement, amélioration de la desserte des transports en commun, mesures favorisant le report modal vers les modes doux, contraintes sur le stationnement dans certaines zones centrales limitant l'usage de la voiture, rationalisation des déplacements touristiques dans les zones attractives et souvent congestionnées du centre-ville,...),
- **l'usage du bâti** - émissions dues à l'usage de l'habitat et du parc tertiaire neufs : localisation, typologie, utilisation d'énergies renouvelables ; gains sur l'usage de l'habitat et du tertiaire réhabilités : gains énergétiques attendus par l'isolation thermique, introduction d'énergies renouvelables, taux de réhabilitation...,
- **le changement d'occupation des sols** – mesures limitant l'urbanisation en extension (déstockage du carbone séquestré dans les sols et la végétation) ...,
- **la production locale d'énergie et le développement des énergies renouvelables** - production locale de chaleur urbaine, nombre de logements et emplois raccordés au réseau de chaleur, mixe énergétique, utilisation des énergies renouvelables : solaire photovoltaïque, biomasse,...
- **le transport de marchandises** - mesures visant à rationaliser la logistique urbaine,

Ces différentes thématiques sont alimentées par les informations issues du diagnostic de la commune dont la richesse et la précision permettent d'apprécier l'impact des choix d'aménagement sur les émissions de GES.

L'outil GES PLU est disponible sur le site du CEREMA (www.territoires-ville.cerema.fr/) à la rubrique « environnement – cadre de vie / Energie, GES et climat ».

2.9.14. SRCAE, SRE, PCAET

Schéma régional climat air énergie (SRCAE) :

Le préfet de région, via la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et le président du conseil régional élaborent conjointement le projet de schéma, après consultation des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements.

Ce schéma fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 :

1. Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. À ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;

2. Les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. À ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifie ;

3. Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat.

La loi ne définit aucun lien juridique entre le SRCAE et les documents d'urbanisme. Néanmoins, au titre de l'article L. 131-8 du code de l'urbanisme « les dispositions relatives aux transports et aux déplacements des orientations d'aménagement et de programmation et du programme d'orientations et d'actions du plan local d'urbanisme tenant lieu de plan de déplacements urbains sont compatibles avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu à l'article L.222-1 du code de l'environnement».

Lorsqu'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier est, si nécessaire, rendu compatible dans un délai de trois ans.

En outre, ces derniers pourront être concernés à travers la détermination des conditions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production des énergies renouvelables, la préservation de la qualité de l'air (L. 101-2 du Code de l'urbanisme). Enfin, les plans climat énergie territoriaux et leur mise à jour le cas échéant en plans climat air énergie territoriaux, compatibles avec le SRCAE, doivent être pris en compte par les SCoT et les PLU.

Suite à l'adoption de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « Notre »), le SRCAE a vocation à être intégré dans le futur schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Il doit être adopté dans les trois années qui suivent le renouvellement général des conseils régionaux.

Schéma régional éolien (SRE) :

Le schéma régional éolien est la déclinaison du SRCAE pour le volet éolien.

Le schéma régional éolien a été approuvé par arrêté 2012 282-0002 du 8 octobre 2012.

Ce document a pour objectif de définir des zones favorables au développement de l'éolien, c'est-à-dire qui concilient les objectifs énergétiques avec les enjeux environnementaux. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables au développement de l'énergie éolienne.

La commune de Pérouse figure parmi les zones favorables au développement de l'énergie éolienne avec secteur d'exclusion.

Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) :

La loi Grenelle II a fait obligation aux régions (si elles ne l'intègrent pas dans leur SRCAE), aux départements, aux communautés urbaines, aux communautés d'agglomération, aux communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants, d'adopter un Plan Climat-Energie Territorial (PCET).

Désormais, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (dite loi « TECV ») prévoit l'évolution des PCET en PCAET au plus tard fin 2018, en rajoutant un volet air. Les collectivités concernées ne sont plus que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20000 habitants.

Concrètement, un PCAET apparaît comme un projet de territoire axé sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la dépendance énergétique et la limitation de la vulnérabilité climatique en permettant d'adapter les territoires sur les courts, moyen et long termes.

Les PLU doivent prendre en compte les PCAET qui englobent leur territoire et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière (L. 131-5 du code de l'urbanisme).

Le conseil départemental du Territoire de Belfort dispose d'un PCET, mais suite aux évolutions réglementaires, il n'a pas vocation à perdurer.

Toutefois le syndicat mixte de l'aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle élabore un PCAET volontaire, donc sans portée juridique.

A défaut de disposer d'outils tels que le PCAET ou le PCET, le PLU(i) peut dans le cadre de son diagnostic territorial, réaliser une étude abordant les thématiques mentionnées dans le paragraphe 2.9.13 ci-dessus.

La richesse et la précision des informations recueillies permettra d'apprécier l'impact des choix d'aménagement sur les émissions de GES.

2.9.15. Les déchets

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers » (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement).

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliquées sur les différentes parties du territoire.

Ces plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers ; ils concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration,...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur.

L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été révisé par arrêté préfectoral du 5 juillet 2002.

Ainsi le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

L'inventaire et diagnostic simplifié des décharges brutes du Territoire de Belfort a été réalisé en 2000 par le Conseil Général et l'ADEME.

Il semblerait qu'une décharge de déchets soit toujours en exploitation (carte ci-après) et ce à proximité d'une zone humide.

Dans le cas où une ancienne décharge se trouverait sur votre commune, le rapport de présentation du PLU devra mentionner ce site : les conditions de la fermeture et les mesures de protection réalisées, l'état actuel et l'usage prévu. Il faut que le document d'urbanisme conserve la mémoire de ces anciens dépôts. Le PLU devra avoir pour objectif d'éviter que des aménagements incompatibles avec la présence des déchets sous-jacents ne soient réalisés.

La carrière présente sur votre commune est pressentie par le SCOT pour l'implantation d'un centre de stockage de déchets inertes du BTP. Le DOO prévoit donc que vous inscriviez dans votre PLU la potentielle implantation d'un tel site.

L'insertion dans l'environnement et le voisinage devra être particulièrement soignée.

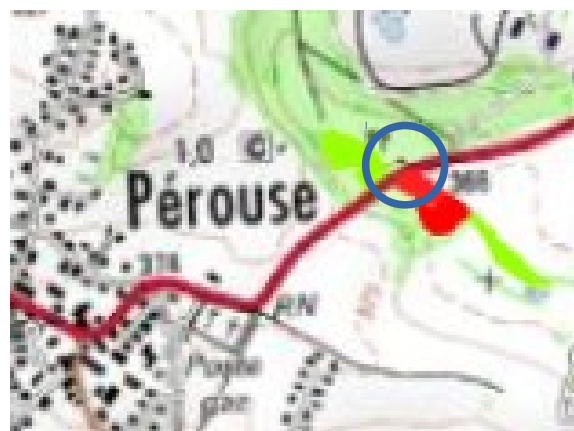


Illustration 10: Localisation de la décharge potentielle

2.9.16. La pollution des sols

La construction ou l'aménagement d'habitations, d'écoles, de parcs publics, de terrains de jeux ou de sports doit prendre en compte l'existence éventuelle de sites ou sols pollués, dont l'état peut se révéler incompatible avec l'usage futur envisagé, si les mesures de gestion adaptée ne sont pas mises en œuvre.

Pour améliorer la connaissance et ainsi favoriser la mise en œuvre des politiques de gestion des sites et sols pollués, l'État a mis en place deux bases de données sur internet, « Basol » pour les sites dont la pollution est avérée, et « Basias » pour les sites susceptibles d'être pollués.

La loi ALUR du 24 mars 2014 complète ce dispositif en créant des zones d'information sur les sols (article L.125-6 du code de l'environnement). Ces zones comprendront les terrains où la connaissance de la pollution justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique ou l'environnement. Arrêtés par le préfet, ces secteurs seront indiqués sur un ou plusieurs documents graphiques et annexés au PLU. **Le décret d'application n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 précise les modalités de création de ces zones. Il prévoit que la liste des secteurs d'information sur les sols doit être établie par le préfet de département avant le 1^{er} janvier 2019.**

Dans l'attente de la mise en place effective de ce dispositif, un rappel dans le PLU devrait permettre d'attirer l'attention des porteurs de projet sur l'historique de ces sites et la possibilité de se trouver en présence d'une pollution du sous-sol.

Selon la base de données Basias, la commune est concernée par les anciens sites industriels listés ci-après.

Les sites recensés ont hébergé des activités susceptibles d'avoir pollué les sols, sans qu'une information concrète sur la présence ou l'absence de pollution ne soit disponible. Des informations plus détaillées à destination des maires des communes concernées sont mises à disposition sur ce site à l'aide de code d'accès qui ont été transmis.

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
FRC9000548	KIEFFER	Entreprise de maçonnerie et D.L.I.	5 Rue Marronniers (des)	PEROUSE	F42	Ne sait pas	Inventorié
FRC9001495	Pierre COURBOT, anc. Maurice STADLER	Station-service	Rue Grande	PEROUSE	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
FRC9001496	Démolition Auto Heurter, anc. District de l'Agglomération Belfortaine	Récupération de métaux, anc. Dépôt de machefers	Rue Lilas (des)	PEROUSE	E38.11Z E38.31Z	En activité	Inventorié
FRC9001497	Démolition Auto Heurter	Récupération de métaux	26 Rue Lilas (des)	PEROUSE	E38.39Z E38.31Z	En activité	Inventorié

Le détail de la liste peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/basias/donnees/resultats?dept=90&commune=90076#/>

2.10. La politique énergétique

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 « loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique » (loi POPE) renforcée par la loi ENE du 12 juillet 2010 et l'ordonnance du 5 janvier 2012 a fixé des objectifs quantitatifs et qualitatifs pour contribuer à l'indépendance énergétique nationale, préserver la santé humaine et l'environnement (ce qui implique la lutte contre l'aggravation de l'effet de serre) et garantir la cohésion sociale et territoriale en assurant un accès à l'énergie pour tous.

Désormais, cette loi est en grande partie codifiée au code de l'énergie ou modifiée par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV). Cette dernière, ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent vont permettre de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer l'indépendance énergétique en équilibrant mieux les différentes sources d'approvisionnement.

Les grands objectifs de cette loi :

- Réduire de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ;
- Diminuer de 30 % la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation énergétique finale d'énergie en 2030 et à 40 % de la production d'électricité ;
- Réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à 2012 ;
- Diminuer de 50 % le volume de déchets mis en décharge à l'horizon 2050 ;
- Diversifier la production d'électricité et baisser à 50 % la part du nucléaire à l'horizon 2025.

A cet effet la loi TEPCV prévoit l'implication des acteurs publics : « *III.- L'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics respectifs prennent en compte la stratégie bas-carbone*

dans leurs documents de planification et de programmation qui ont des incidences significatives sur les émissions de gaz à effet de serre ».

Cet objectif se décline en mesures concrètes concernant notamment les bâtiments et le transport ; ainsi le code de l'urbanisme prévoit désormais que :

- le PLU peut imposer aux constructions de couvrir une part de leur consommation d'énergie par la production d'énergie renouvelable (article L. 151-21) ;
- les bâtiments les plus performants pourront bénéficier d'un bonus de 30 % de surface constructible (cf. décret n° 2016-85 du 28 juin 2016 et arrêté du 12 octobre 2016 relatifs aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement des règles de constructibilité prévu au 3° de l'article L. 151-28) ;
- le PLU peut prévoir sur les aires de stationnement que le nombre de places exigé ordinairement soit réduit d'au moins 15 % en contre-partie de la mise à disposition de véhicules électriques en autopartage (article L. 151-31).

Le point C.5.3. du DOO prévoit la réduction de la dépendance énergétique. Pour cela,

- « les documents d'urbanisme optent pour des orientations qui contribuent aux objectifs de réduction de la dépendance énergétique » en matière de déplacements, d'urbanisation, d'habitat et activité économique et de protection du contexte naturel,
- « les aménagements (...) doivent entreprendre la meilleur économie énergétique possible »,
- les dispositifs de production d'énergie renouvelable sont autorisés sous réserve de la prise en compte de la valeur écologique et paysagère des espaces.

3. Le financement des équipements publics

3.1. Généralités

Par principe, le financement des équipements publics est assuré par les collectivités territoriales grâce à la perception des impôts locaux. Cependant, ces dépenses ne peuvent plus être prises en charge par leur seul budget général.

La fiscalité de l'urbanisme appliquée aux autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, déclarations préalables,...) permet d'assurer le financement des équipements publics (voiries, réseaux, infrastructures et superstructures,...) nécessités par le développement urbain.

Après une période de concertation de plus de deux ans avec les représentants des collectivités territoriales et des professionnels de l'aménagement et de la construction, la réforme de la fiscalité de l'aménagement a été adoptée dans le cadre de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, parue au JO du 30 décembre 2010.

Ce dispositif, entré en vigueur le 1^{er} mars 2012, est composé de deux taxes qui se complètent :

- la taxe d'aménagement qui porte les objectifs de simplification et de rendement en permettant le financement des équipements publics nécessités par l'urbanisation ;
- le versement pour sous-densité qui porte l'objectif de lutte contre l'étalement urbain et incite à une utilisation économe de l'espace.

Les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à la mise en œuvre du dispositif avant le 30 novembre pour l'année suivante.

Les enjeux de ce dispositif sont :

- améliorer la compréhension et la lisibilité du régime ;
- simplifier en réduisant le nombre d'outils de financement ;
- promouvoir un usage économe des sols et contribuer à la lutte contre l'étalement urbain ;
- inciter à la création de logements.

L'ensemble des mesures proposées a été conçu pour donner une très grande marge de manœuvres aux collectivités territoriales et pour pouvoir être utilisé de manière différenciée sur l'ensemble du

territoire en s'adaptant à la taille, aux caractéristiques et aux politiques d'aménagement propres à chaque collectivité.

La fiscalité de l'aménagement est rassemblée dans un seul chapitre du code de l'urbanisme en lieu et place d'articles épars figurant essentiellement dans le code général des impôts ou dans le code de l'urbanisme.

3.2. La taxe d'aménagement

Elle se substitue à la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels et sensibles (TDENS), la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE), la taxe spéciale d'équipement du département de la Savoie, la taxe complémentaire à la TLE en région d'Île de France et au programme d'aménagement d'ensemble (PAE).

La taxe d'aménagement (L. 331-1 et suivants du code de l'urbanisme) est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un PLU et les communautés urbaines, par délibération dans les autres communes.

La taxe d'aménagement est instituée, pour la part départementale, par délibération du conseil général. Elle finance les politiques de protection des espaces naturels sensibles et le fonctionnement des CAUE, en remplacement de la TDENS et de la TD/CAUE.

Elle s'applique dans toutes les communes du département.

3.2.1. Champ d'application

La taxe d'aménagement est établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Un certain nombre d'exonérations est prévu.

3.2.2. Taux d'imposition

Pour la part communale ou intercommunale, la fourchette des taux est fixée entre 1 % et 5 %, comme pour la TLE.

La part départementale, fixée par le conseil général par délibération du 14 novembre 2011, est de 2,5 %.

Le dispositif prévoit que les communes ou EPCI pourront pratiquer, si elles le souhaitent, des taux différents par secteurs de leur territoire pour tenir compte du coût réel de l'urbanisation dans chaque secteur.

Dans un but de simplification des outils mis à disposition des collectivités, il est également prévu que le taux pourra être supérieur à 5 % et porté jusqu'à 20 % dans certains secteurs.

La délibération fixant ce taux devra être motivée et nécessitée par la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux.

La carte fiscale est constituée d'un document graphique qui figure à titre d'information dans une annexe au PLU.

Pour la part départementale, le taux de la taxe d'aménagement ne pourra excéder 2,5 % pour financer les espaces naturels sensibles et le fonctionnement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

3.3. Le versement pour sous-densité (VSD)

Réservé aux zones U et AU des PLU ou des POS, le versement pour sous densité (VSD) est un outil destiné à permettre une utilisation plus économe de l'espace et à lutter contre l'étalement urbain.

Le versement pour dépassement du plafond légal de densité prévu par l'article L. 331-36 du code de l'urbanisme est supprimé de plein droit en cas d'institution du versement pour sous-densité.

Ce dispositif permet aux communes et EPCI compétents en matière de PLU qui le souhaitent, d'instaurer un **seuil minimal de densité par secteur (SMD)**.

En deçà de ce seuil, les constructeurs devront s'acquitter d'un versement égal au produit de la moitié de la valeur du terrain par le rapport entre la surface manquante pour que la construction atteigne le seuil minimal de densité et la surface de la construction résultant de l'application de seuil.

L'élaboration du PLU doit être l'occasion de mener une réflexion sur les taxes à mettre en place sur la commune et leur modulation.

La mise en place de Zones d'aménagement concerté (ZAC) et de conventions projet urbain partenarial (PUP) peut également être envisagée.

4. Les servitudes d'utilité publique

L'article L. 151-43 du Code de l'urbanisme énonce que les plans locaux d'urbanisme (PLU) doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Lors de l'établissement du plan local d'urbanisme, il convient de connaître les servitudes en vigueur sur le territoire de la commune afin que ce dernier ne fixe pas de dispositions contradictoires avec les restrictions des dites servitudes.

La mise à jour du plan local d'urbanisme est réalisée par arrêté du maire, chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes (servitudes et autres), conformément à l'article R. 153-18 du code de l'urbanisme.

L'ensemble des servitudes applicables sur le territoire de la commune est rassemblé dans la liste des servitudes et le document graphique joints en annexe 10 qui doivent figurer en annexe de votre PLU (article R. 151-51 du code de l'urbanisme), ces deux éléments étant complémentaires et indissociables.

5. Informations complémentaires

5.1. Barrages, digues

La politique de sécurité des ouvrages hydrauliques s'inscrit dans la politique d'ensemble du ministère en charge de l'écologie, relative à la prévention des risques, à la gestion équilibrée de l'eau, à la continuité écologique des cours d'eau et à l'approvisionnement en énergie dans le cadre de la stratégie ministérielle de développement durable. La mise en œuvre de cette politique au niveau local est pilotée sous l'autorité du préfet de région par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui veille à la coordination de cette politique sous ses différents aspects.

Le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 sur la sécurité des ouvrages hydrauliques fixe les obligations des responsables des ouvrages concernant la sécurité de ces derniers.

La DDT a réalisé un recensement des barrages et digues existants dans le département. Un courrier vous a informé de cette démarche en septembre 2010.

Les-dits ouvrages seront ensuite classés suivant des critères géométriques, la présence d'habitations en aval peut conduire à un sur-classement de l'ouvrage ou à des prescriptions supplémentaires ce qui induit à des mesures d'entretien et de surveillance renforcées.

Ainsi, si le PLU conduit à prévoir des zones U ou AU en aval de tels ouvrages, ces derniers pourraient être surclassés ou se voir prescrire des mesures complémentaires.

Barrage de seuils de rivière

Le ruisseau du Trovaire, seul cours d'eau présent sur le territoire de la commune, est classé en deuxième catégorie piscicole.

Il n'est **classé ni en liste 1 ni en liste 2 au titre de l'article L214-17** du code de l'environnement.

Néanmoins, tous travaux dans les cours d'eau, comme la construction de nouveau seuils présentant un obstacle pour la continuité écologique ou le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants seront soumis à la réglementation loi sur l'eau.

Digues de protection contre les inondations

À ce jour aucune information n'est disponible concernant la présence de digues sur le territoire de la commune de Pérouse sur laquelle s'écoule le ruisseau du Trovaire.

Un diagnostic sur la présence ou non de tels édifices sur le territoire communal devra être fait dans le cadre de l'élaboration du PLU.

En l'absence de données spécifiques et/ou de classement de ces ouvrages hydrauliques, les dispositions du code civil s'appliquent .

Il sera nécessaire d'établir des zones « *non aedificandi* » au niveau des éventuelles digues qui pourraient être recensées lors de l'élaboration du document d'urbanisme et ce lorsque celles-ci se situent dans des zones urbanisables ou ouvertes à l'urbanisation.

Les secteurs dans lesquels des étangs sont recensés devront être protégés et soustraits à l'urbanisation. Seule une construction à surface limitée servant d'abri de pêche pourra y être autorisée.

5.2. Association

Les services et sociétés suivants m'ont fait part de leur souhait de participer aux réunions de travail au cours desquelles les questions relatives à leur domaine de compétence seraient débattues :

- L'ONF souhaite que ses services soient associés aux réunions pouvant concerner la forêt ou ses abords.

Les personnes à contacter sont :

- M. Michel MOUHAT – triage de Larivière – 07.77.31.30.05 michel.mouhat@onf.fr
- M. Olivier MARCET – RUT de Belfort – 03.84.29.10.42/03.32.64.78.59 olivier.marcet@onf.fr

- Les services de l'ARS souhaitent être associés à la procédure d'élaboration du PLU de la commune.

ARS de Franche-Comté – Unité territoriale santé environnement nord Franche-Comté – 8, rue Heim – CS 80 247 – 90005 Belfort Cedex

- L'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Belfort (UDAP) et le service régional de l'archéologie souhaitent être informés de l'évolution du dossier et être destinataires de votre PLU (exemplaire complet papier et un fichier informatique pour les 2 services).

Les personnes à contacter sont :

UDAP – Place de la révolution française – 90000 BELFORT – 03.84.90.30.40,

SRA – DRAC – 7, rue Charles Nodier – 25043 BESANCON Cedex – Mme Sylvie LAURENT – 03.81.65.72.19.

Il conviendra par ailleurs après arrêt du PLU de saisir la CDPENAF afin qu'elle donne son avis le dossier conformément à sa décision d'émettre un avis sur l'ensemble des révisions des documents d'urbanisme (voir page 21) :

Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers
Direction départementale des territoires - Service économie agricole
8, place de la révolution française - BP 605
90020 BELFORT

6. Les études disponibles concernant la commune, les liens vers des sites utiles

- **Le site internet de la DRAAF (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)**
Lien vers le PRAD et le PPRDF :
<http://draaf.franche-comte.agriculture.gouv.fr/>
- **Le SCOT approuvé du Territoire de Belfort :**
<http://scotbelfort.autb.fr/>
- **Le site du parc naturel régional des ballons des Vosges :**
<http://www.parc-ballons-vosges.fr/>
La carte du parc régional et la charte du parc sont en ligne.
- **Numérisation des documents d'urbanisme :**
<http://www.geoportail.gouv.fr/accueil>
http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732
- **Cartes « dynamique d'urbanisation » et évolution de la tâche urbaine :**
La 1ère carte interactive représente les bâtiments en fonction de leur année de construction : situation du bâti par tranche de 10 ans à partir de 1900. La seconde montre l'évolution de la tâche urbaine par période de 10 ans depuis 1900.
<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr> rubrique informations géographiques / Outils dynamique d'urbanisation
- **Atlas de la valeur des terres agricoles du Territoire de Belfort :**
<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Publications/Atlas-cartographique/SIG-Atlas/Agriculture>
- **Contrat de mobilité durable du Territoire de Belfort – Syndicat Mixte des Transports en Commun**
<http://smtc90.fr/V2/images/stories/SMTC-contrat-de-mobilite-pages1-36.pdf>
- **Schéma départemental des pistes cyclables – Conseil Départemental,**
- **Le site de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée**
Le lien suivant permet d'accéder aux divers documents composant le SDAGE 2010-2015.
<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/dce/sdage2009.php>
- **Doctrine « éviter, réduire, compenser » du ministère de l'écologie :**
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Doctrine-eviter-reduire-et,28438.html>
- **Le site du contrat de rivière du bassin de l'Allaine**
<http://www.allaine.info/>
- **L'étude SCOT-Trame Verte et Bleue de janvier 2012 :**
Dans le cadre des études dédiées à l'élaboration du SCoT, le Syndicat Mixte du SCoT a réalisé un document à l'échelle départementale qui permet de conserver et d'améliorer les continuités écologiques.
- **La fiche pratique sur la prise en compte de la Trame Verte et Bleue dans les PLU :**
<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr> rubrique développement aménagement durables / planification et aménagement durables
- **Le guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme :**
L'objectif de ce guide est de donner aux collectivités qui élaborent leur document d'urbanisme, ainsi qu'aux acteurs qui les accompagnent, les éléments pour comprendre les objectifs et l'intérêt de l'évaluation environnementale, et les clefs pour conduire efficacement cette démarche.
<http://www.environnement-urbanisme.certu.equipement.gouv.fr/21-fiches-du-guide-sur-l-a115.html>
- **Le profil environnemental régional :**
S'appuyant sur les données existantes, le profil environnemental présente un diagnostic synthétique de la situation à l'échelle régionale. À partir de ce diagnostic, il met en évidence les principaux enjeux du territoire et identifie des indicateurs de suivi correspondants. Sans prétendre à

l'exhaustivité, le profil environnemental restitue ainsi de façon nuancée les forces et faiblesses de l'environnement franc-comtois.

Cet outil est en cours de révision

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr> rubrique développement – aménagement durables

- **Le portail SIGOGNE**

Ce site, à usage libre, recense des données naturalistes et se veut être le portail de la description de la biodiversité en Franche-Comté.

Un outil de recherche et de cartographie est mis à disposition, en cliquant sur la carte « Visualiseur de la biodiversité »

<http://www.sigogne.org/>

- **L'Atlas des paysages de Franche-Comté**

Des éléments concernant les paysages sont décrits dans les atlas de paysage départementaux : « Atlas des paysages de Franche-Comté ».

- **« prim.net » :**

Cet outil favorise la mise à disposition, le partage et l'actualisation d'informations relatives aux risques naturels et technologiques pour renforcer notre résilience individuelle et collective. Il permet également de connaître les risques présents sur une commune.

<http://www.prim.net/> et <http://macommune.prim.net/>

- **Inventaire national du retrait-gonflement des argiles**

<http://www.argiles.fr>

- **Plaquette sur le retrait gonflement des argiles dans le Territoire de Belfort :**

<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Prevention-des-risques/Autres-risques>

- **Mouvements de terrain :**

5 fiches sur les différents mouvements de terrain répertoriés : <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Prevention-des-risques/Autres-risques>

Cartes communales des mouvements de terrain : <http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/Prevention-des-risques/Autres-risques/Cartes-communales-des-mouvements-de-terrain>

- **Politique de prévention des risques industriels et PPRT :**

Plaquette PPRT :

http://territoire-de-belfort.gouv.fr/content/download/6462/41331/file/Plaquette_PPRT_finale_1__cle5e1917.pdf.

Plaquette risque industriel (sur le site de www.prim.net).

Fiche d'information sur le PPRT réalisée par la direction générale des préventions des risques :

http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr/content/download/6463/41335/file/PPRT_fiche_info_DGPR_11_08_cle18169f.pdf

- **Le guide PLU et bruit :**

La boîte à outils de l'aménageur rédigé par la DDE 38 et la DDASS 38, permet d'apporter une réponse aux objectifs de réduction des nuisances sonores et de prévention des pollutions de toute nature, fixés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU).

<http://www.environnement-urbanisme.certu.equipement.gouv.fr/guide-plu-bruit-a63.html>

- **L'outil « GES PLU » :**

L'outil GES PLU est un outil prospectif d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre. Il permet de comparer l'impact de scénarios d'aménagement, par rapport à une situation actuelle.

<http://www.certu.fr/ges-et-urbanisme-3-outils-pour-a551.html>

- **Le schéma régional climat air énergie de Franche**

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/schema-regional-climat-air-energie-r502.html>

- **Le plan de protection de l'atmosphère Belfort-Montbéliard**

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-ppa-et-les-documents-d-r835.html>

- **Le schéma territorial directeur d'aménagement numérique du Territoire de Belfort**

http://www.pays-aireurbaine.com/medias/pays_aire_urbaine/blhd_aire_urbaine/SDTAN/SDTAN%2090%20definitif.pdf

- **Le site internet de la DREAL Franche-Comté**

Diverses thématiques et données en lien avec les documents d'urbanisme sont présentées sur le site de la DREAL Franche-Comté. On y retrouve notamment certaines données communales (onglet information géographique), informations sur Natura2000, l'aménagement durable, la ville durable, etc.

<http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/>

7. Les pièces jointes

- **Annexe 1** : plaquette d'information « numériser les documents d'urbanisme »,
- **Annexe 2** : carte localisant les forêts relevant de l'ONF et leurs principales dessertes,
- **Annexe 3** : modalités de saisine de l'autorité environnementale,
- **Annexe 4** : carte de périmètre de protection d'un monument historique ,
- **Annexe 5** : cadastre Napoléonien,
- **Annexe 6**: fiche « Maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport »,
- **Annexe 7** : carte de l'aléa sismique,
- **Annexe 8** : carte des mouvements de terrain,
- **Annexe 9** : fiche de l'inventaire des anciennes mines de Franche-Comté
- **Annexe 10** : servitudes d'utilité publique (tableau et plan)

8. Table des illustrations

Illustration 1: Carte des zones humides issue de l'inventaire de la DREAL.....	37
Illustration 2: Mesures de conservation et de développement de la trame verte et bleue - source DOO du SCOT.....	41
Illustration 3: Traduction de la trame verte et bleue issue du SCOT.....	42
Illustration 4: Carte des zones Natura 2000 du Territoire de Belfort (Source CD 90).....	44
Illustration 5: carte ZNIEFF et habitats.....	47
Illustration 6: Carte des sites archéologiques localisés.....	60
Illustration 7: Périmètres des effets irréversibles.....	64
Illustration 8: Carte retrait-gonflement des argiles.....	69
Illustration 9: Carte de classement sonore des infrastructures terrestres.....	74
Illustration 10: Localisation de la décharge potentielle.....	80

Pour tous renseignements, vous pouvez contacter :

Direction Départementale des Territoires

Service urbanisme – Cellule urbanisme planification
8, place de la révolution française - BP 605
90020 BELFORT
tél : 03.84.58.86.00.
mél.: ddt-90@territoire-de-belfort.gouv.fr